

Rapport de gestion

La Société Canadian Tire Limitée
Troisième trimestre de 2020

Rapport de gestion

La Société Canadian Tire Limitée
Troisième trimestre de 2020

Table des matières

1.	PRÉFACE	1
2.	APERÇU DE LA SOCIÉTÉ ET DE L'INDUSTRIE	3
3.	ÉVÉNEMENTS AYANT EU UNE INCIDENCE SUR LA SOCIÉTÉ AU COURS DU TRIMESTRE	4
4.	PERFORMANCE FINANCIÈRE	5
4.1	Performance financière consolidée	5
4.2	Performance du secteur Détail	12
4.3	Performance du secteur Services Financiers	20
4.4	Performance du secteur CT REIT	24
5.	ANALYSE DU BILAN, LIQUIDITÉS ET SOURCES DE FINANCEMENT	27
6.	CAPITAUX PROPRES	34
7.	QUESTIONS FISCALES	35
8.	MÉTHODES ET ESTIMATIONS COMPTABLES ET MESURES NON CONFORMES AUX PCGR	36
9.	PRINCIPAUX RISQUES ET GESTION DES RISQUES	46
10.	CONTRÔLES ET PROCÉDURES	46
11.	RESPONSABILITÉ ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE	47
12.	DÉCLARATIONS PROSPECTIVES ET AUTRES COMMUNICATIONS AUX INVESTISSEURS	47

1. Préface

1.1 Définitions

Dans le présent document, les termes « nous », « notre », « nos », « Société Canadian Tire » et « Société » désignent tous La Société Canadian Tire Limitée, sur une base consolidée. Le présent document mentionne également les trois secteurs opérationnels à présenter de la Société : le « secteur Détail », le « secteur CT REIT » et le « secteur Services Financiers ».

Les résultats financiers du secteur Détail proviennent des entreprises exploitées par la Société sous les enseignes de détail de la Société, soit Canadian Tire, PartSource, la Division pétrolière, Essence+, Party City, Mark's, Mark's Work Wearhouse, L'Équipeur, Helly Hansen, SportChek, Sports Experts, Atmosphere, Pro Hockey Life (« PHL »), National Sports, Sports Rousseau et Hockey Experts.

Dans le présent document :

« Canadian Tire » désigne les activités de vente au détail d'articles d'usage courant et de services exercées sous les noms et les marques de commerce Canadian Tire, PartSource, PHL et Party City, ainsi que les activités de vente au détail d'essence de la Division pétrolière.

Les « magasins Canadian Tire » et les « postes d'essence Canadian Tire » désignent les magasins et les postes d'essence (qui peuvent comprendre des dépanneurs, des lave-autos et des postes de propane), qui sont exploités sous les noms et les marques de commerce Canadian Tire et Essence+.

Les « marques grand public » désignent les marques détenues par la Société et elles sont gérées par la division des marques grand public du secteur Détail.

« CT REIT » désigne les activités exercées par CT Real Estate Investment Trust et ses filiales, y compris CT REIT Limited Partnership (la « société en commandite CT REIT »).

Les « Services Financiers » désignent les activités exercées par les Services Financiers de la Société et ses filiales, notamment la Banque Canadian Tire (la « BCT » ou la « Banque ») et CTFS Bermuda Ltd. (« CTFS Bermuda »), une société de réassurance des Bermudes.

« Helly Hansen » désigne les entreprises internationales de vente de gros et de détail qui exploitent les marques Helly Hansen et Musto.

« Bon départ » désigne la Fondation Bon départ de Canadian Tire.

« Mark's » désigne les activités de détail et de commerce de gros commercial exercées par Mark's Work Wearhouse Ltd., et les « magasins Mark's » comprennent les magasins exploités sous les noms et les marques de commerce Mark's, Mark's Work Wearhouse et L'Équipeur.

Les « magasins PartSource » désignent les magasins exploités sous le nom et les marques de commerce PartSource.

« Party City » désigne l'entreprise d'articles de fête qui exerce ses activités sous le nom et les marques de commerce Party City au Canada.

La « Division pétrolière » désigne les activités de vente au détail d'essence exercées sous les noms et les marques de commerce Canadian Tire et Essence+.

« SportChek » désigne les activités de détail exercées par FGL Sports Itée, y compris les magasins exploités sous les noms et les marques de commerce SportChek, Sports Experts, Atmosphere, National Sports, Sports Rousseau et Hockey Experts.

Certains autres termes employés dans le présent document sont définis la première fois qu'ils sont utilisés.

Le présent document contient des noms commerciaux, des marques de commerce et des marques de service de la Société et d'autres organisations, qui sont toutes la propriété de leur propriétaire respectif. À des fins pratiques, les noms commerciaux, les marques de commerce et les marques de service mentionnés dans ce document ne portent pas les symboles ^{MD} ou ^{MC}.

1.2 Déclarations prospectives

Le présent rapport de gestion contient des déclarations qui sont de nature prospective et qui peuvent constituer de l'« information prospective » aux termes des lois applicables sur les valeurs mobilières. Les résultats ou les événements réels peuvent diverger sensiblement des prévisions ainsi que des déclarations concernant les plans ou les aspirations de la Société qui sont présentés dans le présent rapport de gestion, en raison des incertitudes et des risques inhérents aux entreprises qu'exploite la Société et de la conjoncture économique générale. La Société ne peut garantir que les prévisions en matière de performance financière ou opérationnelle de l'exploitation ni que les plans et les aspirations se concrétiseront vraiment ni, si c'est le cas, qu'elles donneront lieu à une hausse du cours des actions de la Société. Se reporter à la section 12 du présent rapport de gestion pour obtenir de plus amples renseignements sur la mise en garde relative aux déclarations prospectives.

1.3 Examen et approbation par le conseil d'administration

Le conseil d'administration, faisant suite aux recommandations formulées par le comité d'audit, a approuvé le contenu du présent rapport de gestion le 4 novembre 2020.

1.4 Comparaisons relatives au trimestre et à l'exercice contenues dans ce rapport de gestion

À moins d'indication contraire, tous les résultats du troisième trimestre de 2020 (période de 39 semaines close le 26 septembre 2020) sont comparés aux résultats du troisième trimestre de 2019 (période de 39 semaines close le 28 septembre 2019).

1.5 Référentiel comptable

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (les « normes IFRS »), également désignées par l'appellation principes comptables généralement reconnus (les « PCGR »). La Société a préparé les états financiers consolidés intermédiaires résumés conformément à la Norme comptable internationale (« IAS ») 34, *Information financière intermédiaire*, au moyen des méthodes comptables décrites à la note 2 des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

1.6 Estimations et hypothèses comptables

La préparation d'états financiers consolidés intermédiaires résumés conformes aux normes IFRS exige que la direction procède à des estimations et pose des hypothèses qui influent sur les montants présentés de l'actif et du passif, sur la présentation des passifs éventuels à la date des états financiers consolidés intermédiaires résumés, ainsi que sur les montants présentés des produits et des charges pendant la période de présentation de l'information financière. Se reporter à la section 8.1 du présent rapport de gestion pour obtenir de plus amples renseignements.

1.7 Mesures clés de rendement opérationnel et mesures financières additionnelles définies par les PCGR et non définies par les PCGR

La Société a cerné plusieurs mesures clés de performance opérationnelle et mesures financières non conformes aux PCGR que la direction estime utiles pour évaluer la performance de la Société. Cependant, les lecteurs sont prévenus que certaines de ces mesures n'ont pas de signification normalisée en vertu des normes IFRS et, par conséquent, peuvent ne pas être comparables à d'autres termes similaires utilisés par d'autres sociétés. Se reporter aux sections 8.3.1 et 8.3.2 pour plus d'information sur ces mesures.

1.8 Arrondissement et pourcentages

Des chiffres arrondis sont utilisés tout au long du rapport de gestion. Toutes les variations en pourcentage d'un exercice à l'autre sont calculées au dollar près, sauf pour ce qui est de la présentation du bénéfice par action (le « BPA ») de base et du BPA dilué, pour lesquels les variations d'un exercice à l'autre en pourcentage sont basées sur des montants fractionnés.

2. Aperçu de la Société et de l'industrie

La Société Canadian Tire Limitée (TSX : CTC.A) (TSX : CTC) est une famille d'entreprises qui comprend un secteur Détail, une division des Services Financiers et la fiducie de placement immobilier CT REIT. À la tête de nos activités de détail se trouve Canadian Tire, fondée en 1922, qui offre aux Canadiens des articles pour la vie au Canada grâce à ses divisions Au foyer, Au jeu, À l'atelier, Au volant et Articles saisonniers et de jardinage. PartSource, Essence+ et Party City sont des entreprises clés du réseau Canadian Tire. Le secteur Détail comprend également Mark's/L'Équipeur, détaillant de premier plan de vêtements de travail et tout-aller; Pro Hockey Life, un magasin d'équipement de hockey haut de gamme pour les joueurs d'élite; ainsi que SportChek, Hockey Experts, Sports Experts, National Sports, Intersport et Atmosphere, qui offrent les meilleures marques de vêtements pour la vie active. Les quelque 1 742 magasins de détail et postes d'essence sont soutenus par la division des Services Financiers et par des dizaines de milliers d'employés de la Société dans l'ensemble du Canada et ailleurs dans le monde, ainsi que par les marchands associés Canadian Tire (les « marchands »), les franchisés et les détaillants de la Division pétrolière à l'échelle locale. Par ailleurs, la Société Canadian Tire détient et exploite la marque Helly Hansen, chef de file mondial dans le domaine du vêtement de sport et de travail dont le siège social est situé à Oslo, en Norvège. Une description des activités de la Société et de certaines de ses capacités fondamentales se trouve dans la notice annuelle de 2019 de la Société (la « notice annuelle de 2019 »), notamment à la section 2, Description des activités, ainsi que sur le site Web de profil d'entreprise de la Société (<https://corp.canadiantire.ca/French/home/default.aspx>) et celui des relations avec les investisseurs (<https://investors.canadiantire.ca/French/investisseurs/default.aspx>).

3. Événements ayant eu une incidence sur la Société au cours du trimestre

Performance opérationnelle

Au cours du troisième trimestre de 2020, la propagation mondiale du coronavirus (« COVID-19 ») a continué d'avoir une incidence sur les économies canadienne et mondiale et sur les comportements d'achat des clients. Se reporter à la section 3 des rapports de gestion des premier et deuxième trimestres pour plus d'information sur les événements ayant eu des répercussions sur les activités et les résultats financiers de la Société pendant le premier semestre de l'exercice, de même que sur les informations prospectives.

Après la fermeture généralisée de magasins au deuxième trimestre, les magasins du réseau de la Société étaient ouverts pendant le troisième trimestre, mais ont continué d'être touchés par les restrictions en matière d'heures d'ouverture, les protocoles de nettoyage plus rigoureux et les mesures favorisant la distanciation physique. Le réseau de commerce électronique de la Société a continué d'enregistrer une hausse de la demande de la clientèle pendant le trimestre. Quoiqu'ils aient diminué par rapport au deuxième trimestre, les taux de pénétration du commerce électronique demeuraient considérablement plus élevés qu'à l'exercice précédent, et se sont stabilisés à un niveau près du double des taux de 2019. Sur une base cumulée depuis le début de l'exercice, les ventes de commerce électronique totales ont dépassé un milliard de dollars.

Pendant le trimestre, la grande priorité de la Société est demeurée de répondre aux besoins des Canadiens et des collectivités, tout en protégeant la santé et le bien-être de ses employés, des clients, des marchands et des franchisés, et en maintenant la solidité financière de l'entreprise. Le 12 septembre 2020, la Société a lancé le Fonds d'aide au sport de Bon départ d'un montant de huit millions de dollars afin d'aider les organisations sportives communautaires canadiennes à faire face aux arrêts de programmes liés à la COVID-19.

Tandis que le comportement des clients évolue sans cesse, la capacité continue de la Société à répondre aux habitudes de magasinage et aux demandes de ses clients et à atteindre ses objectifs d'exploitation dépend de sa capacité à maintenir les principales activités de la chaîne d'approvisionnement, y compris les ententes de distribution, de logistique et de transport. La Société continue de se concentrer sur le rehaussement de ses objectifs d'exploitation liés à ses capacités de chaîne d'approvisionnement afin de répondre à la demande sans précédent des marchands et des clients, constatée tout au long de 2020.

La Société a poursuivi l'exécution de ses initiatives d'efficacité opérationnelle et demeure en bonne voie d'atteindre sa cible d'économies annualisées de 200 millions de dollars et plus d'ici 2022.

Performance financière

Pendant le trimestre, les frais de vente, généraux et administratifs ont été touchés par la COVID-19 de deux façons mesurables :

- des frais de 18,3 millions de dollars directement attribuables aux mesures liées à la COVID-19 déployées par la Société, y compris un paiement de soutien spécial pour les employés de première ligne actifs et les frais liés aux protocoles de sécurité plus rigoureux pour les employés et les clients. Le paiement de soutien spécial a été interrompu à la mi-août;
- une réduction des frais de 16,2 millions de dollars en raison de la reprise continue du cours de l'action par rapport au premier trimestre, ce qui a donné lieu à un ajustement à la valeur de marché des couvertures des actions de la Société liées aux attributions de rémunération fondée sur des actions.

Les éléments susmentionnés ont entraîné une augmentation des charges nettes de 2,1 millions de dollars et une diminution nette du bénéfice consolidé par action de 0,07 \$ pour le trimestre.

Sur une base cumulée depuis le début de l'exercice, la Société estime que les charges nettes liées à la COVID-19 ont eu une incidence négative sur les résultats consolidés, représentant 137,6 millions de dollars, ou un bénéfice par action de 1,60 \$, soit une incidence représentant 92,7 millions pour le secteur Détail et 44,9 millions pour le secteur Services Financiers. Se reporter à la section 3 des rapports de gestion des premier et deuxième trimestres pour de l'information sur les répercussions susmentionnées.

4. Performance financière

4.1 Performance financière consolidée

4.1.1 Résultats financiers consolidés

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T3 2020	T3 2019	Variation	Cumul annuel T3 2020	Cumul annuel T3 2019	Variation
Ventes au détail ¹	4 414,4 \$	3 904,3 \$	13,1 %	11 547,2 \$	11 040,8 \$	4,6 %
Produits	3 986,4 \$	3 636,7 \$	9,6 %	9 996,5 \$	10 217,7 \$	(2,2) %
Marge brute en dollars	1 346,8 \$	1 228,6 \$	9,6 %	3 226,7 \$	3 370,8 \$	(4,3) %
Marge brute en pourcentage des produits	33,8 %	33,8 %	— pb	32,3 %	33,0 %	(71) pb
Autres charges (produits)	5,6 \$	17,9 \$	(69,0) %	29,8 \$	(15,4) \$	(293,8) %
Frais de vente, généraux et administratifs	838,8	832,3	0,8 %	2 545,7	2 493,8	2,1 %
Charges financières nettes	60,1	71,5	(15,9) %	197,7	200,8	(1,5) %
Bénéfice avant impôt	442,3 \$	306,9 \$	44,1 %	453,5 \$	691,6 \$	(34,4) %
Charge d'impôt	116,0	79,2	46,4 %	112,7	162,7	(30,8) %
Taux d'imposition effectif	26,2 %	25,8 %		24,9 %	23,5 %	
Bénéfice net	326,3 \$	227,7 \$	43,3 %	340,8 \$	528,9 \$	(35,6) %
Bénéfice net attribuable aux :						
Actionnaires de la Société Canadian Tire	296,3 \$	197,2 \$	50,3 %	263,0 \$	444,3 \$	(40,8) %
Détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	30,0	30,5	(1,5) %	77,8	84,6	(8,0) %
	326,3 \$	227,7 \$	43,3 %	340,8 \$	528,9 \$	(35,6) %
BPA de base	4,87 \$	3,20 \$	52,3 %	4,32 \$	7,18 \$	(39,9) %
BPA dilué	4,84 \$	3,20 \$	51,5 %	4,30 \$	7,17 \$	(40,0) %
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires et d'actions de catégorie A sans droit de vote en circulation :						
De base	60 808 021	61 619 653	n.s. ²	60 928 842	61 861 892	n.s. ²
Dilué	61 185 383	61 678 957	n.s. ²	61 101 887	61 930 350	n.s. ²

1. Les ventes au détail constituent une mesure clé de performance opérationnelle. Se reporter à la section 8.3.1 du présent rapport de gestion pour plus d'information.

2. Non significatif.

Participations ne donnant pas le contrôle

Le tableau suivant présente le bénéfice net attribuable aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle de la Société. Pour plus d'information, se reporter à la note 15 des états financiers consolidés de 2019 de la Société.

(en millions de dollars canadiens)	T3 2020	T3 2019	Cumul annuel T3 2020	Cumul annuel T3 2019
Services Financiers				
Pourcentage de participations ne donnant pas le contrôle – 20,0 % (2019 – 20,0 %)	13,1 \$	15,8 \$	30,5 \$	45,8 \$
CT REIT				
Pourcentage de participations ne donnant pas le contrôle – 30,9 % (2019 – 30,7 %)	15,9	13,2	46,7	36,1
Filiale du secteur Détail				
Pourcentage de participations ne donnant pas le contrôle – 50,0 % (2019 – 50,0 %)	1,0	1,5	0,6	2,7
Bénéfice net attribuable aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	30,0 \$	30,5 \$	77,8 \$	84,6 \$

Éléments de normalisation

Pour 2020 et 2019, les résultats d'exploitation comprennent des coûts liés au programme d'efficacité opérationnelle de la Société et des frais connexes à l'acquisition de Party City, qui sont considérés comme des éléments de normalisation.

(en millions de dollars canadiens)	T3 2020	T3 2019	Cumul annuel T3 2020	Cumul annuel T3 2019
Programme d'efficacité opérationnelle	7,6 \$	19,8 \$	21,4 \$	27,9 \$
Party City – frais connexes à l'acquisition	—	2,3	—	2,3
Total	7,6 \$	22,1 \$	21,4 \$	30,2 \$

Les résultats normalisés sont des mesures non conformes aux PCGR qui n'ont pas de signification normalisée en vertu des normes IFRS et, par conséquent, peuvent ne pas être comparables à d'autres termes similaires utilisés par d'autres sociétés. Pour plus d'information à ce sujet et pour un rapprochement avec les mesures conformes aux PCGR, se reporter à la section 8.3.2 du présent rapport de gestion.

Principales mesures normalisées – consolidées

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T3 2020	Éléments de normalisation ¹	Résultat normalisé du T3 2020	T3 2019	Éléments de normalisation ¹	Résultat normalisé du T3 2019	Variation ²
Produits	3 986,4 \$	— \$	3 986,4 \$	3 636,7 \$	— \$	3 636,7 \$	9,6 %
Coût des activités génératrices de produits	2 639,6	—	2 639,6	2 408,1	—	2 408,1	9,6 %
Marge brute	1 346,8 \$	— \$	1 346,8 \$	1 228,6 \$	— \$	1 228,6 \$	9,6 %
Taux de la marge brute	33,8 %	—	33,8 %	33,8 %	—	33,8 %	— pb
Autres charges	5,6 \$	— \$	5,6 \$	17,9 \$	— \$	17,9 \$	(69,0) %
Frais de vente, généraux et administratifs	838,8	(7,6)	831,2	832,3	(22,1)	810,2	2,6 %
Charges financières nettes	60,1	—	60,1	71,5	—	71,5	(15,9) %
Bénéfice avant impôt	442,3 \$	7,6 \$	449,9 \$	306,9 \$	22,1 \$	329,0 \$	36,7 %
Charge d'impôt	116,0	2,0	118,0	79,2	6,0	85,2	38,5 %
Bénéfice net	326,3 \$	5,6 \$	331,9 \$	227,7 \$	16,1 \$	243,8 \$	36,1 %
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Société	296,3	5,6	301,9	197,2	16,1	213,3	41,5 %
BPA dilué	4,84 \$	0,09 \$	4,93 \$	3,20 \$	0,26 \$	3,46 \$	42,5 %

1. Se reporter au tableau sur les éléments de normalisation de la présente section pour plus d'information.

2. Variation entre les résultats normalisés.

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	Cumul annuel T3 2020	Éléments de normalisation ¹	Résultats normalisés Cumul annuel T3 2020	Cumul annuel T3 2019	Éléments de normalisation ¹	Résultats normalisés Cumul annuel T3 2019	Variation ²
Produits	9 996,5 \$	— \$	9 996,5 \$	10 217,7 \$	— \$	10 217,7 \$	(2,2) %
Coût des activités génératrices de produits	6 769,8	—	6 769,8	6 846,9	—	6 846,9	(1,1) %
Marge brute	3 226,7 \$	— \$	3 226,7 \$	3 370,8 \$	— \$	3 370,8 \$	(4,3) %
Taux de la marge brute	32,3 %	—	32,3 %	33,0 %	—	33,0 %	(71) pb
Autres charges (produits)	29,8 \$	— \$	29,8 \$	(15,4) \$	— \$	(15,4) \$	(293,8) %
Frais de vente, généraux et administratifs	2 545,7	(21,4)	2 524,3	2 493,8	(30,2)	2 463,6	2,5 %
Charges financières nettes	197,7	—	197,7	200,8	—	200,8	(1,5) %
Bénéfice avant impôt	453,5 \$	21,4 \$	474,9 \$	691,6 \$	30,2 \$	721,8 \$	(34,2) %
Charge d'impôt	112,7	5,7	118,4	162,7	8,2	170,9	(30,7) %
Bénéfice net	340,8 \$	15,7 \$	356,5 \$	528,9 \$	22,0 \$	550,9 \$	(35,3) %
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Société	263,0	15,7	278,7	444,3	22,0	466,3	(40,2) %
BPA dilué	4,30 \$	0,26 \$	4,56 \$	7,17 \$	0,36 \$	7,53 \$	(39,4) %

1. Se reporter au tableau sur les éléments de normalisation de la présente section pour plus d'information.

2. Variation entre les résultats normalisés.

Analyse des résultats consolidés

En raison de la COVID-19, le bénéfice consolidé et le BPA ont subi l'incidence de plusieurs éléments en 2020. Se reporter à la section 3 du présent rapport de gestion pour plus d'information sur les événements ayant eu une incidence sur la Société au cours du trimestre et sur une base cumulée depuis le début de l'exercice.

	T3 2020	Cumul annuel
Sommaire des résultats consolidés	<p>▲ BPA dilué : 1,64 \$ par action, ou 51,5 %</p> <ul style="list-style-type: none"> Les produits consolidés ont augmenté de 349,7 millions de dollars, ou 9,6 pour cent. En excluant la Division pétrolière, les produits consolidés ont augmenté de 15,3 pour cent, principalement en raison de la croissance solide des produits du secteur Détail, partiellement contrebalancée par la baisse des produits du secteur Services Financiers. La hausse des produits du secteur Détail est principalement attribuable à la croissance solide chez Canadian Tire, favorisée par les livraisons accrues et l'inclusion de Party City, ainsi qu'à la hausse des produits chez Mark's, qui a été partiellement contrebalancée par la baisse des produits chez SportChek. La baisse des produits du secteur Services Financiers est principalement attribuable à la diminution des frais de carte de crédit et des produits tirés des ventes liées aux cartes de crédit. La marge brute consolidée a augmenté de 118,2 millions de dollars, ou 9,6 pour cent, ce qui est principalement attribuable au secteur Détail, favorisé par la croissance au sein de Canadian Tire, de Mark's et de SportChek, partiellement contrebalancée par la baisse au sein du secteur Services Financiers attribuable à la diminution des produits. Les autres charges ont diminué de 12,3 millions de dollars, surtout en raison de la baisse des pertes de change non liées à l'exploitation d'Helly Hansen par rapport à l'exercice précédent. 	<p>▼ BPA dilué : 2,87 \$ par action, ou 40,0 %</p> <ul style="list-style-type: none"> Les produits consolidés ont diminué de 221,2 millions de dollars, ou 2,2 pour cent. En excluant la Division pétrolière, les produits consolidés ont augmenté de 2,3 pour cent, principalement en raison de la hausse des produits du secteur Détail, partiellement contrebalancée par la baisse des produits du secteur Services Financiers. La hausse des produits du secteur Détail a été favorisée par l'apport de Canadian Tire en raison du volume de livraisons accru et de l'inclusion de Party City, partiellement contrebalancé par la fermeture temporaire de magasins SportChek et Mark's pendant le premier semestre de l'exercice. La baisse des produits du secteur Services Financiers est principalement attribuable à la diminution des produits tirés des ventes liées aux cartes de crédit et des frais de carte de crédit. La marge brute consolidée en dollars a baissé de 144,1 millions de dollars, ou 4,3 pour cent, ce qui est principalement attribuable à la fermeture temporaire de magasins de toutes les enseignes du secteur Détail pendant le premier semestre de l'exercice, partiellement contrebalancée par la croissance chez Canadian Tire. La baisse des produits et la hausse de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues du secteur Services Financiers ont également contribué à la baisse. Les autres produits ont diminué de 45,2 millions de dollars, principalement en raison d'une charge pour perte de valeur de 27,9 millions liée au secteur Détail comptabilisée au deuxième trimestre de 2020, ainsi que de la hausse des profits liés aux biens immobiliers résultant de cessions d'immeubles engagés à l'exercice précédent, partiellement contrebalancées par la diminution des pertes de change non liées à l'exploitation d'Helly Hansen.

Analyse des résultats consolidés (suite)

T3 2020	Cumul annuel
<ul style="list-style-type: none"> • Les frais de vente, généraux et administratifs consolidés ont augmenté de 6,5 millions de dollars, ou 0,8 pour cent. Les frais de vente, généraux et administratifs consolidés normalisés ont augmenté de 21,0 millions de dollars, ou 2,6 pour cent, principalement en raison de l'inclusion de Party City et de l'augmentation des coûts liés aux TI, partiellement contrebalancées par la baisse des frais de marketing et par les économies réalisées par l'entremise du programme d'efficacité opérationnelle par rapport à l'exercice précédent. • Les charges financières nettes ont diminué au cours du trimestre, principalement en raison de la baisse du volume de financement à moyen et à court terme et des taux par rapport à l'exercice précédent. • Pour le trimestre, l'impôt sur le résultat a représenté une charge de 116,0 millions de dollars, comparativement à 79,2 millions à l'exercice précédent. La hausse de la charge d'impôt est principalement attribuable à l'augmentation du bénéfice et à la charge liée aux options sur actions non déductible résultant essentiellement des fluctuations du cours des actions pendant le trimestre. • Le BPA dilué normalisé s'est établi à 4,93 \$ pour le trimestre, une augmentation de 1,47 \$ par action, ou 42,5 pour cent, par rapport à l'exercice précédent. La hausse du bénéfice découle principalement de la croissance solide au sein du secteur Détail, favorisée par Canadian Tire et par l'inclusion de Party City, partiellement contrebalancée par la baisse du bénéfice du secteur Services Financiers et par la hausse de l'impôt sur le résultat. 	<ul style="list-style-type: none"> • Les frais de vente, généraux et administratifs consolidés ont augmenté de 51,9 millions de dollars, ou 2,1 pour cent. Les frais de vente, généraux et administratifs consolidés normalisés ont augmenté de 60,7 millions de dollars, ou 2,5 pour cent. En excluant les coûts nets liés aux événements ayant eu une incidence sur la Société au cours de l'exercice, représentant un montant de 57,7 millions de dollars, les frais de vente, généraux et administratifs consolidés normalisés sont demeurés relativement stables par rapport à l'exercice précédent, soit une légère hausse de 3,0 millions, ou 0,1 pour cent. • Les charges financières nettes ont diminué par rapport à l'exercice précédent, principalement en raison de la baisse du volume de financement à moyen et à court terme et des taux, ce qui a été partiellement contrebalancé par un avantage non récurrent de 6,9 millions de dollars relatif aux produits d'intérêts liés à un règlement fiscal à l'exercice précédent. • Pour la période, l'impôt sur le résultat s'est établi à 112,7 millions de dollars, comparativement à 162,7 millions, soit une baisse de 50,0 millions par rapport à l'exercice précédent, résultant de la baisse du bénéfice. Le taux d'imposition a augmenté pendant l'exercice, principalement en raison de la hausse de la charge liée aux options sur actions non déductible et de la diminution des ajustements favorables à l'égard de règlements fiscaux d'exercices antérieurs, partiellement compensées par l'augmentation de la participation ne donnant pas le contrôle liée à CT REIT. • Le BPA dilué normalisé s'est établi à 4,56 \$, une diminution de 2,97 \$ par action, ou 39,4 pour cent, par rapport à l'exercice précédent. La diminution du bénéfice est principalement attribuable à l'incidence de la pandémie de COVID-19 sur les secteurs Détail et Services Financiers, partiellement compensée par la baisse de l'impôt sur le résultat. Le BPA dilué et le BPA dilué normalisé ont subi une incidence négative représentant 1,60 \$ en raison des charges nettes liées aux événements ayant eu une incidence sur la Société au cours de l'exercice.

4.1.2 Mesures clés de performance opérationnelle consolidées, excluant la Division pétrolière

Les mesures clés de performance opérationnelle n'ont pas de signification normalisée en vertu des normes IFRS et, par conséquent, peuvent ne pas être comparables à d'autres termes similaires utilisés par d'autres sociétés. Se reporter à la section 8.3.1 du présent rapport de gestion pour consulter les définitions des termes et pour obtenir plus de renseignements sur les mesures de performance.

(en millions de dollars canadiens) Augmentation/(diminution)	T3 2020	T3 2019	Variation
Frais de vente, généraux et administratifs normalisés ¹ ajustés pour tenir compte des charges locatives ² (excluant la dotation aux amortissements ³), excluant la Division pétrolière, en pourcentage des produits ^{4, 5}	20,9 %	23,6 %	(264) pb
BAIIA normalisé ¹ ajusté pour tenir compte des charges locatives ² , excluant la Division pétrolière, en pourcentage des produits ^{4, 5}	14,9 %	13,7 %	126 pb

1. Se reporter à la section 4.1.1 pour la description des éléments de normalisation.
2. Les ajustements aux frais de vente, généraux et administratifs comprennent les ajouts d'amortissement des actifs au titre de droits d'utilisations et de charges financières nettes liées aux obligations locatives à titre d'estimation des charges locatives.
3. La dotation aux amortissements exclue se chiffre à 97,4 millions de dollars (2019 – 96,2 millions).
4. Les produits excluent les produits de la Division pétrolière, le BAIIA exclut la marge brute de la Division pétrolière.
5. Les frais de vente, généraux et administratifs normalisés ajustés pour tenir compte des charges locatives et le BAIIA normalisé ajusté pour tenir compte des charges locatives sont des mesures non conformes aux PCGR. Se reporter à la section 8.3.2 du présent rapport de gestion pour un rapprochement de ces mesures non conformes aux PCGR et des mesures conformes aux PCGR et pour plus d'information à ce sujet.

(en millions de dollars canadiens) Augmentation/(diminution)	Cumul annuel T3 2020	Cumul annuel T3 2019	Variation
Frais de vente, généraux et administratifs normalisés ¹ ajustés pour tenir compte des charges locatives ² (excluant la dotation aux amortissements ³), excluant la Division pétrolière, en pourcentage des produits ^{4, 5}	25,5 %	25,7 %	(13) pb
BAIIA normalisé ¹ ajusté pour tenir compte des charges locatives ² , excluant la Division pétrolière, en pourcentage des produits ^{4, 5}	8,8 %	11,5 %	(270) pb

1. Se reporter à la section 4.1.1 pour la description des éléments de normalisation.
2. Les ajustements aux frais de vente, généraux et administratifs comprennent les ajouts d'amortissement des actifs au titre de droits d'utilisations et de charges financières nettes liées aux obligations locatives à titre d'estimation des charges locatives.
3. La dotation aux amortissements exclue se chiffre à 299,5 millions de dollars (2019 – 284,4 millions).
4. Les produits excluent les produits de la Division pétrolière, le BAIIA exclut la marge brute de la Division pétrolière.
5. Les frais de vente, généraux et administratifs normalisés ajustés pour tenir compte des charges locatives et le BAIIA normalisé ajusté pour tenir compte des charges locatives sont des mesures non conformes aux PCGR. Se reporter à la section 8.3.2 du présent rapport de gestion pour un rapprochement de ces mesures non conformes aux PCGR et des mesures conformes aux PCGR et pour plus d'information à ce sujet.

Mesures clés de performance opérationnelle consolidées, excluant la Division pétrolière – analyse

Compte tenu de la COVID-19, les mesures clés de performance opérationnelle, excluant la Division pétrolière, ont été touchées par certains éléments. Se reporter à la section 3 du présent rapport de gestion pour plus d'information sur les événements ayant eu une incidence sur la Société au cours du trimestre et sur une base cumulée depuis le début de l'exercice.

Analyse des résultats consolidés

	T3 2020	Cumul annuel
Frais de vente, généraux et administratifs normalisés ajustés pour tenir compte des charges locatives (excluant la dotation aux amortissements), excluant la Division pétrolière, en pourcentage des produits	<p>▼ 264 pb</p> <ul style="list-style-type: none"> Les frais de vente, généraux et administratifs normalisés ajustés pour tenir compte des charges locatives (excluant la dotation aux amortissements), excluant la Division pétrolière, en pourcentage des produits ont diminué de 264 points de base. La diminution du taux est principalement attribuable à l'augmentation des produits, en excluant la Division pétrolière, qui s'est établie à 479,6 millions de dollars, ou 15,3 pour cent, par rapport à l'exercice précédent en raison de l'augmentation au sein du secteur Détail, partiellement contrebalancée par la hausse des frais de vente, généraux et administratifs. <p>La hausse des frais de vente, généraux et administratifs résulte principalement de l'inclusion de Party City et de l'augmentation des coûts liés aux TI. Ces hausses de coûts ont été partiellement compensées par la baisse des frais de marketing et par les économies réalisées par l'entremise du programme d'efficacité opérationnelle par rapport à l'exercice précédent.</p>	<p>▼ 13 pb</p> <ul style="list-style-type: none"> Les frais de vente, généraux et administratifs normalisés ajustés pour tenir compte des charges locatives (excluant la dotation aux amortissements), excluant la Division pétrolière, en pourcentage des produits ont diminué de 13 points de base. La diminution du taux est principalement attribuable à l'augmentation des produits, en excluant la Division pétrolière, par rapport à l'exercice précédent, en raison de l'augmentation au sein du secteur Détail, partiellement contrebalancée par la hausse des frais de vente, généraux et administratifs, qui comprennent des coûts nets de 57,7 millions de dollars liés aux événements ayant eu une incidence sur la Société pendant l'exercice. <p>En excluant les répercussions susmentionnées, les frais de vente, généraux et administratifs normalisés ajustés pour tenir compte des charges locatives (en excluant la dotation aux amortissements) sont demeurés relativement stables par rapport à l'exercice précédent, puisque la hausse des coûts liés à l'inclusion de Party City a été partiellement contrebalancée par une diminution des frais de marketing et par les économies réalisées par l'entremise du programme d'efficacité opérationnelle.</p>
BAIIA normalisé ajusté pour tenir compte des charges locatives, excluant la Division pétrolière, en pourcentage des produits	<p>▲ 126 pb</p> <ul style="list-style-type: none"> Le BAIIA normalisé ajusté pour tenir compte des charges locatives en pourcentage des produits, excluant la Division pétrolière, a augmenté de 126 points de base. L'augmentation du taux est principalement attribuable à l'augmentation des produits du secteur Détail. <p>Le taux a également profité de la diminution des pertes de change d'Helly Hansen, de la baisse des frais de marketing et des économies réalisées par l'entremise du programme d'efficacité opérationnelle au sein du secteur Détail, facteurs partiellement contrebalancés par la diminution du bénéfice du secteur Services Financiers.</p>	<p>▼ 270 pb</p> <ul style="list-style-type: none"> Le BAIIA normalisé ajusté pour tenir compte des charges locatives en pourcentage des produits, excluant la Division pétrolière, a diminué de 270 points de base. Cette diminution est principalement attribuable à la baisse du bénéfice des secteurs Détail et Services Financiers, incluant les coûts nets de 137,6 millions de dollars liés aux événements ayant eu une incidence sur la Société au cours de l'exercice. Le bénéfice du secteur Détail a subi l'incidence négative de la fermeture temporaire de magasins pendant le premier semestre de l'exercice.

4.1.3 Analyse des tendances saisonnières

Le tableau suivant présente la performance financière consolidée de la Société par trimestre pour les deux derniers exercices. La tendance trimestrielle pourrait subir l'incidence des éléments non liés à l'exploitation, comme les éléments mentionnés à la section 3 du présent rapport de gestion.

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)	T3 2020	T2 2020	T1 2020	T4 2019	T3 2019	T2 2019	T1 2019	T4 2018
Produits	3 986,4	\$ 3 161,8	\$ 2 848,3	\$ 4 316,7	\$ 3 636,7	\$ 3 686,6	\$ 2 894,4	\$ 4 131,7
Bénéfice net	326,3	2,3	12,2	365,9	227,7	203,8	97,4	278,2
Bénéfice net normalisé ¹	331,9	6,9	17,7	372,4	243,8	209,7	97,4	328,2
BPA dilué	4,84	(0,33)	(0,22)	5,42	3,20	2,87	1,12	3,99
BPA dilué normalisé ¹	4,93	(0,25)	(0,13)	5,53	3,46	2,97	1,12	4,78

1. Se reporter à la section 4.1.1 pour la description des éléments de normalisation.

4.2 Performance du secteur Détail

4.2.1 Résultats financiers du secteur Détail

(en millions de dollars canadiens)	T3 2020	T3 2019	Variation	Cumul annuel T3 2020	Cumul annuel T3 2019	Variation
Ventes au détail ¹	4 414,4	\$ 3 904,3	\$ 13,1 %	11 547,2	\$ 11 040,8	\$ 4,6 %
Produits	3 684,8	\$ 3 296,3	\$ 11,8 %	9 037,8	\$ 9 220,6	\$ (2,0) %
Marge brute en dollars	1 161,4	\$ 1 023,0	\$ 13,5 %	2 728,4	\$ 2 771,6	\$ (1,6) %
Marge brute en pourcentage des produits	31,5 %	31,0 %	48 pb	30,2 %	30,1 %	13 pb
Autres (produits)	(26,2)	\$ (13,3)	\$ 95,0 %	(60,7)	\$ (110,5)	\$ (45,1) %
Frais de vente, généraux et administratifs	810,3	802,1	1,0 %	2 459,1	2 403,6	2,3 %
Charges financières nettes	51,1	63,6	(19,6) %	169,6	182,3	(6,9) %
Bénéfice avant impôt	326,2	\$ 170,6	\$ 91,2 %	160,4	\$ 296,2	\$ (45,8) %

1. Mesure clé de performance opérationnelle. Se reporter à la section 8.3.1 du présent rapport de gestion pour plus d'information.

Les résultats normalisés sont des mesures non conformes aux PCGR qui n'ont pas de signification normalisée en vertu des normes IFRS et, par conséquent, peuvent ne pas être comparables à d'autres termes similaires utilisés par d'autres sociétés. Pour plus d'information à ce sujet et pour un rapprochement avec les mesures conformes aux PCGR, se reporter à la section 8.3.2 du présent rapport de gestion.

Principales mesures normalisées – Détail

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T3 2020	Éléments de normalisation ¹	Résultat normalisé du T3 2020	T3 2019	Éléments de normalisation ¹	Résultat normalisé du T3 2019	Variation ²
Produits	3 684,8 \$	— \$	3 684,8 \$	3 296,3 \$	— \$	3 296,3 \$	11,8 %
Coût des activités génératrices de produits	2 523,4	—	2 523,4	2 273,3	—	2 273,3	11,0 %
Marge brute	1 161,4 \$	— \$	1 161,4 \$	1 023,0 \$	— \$	1 023,0 \$	13,5 %
Taux de la marge brute	31,5 %	—	31,5 %	31,0 %	—	31,0 %	48 pb
Autres (produits)	(26,2) \$	— \$	(26,2) \$	(13,3) \$	— \$	(13,3) \$	95,0 %
Frais de vente, généraux et administratifs	810,3	(7,6)	802,7	802,1	(22,1)	780,0	2,9 %
Charges financières nettes	51,1	—	51,1	63,6	—	63,6	(19,6) %
Bénéfice avant impôt	326,2 \$	7,6 \$	333,8 \$	170,6 \$	22,1 \$	192,7 \$	73,2 %

1. Se reporter à la section 4.1.1 pour la description des éléments de normalisation.

2. Variation entre les résultats normalisés.

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	Cumul annuel T3 2020	Éléments de normalisation ¹	Résultats normalisés Cumul annuel T3 2020	Cumul annuel T3 2019	Éléments de normalisation ¹	Résultats normalisés Cumul annuel T3 2019	Variation ²
Produits	9 037,8 \$	— \$	9 037,8 \$	9 220,6 \$	— \$	9 220,6 \$	(2,0) %
Coût des activités génératrices de produits	6 309,4	—	6 309,4	6 449,0	—	6 449,0	(2,2) %
Marge brute	2 728,4 \$	— \$	2 728,4 \$	2 771,6 \$	— \$	2 771,6 \$	(1,6) %
Taux de la marge brute	30,2 %	—	30,2 %	30,1 %	—	30,1 %	13 pb
Autres (produits)	(60,7) \$	— \$	(60,7) \$	(110,5) \$	— \$	(110,5) \$	(45,1) %
Frais de vente, généraux et administratifs	2 459,1	(21,4)	2 437,7	2 403,6	(30,2)	2 373,4	2,7 %
Charges financières nettes	169,6	—	169,6	182,3	—	182,3	(6,9) %
Bénéfice avant impôt	160,4 \$	21,4 \$	181,8 \$	296,2 \$	30,2 \$	326,4 \$	(44,3) %

1. Se reporter à la section 4.1.1 pour la description des éléments de normalisation.

2. Variation entre les résultats normalisés.

4.2.2 Mesures clés de performance opérationnelle du secteur Détail

Les mesures clés de performance opérationnelle n'ont pas de signification normalisée en vertu des normes IFRS et, par conséquent, peuvent ne pas être comparables à d'autres termes similaires utilisés par d'autres sociétés. Se reporter à la section 8.3.1 du présent rapport de gestion pour obtenir de plus amples renseignements. Étant donné l'ampleur des fermetures temporaires de magasins de toutes les enseignes pendant le premier semestre de l'exercice, la direction estime que la mesure du cumul annuel des ventes comparables n'est pas significative. La direction est d'avis que les ventes au détail sont une mesure plus significative, le nombre de magasins demeurant relativement stable d'un exercice à l'autre chez Canadian Tire, SportChek et Mark's. Comme les ventes par pied carré de la Société sont fondées sur les ventes comparables, la direction estime que cette mesure a été touchée de façon significative par les fermetures de magasins pendant l'exercice.

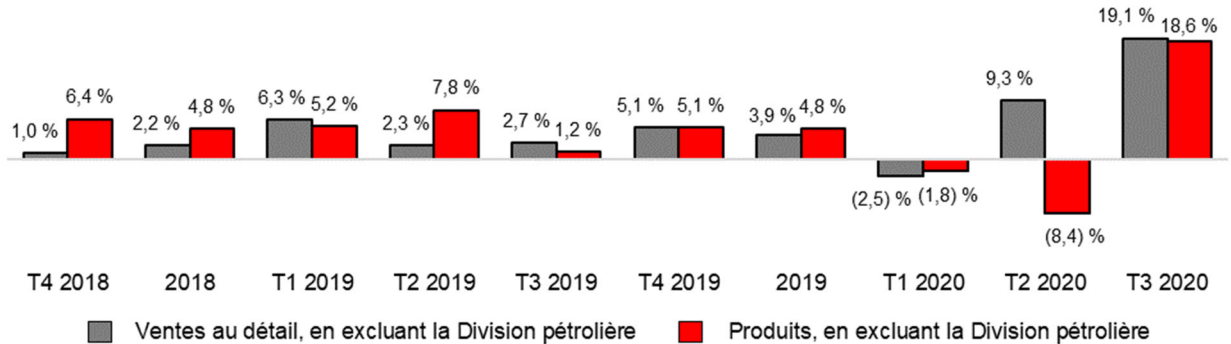
(variation en pourcentage d'un exercice à l'autre, en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)		T3 2020	T3 2019	Variation	Cumul annuel T3 2020	Cumul annuel T3 2019	Variation
	Produits ¹	3 684,8 \$	3 296,3 \$	11,8 %	9 037,8 \$	9 220,6 \$	(2,0) %
	Produits, excluant la Division pétrolière	3 310,2	2 791,8	18,6 %	8 034,0	7 794,5	3,1 %
	Nombre de magasins	1 742	1 685				
	Superficie de l'aire de vente (en millions de pieds carrés)	34,5	33,7				
	Croissance des ventes au détail	13,1 %	1,0 %		4,6 %	1,7 %	
	Croissance des ventes au détail, excluant la Division pétrolière	19,1 %	2,7 %		9,8 %	3,4 %	
	Croissance des ventes comparables consolidées ²	18,9 %	2,7 %		n.s. ¹²	3,4 %	
	Rendement du capital investi dans les activités de détail ³	7,7 %	9,0 %		s.o.	s.o.	
	Produits ^{1,4}	2 322,7 \$	1 813,2 \$	28,1 %	5 775,5 \$	5 184,3 \$	11,4 %
	Nombre de magasins ⁵	667	605				
	Superficie de l'aire de vente (en millions de pieds carrés)	23,4	22,6				
	Ventes par pied carré ⁶	490 \$	437 \$	12,1 %	s.o.	s.o.	
	Croissance des ventes au détail ⁷	25,7 %	2,7 %		17,9 %	3,5 %	
Croissance des ventes comparables ^{2,7}	25,1 %	2,4 %		n.s. ¹²	3,3 %		
	Produits ¹	533,2 \$	543,3 \$	(1,9) %	1 210,0 \$	1 416,9 \$	(14,6) %
	Nombre de magasins	397	403				
	Superficie de l'aire de vente (en millions de pieds carrés)	7,5	7,5				
	Ventes par pied carré ⁸	277 \$	304 \$	(8,7) %	s.o.	s.o.	
	Croissance des ventes au détail ⁹	(1,7) %	3,8 %		(12,8) %	3,2 %	
Croissance des ventes comparables ²	(1,4) %	4,6 %		n.s. ¹²	4,0 %		
	Produits ^{1,10}	286,3 \$	266,6 \$	7,4 %	679,8 \$	798,0 \$	(14,8) %
	Nombre de magasins	381	381				
	Superficie de l'aire de vente (en millions de pieds carrés)	3,6	3,6				
	Ventes par pied carré ⁸	320 \$	360 \$	(11,1) %	s.o.	s.o.	
	Croissance des ventes au détail ¹¹	4,9 %	0,9 %		(16,2) %	2,9 %	
Croissance des ventes comparables ²	5,7 %	1,2 %		n.s. ¹²	3,0 %		
	Produits ¹	155,4 \$	159,5 \$	(2,5) %	345,8 \$	378,2 \$	(8,6) %
	Produits ¹	374,6 \$	504,5 \$	(25,8) %	1 003,8 \$	1 426,1 \$	(29,6) %
	Postes d'essence	297	296				
	Marge brute en dollars	48,6 \$	46,2 \$	4,9 %	121,4 \$	127,5 \$	(4,8) %
	Croissance des ventes au détail	(21,2) %	(7,7) %		(25,0) %	(7,1) %	
	Croissance du volume des ventes d'essence en litres	(14,9) %	(1,4) %		(20,5) %	0,1 %	
	Croissance du volume des ventes d'essence dans les magasins comparables en litres ²	(16,5) %	(1,1) %		(20,5) %	0,3 %	

- Les produits présentés pour Canadian Tire, SportChek, Mark's et la Division pétrolière comprennent les produits intersectoriels. Les produits d'Helly Hansen représentent des produits externes seulement (les chiffres de la période précédente d'Helly Hansen ont été retraités afin de refléter la présentation de l'exercice courant). Le total des produits de Canadian Tire, de SportChek, de Mark's, de la Division pétrolière et d'Helly Hansen ne correspond donc pas au total des produits du secteur Détail.
- La croissance des ventes comparables exclut la Division pétrolière. Se reporter à la section 8.3.1 du présent rapport de gestion pour plus d'information sur la croissance des ventes comparables.
- Le rendement du capital investi dans les activités de détail est calculé sur 12 mois sur une base normalisée. Se reporter à la section 8.3.1 du présent rapport de gestion pour plus d'information.
- Les produits comprennent les produits de Canadian Tire, de PartSource, de PHL, de Party City et de Franchise Trust.
- Le nombre de magasins comprend les magasins Canadian Tire et des autres enseignes, totalisant 163 magasins (2019 – 101 magasins). Les autres enseignes comprennent PartSource, PHL et Party City.
- Les ventes par pied carré sont calculées sur 12 mois; pour l'exercice en cours, ce calcul comprend la période pendant laquelle les magasins ont été temporairement fermés dans le secteur Détail. La superficie consacrée à la vente au détail ne comprend pas le centre du jardinage saisonnier extérieur, les postes de travail dans les centres-autos ni la superficie des entrepôts et des locaux administratifs.
- La croissance des ventes au détail comprend les ventes de Canadian Tire, de PartSource, de PHL et de Party City, ainsi que la composante main-d'œuvre des ventes dans les centres-autos Canadian Tire.
- Les ventes par pied carré sont calculées sur 12 mois et comprennent les succursales et les magasins franchisés, ainsi que la superficie des entrepôts et des locaux administratifs. Pour l'exercice en cours, ce calcul comprend la période pendant laquelle les magasins ont été temporairement fermés dans le secteur Détail.

- 9. La croissance des ventes au détail comprend les ventes dans les succursales et les magasins franchisés.
- 10. Les produits comprennent les ventes d'articles dans les magasins franchisés Mark's, les ventes au détail dans les succursales de Mark's, les produits tirés des activités de commerce de gros de la division commerciale de Mark's, ainsi que les produits tirés des services connexes de broderie et de retouches.
- 11. La croissance des ventes au détail comprend les ventes au détail dans les succursales de Mark's et ses magasins franchisés, mais exclut les produits tirés des services connexes de retouches et de broderie.
- 12. Non significatif.



Le graphique suivant présente la performance des produits tirés et des ventes au détail du secteur Détail, excluant la Division pétrolière, par trimestre pour les deux derniers exercices. La tendance trimestrielle pourrait subir l'incidence des éléments non liés à l'exploitation, comme les éléments mentionnés à la section 3 du présent rapport de gestion.

Croissance des ventes au détail et des produits d'un exercice à l'autre



Analyse du secteur Détail

En raison de la COVID-19, le bénéfice du secteur Détail a subi l'incidence de plusieurs éléments en 2020. Se reporter à la section 3 du présent rapport de gestion pour plus d'information sur les événements ayant eu une incidence sur la Société au cours du trimestre et sur une base cumulée depuis le début de l'exercice.

	T3 2020	Cumul annuel
Ventes au détail	<p>▲ 510,1 millions de dollars ou 13,1 %</p> <p>▲ 18,9 % – croissance des ventes comparables</p> <ul style="list-style-type: none"> Les résultats du troisième trimestre reflètent la croissance solide des ventes au détail et des ventes comparables, favorisées par les magasins Canadian Tire et par Mark's, partiellement contrebalancée par une baisse chez SportChek. <p>En excluant la Division pétrolière, les ventes au détail ont augmenté de 19,1 pour cent, ou 635,0 millions de dollars. Les taux de pénétration accrus du commerce électronique de l'ensemble des enseignes continuent de contribuer à la croissance des ventes au détail.</p> <ul style="list-style-type: none"> ▼ Les ventes au détail de Canadian Tire ont connu une croissance solide de 25,7 pour cent. La hausse des ventes au détail visait la majorité des catégories, les catégories d'articles pour la cuisine et les outils ayant connu une croissance particulièrement solide, de même que les catégories saisonnières comme les articles de camping, de jardinage et pour la vie en plein air. L'enseigne a connu une croissance solide des visites de clients et de la taille des paniers. La croissance des ventes des marques maison, favorisée par Mastercraft et par l'inclusion de Party City, a également contribué à la hausse des ventes au détail au cours du trimestre par rapport à l'exercice précédent.  Les ventes au détail de SportChek ont diminué de 1,7 pour cent. Les ventes ont diminué en raison de la baisse des activités promotionnelles, d'une période de rentrée scolaire moins vigoureuse et de baisses dans les catégories d'articles de hockey et de sports d'équipe par rapport à l'exercice précédent. Les ventes de commerce électronique ont continué leur croissance soutenue. Les catégories d'accessoires pour vêtements, d'articles pour la randonnée et le camping et d'articles de golf étaient en hausse pour le trimestre par rapport à l'exercice précédent. 	<p>▲ 506,4 millions de dollars ou 4,6 %</p> <ul style="list-style-type: none"> Les ventes au détail ont augmenté malgré l'incidence négative de la fermeture temporaire de magasins pendant le premier semestre de l'exercice. En excluant la Division pétrolière, les ventes au détail ont augmenté de 9,8 pour cent, ou 922,0 millions de dollars. <p>La hausse des ventes au détail a été favorisée par la croissance solide des ventes des magasins Canadian Tire, qui a compensé la diminution des ventes au détail des autres enseignes de détail.</p> <ul style="list-style-type: none"> ▼ Les ventes au détail de Canadian Tire ont connu une croissance solide de 17,9 pour cent, malgré la fermeture des magasins en Ontario en avril. La croissance des ventes au détail a été favorisée par la vigueur de l'assortiment d'articles, les catégories ayant le mieux performé étant les articles de cuisine, les outils et les articles pour la vie en plein air. L'inclusion de Party City a également contribué à la hausse des ventes au détail.  Les ventes au détail de SportChek ont diminué de 12,8 pour cent, principalement en raison de la fermeture temporaire de magasins pendant le premier semestre de l'exercice. Les ventes de commerce électronique ont continué de contribuer positivement aux ventes au détail, avec une hausse des taux de pénétration.

Analyse du secteur Détail (suite)

	T3 2020	Cumul annuel
	<ul style="list-style-type: none"> ■ Mark's Les ventes au détail de Mark's ont augmenté de 4,9 pour cent. Les ventes de commerce électronique ont continué de contribuer à la croissance des ventes au détail, tout comme la catégorie des articles pour les entreprises industrielles, favorisées par les vêtements de travail, les chaussures de travail et les vêtements médicaux. ▼ ESSENCE+ Les ventes au détail de la Division pétrolière ont diminué de 21,2 pour cent en raison d'une baisse du volume d'essence et des prix de l'essence par litre par rapport à l'exercice précédent, partiellement compensée par la hausse des ventes de produits autres que de l'essence. 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Mark's Les ventes au détail de Mark's ont diminué de 16,2 pour cent, principalement en raison de la fermeture temporaire de magasins pendant le premier semestre de l'exercice. Les ventes de commerce électronique ont continué de contribuer positivement aux ventes au détail, avec une hausse des taux de pénétration. ▼ ESSENCE+ Les ventes au détail de la Division pétrolière ont diminué de 25,0 pour cent, principalement en raison d'une baisse des prix de l'essence par litre et du volume d'essence, partiellement compensée par la hausse des ventes de produits autres que de l'essence.
Produits	<p>▲ 388,5 millions de dollars ou 11,8 %</p> <p>▲ 18,6 %, en excluant la Division pétrolière</p> <ul style="list-style-type: none"> La croissance solide des produits, favorisée par la croissance chez Canadian Tire et chez Mark's et par l'inclusion de Party City, a été partiellement contrebalancée par la baisse des produits chez SportChek et chez Helly Hansen. 	<p>▼ 182,8 millions de dollars ou 2,0 %</p> <p>▲ 3,1 %, en excluant la Division pétrolière</p> <ul style="list-style-type: none"> La baisse des produits du secteur Détail est principalement attribuable à la fermeture temporaire de magasins SportChek et Mark's pendant le premier semestre de l'exercice, ce qui a été partiellement contrebalancé par une augmentation des produits chez Canadian Tire surtout attribuable à la croissance solide des livraisons et à l'inclusion de Party City.

Analyse du secteur Détail (suite)

	T3 2020	Cumul annuel
Marge brute	<p>▲ 138,4 millions de dollars ou 13,5 %</p> <p>▲ 48 pb du taux de la marge brute</p> <p>▲ 13,9 %, en excluant la Division pétrolière</p> <p>▼ 137 pb du taux de la marge brute, en excluant la Division pétrolière</p> <ul style="list-style-type: none"> En excluant la Division pétrolière, la marge brute en dollars a augmenté de 136,0 millions, principalement en raison de la hausse solide au sein de Canadian Tire en raison des livraisons accrues et de l'inclusion de Party City par rapport à l'exercice précédent. En excluant la Division pétrolière, le taux de la marge brute a diminué de 137 points de base, surtout en raison de la composition défavorable des ventes entre les enseignes pendant le trimestre, qui ont été pondérées à l'égard de Canadian Tire compte tenu de la performance solide de ses produits. Le taux de la marge brute de Canadian Tire a subi l'incidence négative des taux de change et de la composition des activités. Ces baisses ont été partiellement contrebalancées par une augmentation du taux de la marge de SportChek, principalement attribuable à une diminution des activités promotionnelles par rapport à l'exercice précédent. 	<p>▼ 43,2 millions de dollars ou 1,6 %</p> <p>▲ 13 pb du taux de la marge brute</p> <p>▼ 1,4 %, en excluant la Division pétrolière</p> <p>▼ 147 pb du taux de la marge brute, en excluant la Division pétrolière</p> <ul style="list-style-type: none"> En excluant la Division pétrolière, la marge brute en dollars a diminué de 37,1 millions, ce qui est surtout attribuable à la baisse des produits chez SportChek et chez Mark's en raison de la fermeture temporaire de magasins pendant le premier semestre de l'exercice. Ces baisses ont été partiellement compensées par la hausse de la marge brute de Canadian Tire, principalement attribuable aux livraisons accrues et à l'inclusion de Party City. En excluant la Division pétrolière, le taux de la marge brute en dollars a diminué de 147 points de base, ce qui est surtout attribuable à la composition défavorable des ventes entre les enseignes en raison de la fermeture temporaire de magasins Mark's et SportChek pendant le premier semestre de l'exercice.
Autres produits	<p>▲ 12,9 millions de dollars ou 95,0 %</p> <ul style="list-style-type: none"> Les autres produits ont augmenté de 12,9 millions de dollars, surtout en raison de la baisse des pertes de change non liées à l'exploitation d'Helly Hansen pendant le trimestre par rapport à l'exercice précédent. 	<p>▼ 49,8 millions de dollars ou 45,1 %</p> <ul style="list-style-type: none"> La baisse des autres produits est principalement attribuable à une charge pour perte de valeur de 27,9 millions de dollars et à une diminution des profits liés aux biens immobiliers, partiellement contrebalancées par la baisse des pertes de change non liées à l'exploitation d'Helly Hansen par rapport à l'exercice précédent.

Analyse du secteur Détail (suite)

	T3 2020	Cumul annuel
Frais de vente, généraux et administratifs	<p>▲ 8,2 millions de dollars ou 1,0 %</p> <ul style="list-style-type: none"> Les frais de vente, généraux et administratifs normalisés ont augmenté de 22,7 millions de dollars, ou 2,9 pour cent, principalement en raison de l'inclusion de Party City et de l'augmentation des coûts liés aux TI. Ces hausses ont été partiellement compensées par la baisse des frais de marketing et des frais liés aux voyages, ainsi que par les économies réalisées par l'entremise du programme d'efficacité opérationnelle par rapport à l'exercice précédent. 	<p>▲ 55,5 millions de dollars ou 2,3 %</p> <ul style="list-style-type: none"> Les frais de vente, généraux et administratifs normalisés comprennent des coûts liés aux événements ayant eu une incidence sur la Société au cours de l'exercice, représentant un montant de 57,7 millions de dollars. <p>En excluant cette incidence, les frais de vente, généraux et administratifs normalisés ont augmenté de 6,6 millions de dollars, ou 0,3 pour cent, principalement en raison de l'inclusion de Party City et de l'augmentation des coûts liés aux TI. Ces hausses ont été compensées par la baisse des frais de marketing et par les économies réalisées par l'entremise du programme d'efficacité opérationnelle par rapport à l'exercice précédent.</p>
Sommaire des résultats	<p>▲ 155,6 millions de dollars ou 91,2 %</p> <ul style="list-style-type: none"> Le bénéfice avant impôt normalisé a augmenté de 141,1 millions de dollars. La hausse du bénéfice est principalement attribuable à l'augmentation de la marge brute qui a été favorisée par les livraisons accrues chez Canadian Tire et par la hausse des autres produits. Ces hausses ont été partiellement contrebalancées par l'augmentation des frais de vente, généraux et administratifs, principalement attribuable à l'inclusion de Party City. 	<p>▼ 135,8 millions de dollars ou 45,8 %</p> <ul style="list-style-type: none"> Le bénéfice avant impôt normalisé a diminué de 144,6 millions de dollars en raison de la hausse de 92,7 millions des charges nettes relatives aux événements ayant eu une incidence sur la Société au cours de l'exercice. En excluant ces répercussions, le bénéfice net avant impôt normalisé a diminué de 51,9 millions de dollars, principalement en raison de la baisse de la marge brute résultant de la fermeture temporaire de magasins de toutes les enseignes pendant le premier semestre de l'exercice. Le bénéfice a également subi l'incidence négative de la baisse des autres produits, attribuable aux raisons susmentionnées. Les frais de vente, généraux et administratifs sont demeurés relativement stables par rapport à l'exercice précédent.

4.2.3 Analyse des tendances saisonnières du secteur Détail

Le bénéfice d'exploitation net trimestriel et les produits sont touchés par la nature saisonnière des activités. Le quatrième trimestre génère habituellement l'apport le plus important aux produits et au bénéfice, et le premier trimestre, l'apport le moins important. Le tableau suivant présente la performance financière consolidée du secteur Détail de la Société par trimestre pour les deux derniers exercices. La tendance trimestrielle pourrait subir l'incidence des éléments non liés à l'exploitation, comme les éléments mentionnés à la section 3 du présent rapport de gestion.

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)	T3 2020	T2 2020	T1 2020	T4 2019	T3 2019	T2 2019	T1 2019	T4 2018
Ventes au détail	4 414,4 \$	4 375,7 \$	2 757,1 \$	4 838,2 \$	3 904,3 \$	4 303,7 \$	2 832,8 \$	4 637,7 \$
Produits	3 684,8	2 849,8	2 503,2	3 989,2	3 296,3	3 360,3	2 564,0	3 816,9
Bénéfice (perte) avant impôt	326,2	(66,2)	(99,6)	351,6	170,6	139,1	(13,5)	328,8
Bénéfice (perte) normalisé(e) ¹ avant impôt	333,8	(59,9)	(92,1)	360,5	192,7	147,2	(13,5)	328,8

1. Se reporter à la section 4.1.1 pour la description des éléments de normalisation.

4.3 Performance du secteur Services Financiers

4.3.1 Résultats financiers du secteur Services Financiers

(en millions de dollars canadiens)	T3 2020	T3 2019	Variation	2020	2019	Variation
Produits	301,3 \$	343,0 \$	(12,2) %	953,1 \$	1 001,1 \$	(4,8) %
Marge brute en dollars	167,6 \$	188,7 \$	(11,2) %	439,1 \$	550,7 \$	(20,3) %
Marge brute en pourcentage des produits	55,6 %	55,0 %	61 pb	46,1 %	55,0 %	(894) pb
Autres charges	0,2 \$	0,9 \$	(88,2) %	0,8 \$	1,4 \$	(47,7) %
Frais de vente, généraux et administratifs	77,5	79,1	(1,9) %	227,7	233,2	(2,3) %
(Produits financiers nets)	(0,6)	(0,2)	167,6 %	(1,1)	(0,7)	60,4 %
Bénéfice avant impôt	90,5 \$	108,9 \$	(16,9) %	211,7 \$	316,8 \$	(33,2) %

Analyse du secteur Services Financiers

Se reporter à la section 3 des rapports de gestion des premier et deuxième trimestres pour plus d'information sur les événements ayant eu une incidence sur le secteur Services Financiers sur une base cumulée depuis le début de l'exercice.

Pendant le troisième trimestre, le bénéfice avant impôt a diminué de 18,4 millions de dollars, principalement en raison de la baisse des produits de 41,7 millions qui résulte surtout de la diminution des volumes de ventes liées aux cartes de crédit et de créances sur cartes de crédit, une tendance du trimestre précédent qui se poursuit. Le portefeuille de créances sur cartes de crédit continue d'être solide sur le plan opérationnel, avec une amélioration de 83 points de base des créances en souffrance depuis deux mois ou plus à la fin du trimestre, ce qui est principalement attribuable aux paiements accrus des clients. La correction de valeur pour pertes de crédit attendues est donc demeurée stable au troisième trimestre de 2020 par rapport au deuxième trimestre de 2020. La direction continue d'observer des volumes attendus d'insolvabilité et de défaillance moins élevés que prévu, ce qui est attribuable aux mesures financières de relance soutenues par le gouvernement et aux programmes de soutien offerts par les institutions financières, et elle a constaté peu de changements d'un trimestre à l'autre dans les tendances économiques et les mesures de performance globales qui étayent les hypothèses relatives à la correction de valeur pour pertes de crédit attendues. La correction de valeur pour pertes de crédit attendues reflète l'estimation de la direction quant aux pertes futures résultant de la fin anticipée des programmes de soutien du gouvernement et des acteurs du secteur, ainsi que les taux de chômage élevés.

Analyse du secteur Services Financiers (suite)

	T3 2020	Cumul annuel
Produits	<p>▼ 41,7 millions de dollars ou 12,2 %</p> <ul style="list-style-type: none"> La baisse des produits est principalement attribuable à la diminution des ventes liées aux cartes de crédit, qui a entraîné une baisse des créances, ce qui a donné lieu à une réduction des frais de crédit, des produits tirés des frais de transaction et des produits tirés des contrats d'assurance par rapport à l'exercice précédent. 	<p>▼ 48,0 millions de dollars ou 4,8 %</p> <ul style="list-style-type: none"> La baisse des produits est principalement attribuable à la diminution des ventes liées aux cartes de crédit, qui a entraîné une baisse des frais de crédit, des produits tirés des frais de transaction et des produits tirés des contrats d'assurance.
Marge brute	<p>▼ 11,2 % de la marge brute en dollars</p> <ul style="list-style-type: none"> La baisse de la marge brute en dollars est principalement attribuable à la diminution des produits résultant de la baisse des ventes liées aux cartes de crédit, qui a entraîné une baisse des créances par rapport à l'exercice précédent. 	<p>▼ 20,3 % de la marge brute en dollars</p> <ul style="list-style-type: none"> La baisse de la marge brute en dollars est principalement attribuable à la diminution des produits et à la hausse des pertes de valeur nettes de 58,4 millions de dollars découlant de la charge pour correction de valeur additionnelle enregistrée au premier semestre de l'exercice, compte tenu des attentes de la direction quant à l'augmentation future des défaillances et des défauts de paiement de comptes de clients.
Frais de vente, généraux et administratifs	<p>▼ 1,6 million de dollars ou 1,9 %</p> <ul style="list-style-type: none"> La diminution des frais de vente, généraux et administratifs est principalement attribuable à la diminution des charges d'exploitation fondées sur le volume. 	<p>▼ 5,5 millions de dollars ou 2,3 %</p> <ul style="list-style-type: none"> La diminution des frais de vente, généraux et administratifs est principalement attribuable à la diminution des charges d'exploitation fondées sur le volume et des coûts liés au personnel.
Sommaire des résultats	<p>▼ 18,4 millions de dollars ou 16,9 %</p> <ul style="list-style-type: none"> Le bénéfice a subi l'incidence négative de la baisse des produits résultant de la diminution des créances moyennes brutes et des ventes liées aux cartes de crédit, ce qui a été partiellement contrebalancé par la baisse des frais de vente, généraux et administratifs liée aux charges d'exploitation fondées sur le volume. 	<p>▼ 105,1 millions de dollars ou 33,2 %</p> <ul style="list-style-type: none"> La diminution du bénéfice avant impôt est principalement attribuable à l'augmentation de la charge pour perte de valeur nette qui résulte essentiellement de la hausse de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues et de la baisse des produits par rapport à l'exercice précédent.

4.3.2 Mesures clés de performance opérationnelle du secteur Services Financiers

Les mesures clés de performance opérationnelle n'ont pas de signification normalisée en vertu des normes IFRS et, par conséquent, peuvent ne pas être comparables à d'autres termes similaires utilisés par d'autres sociétés. Se reporter à la section 8.3.1 du présent rapport de gestion pour consulter les définitions des termes et pour obtenir plus de renseignements sur les mesures de performance.

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T3 2020	T3 2019	Variation	Cumul annuel T3 2020	Cumul annuel T3 2019	Variation
Croissance des ventes liées aux cartes de crédit ¹	(3,6) %	7,9 %		(5,8) %	6,2 %	
Créances moyennes brutes	5 874,6 \$	6 324,0 \$	(7,1) %	6 066,8 \$	6 205,3 \$	(2,2) %
Produits ² (en pourcentage des créances moyennes brutes)	20,91 %	21,43 %		s.o.	s.o.	
Nombre moyen de comptes ayant un solde non réglé ³ (en milliers)	2 045	2 126	(3,8) %	2 056	2 101	(2,1) %
Solde moyen des comptes ³ (au dollar près)	2 871 \$	2 973 \$	(3,4) %	2 950 \$	2 953 \$	(0,1) %
Taux de radiation nette lié aux cartes de crédit ^{2,3}	6,26 %	6,01 %		s.o.	s.o.	
Créances sur cartes de crédit en souffrance ^{3,4} (en souffrance depuis deux mois ou plus)	1,91 %	2,74 %		s.o.	s.o.	
Taux de la correction de valeur ⁵	15,32 %	12,51 %		s.o.	s.o.	
Charges d'exploitation ² (en pourcentage des créances moyennes brutes)	4,95 %	5,04 %		s.o.	s.o.	
Rendement des créances ²	5,22 %	6,63 %		s.o.	s.o.	

1. La croissance des ventes liées aux cartes de crédit exclut les transferts de solde. Représente la variation en pourcentage d'un exercice à l'autre.

2. Les données sont calculées sur 12 mois.

3. Portefeuille de cartes de crédit seulement.

4. Créances sur cartes de crédit en souffrance depuis plus de 30 jours, en pourcentage du total des créances sur cartes de crédit à la fin de la période.

5. Le taux de la correction de valeur pour pertes de crédit a été calculé en fonction du total du portefeuille géré de créances sur prêts.

Carte de pointage du secteur Services Financiers

Pour évaluer la performance financière globale du secteur Services Financiers, la carte de pointage suivante présente un portrait équilibré du progrès du secteur Services Financiers quant à l'atteinte de ses objectifs stratégiques.

T3 2020 par rapport au T3 2019	
Croissance	<ul style="list-style-type: none"> ▼ 7,1 % des créances moyennes brutes ▼ 3,6 % des ventes liées aux cartes de crédit ▼ 3,8 % du nombre moyen de comptes ayant un solde ▼ 3,4 % du solde moyen des comptes <ul style="list-style-type: none"> • Les créances moyennes brutes ont diminué de 7,1 pour cent par rapport à l'exercice précédent en raison de la diminution des ventes liées aux cartes de crédit de 3,6 pour cent, qui a également contribué à la diminution du solde moyen des comptes de 3,4 pour cent. La baisse du nombre moyen de comptes actifs est principalement attribuable à la baisse des nouvelles acquisitions de cartes de crédit résultant des restrictions des canaux en raison de la COVID-19.
Performance	<ul style="list-style-type: none"> ▼ 141 pb du rendement des créances ▼ 52 pb des produits en pourcentage des créances moyennes brutes ▼ 9 pb des charges d'exploitation en pourcentage des créances moyennes brutes <ul style="list-style-type: none"> • Les charges d'exploitation sont demeurées bien maîtrisées au cours du trimestre, les charges d'exploitation en pourcentage des créances moyennes brutes s'étant améliorées de neuf points de base par rapport à l'exercice précédent. • Le rendement des créances a diminué de 141 points de base par rapport à l'exercice précédent en raison de la baisse du bénéfice, partiellement compensée par la diminution des créances moyennes brutes. La baisse du bénéfice est principalement attribuable à la diminution des produits et à l'augmentation des pertes de valeur nettes résultant de la hausse de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues.
Mesures d'exploitation	<ul style="list-style-type: none"> ▼ 83 pb des créances en souffrance depuis deux mois ou plus ▲ 25 pb du taux de radiation nette lié aux cartes de crédit ▲ 15,32 % du taux de la correction de valeur, une hausse de 281 pb <ul style="list-style-type: none"> • Les paiements accrus de clients ont contribué à l'amélioration importante du taux des créances en souffrance depuis deux mois ou plus, ce qui résulte des programmes de soutien financier. • La hausse du taux de radiation nette par rapport à l'exercice précédent découle principalement de la baisse des créances moyennes brutes et de l'augmentation des radiations régulières, partiellement contrebalancées par la diminution des tendances d'insolvabilité dans le secteur. • Le taux de la correction de valeur a augmenté de 281 points de base pour s'établir à 15,32 pour cent en raison de la baisse des créances et de la hausse des pertes de crédit attendues au premier semestre de l'exercice découlant des attentes de la direction quant à l'augmentation des défaillances futures en raison de l'incidence continue de la COVID-19 sur l'économie et de la fin éventuelle des programmes de soutien à l'égard des dettes.

4.3.3. Analyse des tendances saisonnières du secteur Services Financiers

Le bénéfice d'exploitation net trimestriel et les produits sont touchés par la nature saisonnière des activités. Au premier trimestre, les Services Financiers amènent le plus grand apport au bénéfice consolidé. Le tableau suivant présente la performance financière du secteur Services Financiers de la Société par trimestre pour les deux derniers exercices. La tendance trimestrielle pourrait subir l'incidence des éléments non liés à l'exploitation, comme les éléments mentionnés à la section 3 du présent rapport de gestion.

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)	T3 2020	T2 2020	T1 2020	T4 2019	T3 2019	T2 2019	T1 2019	T4 2018
Produits	301,3 \$	309,9 \$	341,9 \$	333,0 \$	343,0 \$	329,3 \$	328,8 \$	322,8 \$
Bénéfice avant impôt	90,5	51,0	70,2	109,5	108,9	95,5	112,4	92,1

4.4 Performance du secteur CT REIT

4.4.1 Résultats financiers du secteur CT REIT

(en millions de dollars canadiens)	T3 2020	T3 2019	Variation	Cumul annuel T3 2020	Cumul annuel T3 2019	Variation
Produits tirés des immeubles	123,2 \$	121,7 \$	1,2 %	375,5 \$	365,3 \$	2,8 %
Charges liées aux immeubles	25,6	24,2	5,9 %	83,0	79,3	4,7 %
Frais généraux et administratifs	2,8	3,0	(3,4) %	9,0	10,7	(14,7) %
Charges financières nettes	26,3	27,4	(4,3) %	80,7	81,7	(1,3) %
Perte (profit) à la juste valeur	4,4	(13,0)	(133,5) %	33,5	(36,7)	(191,3) %
Bénéfice avant impôt	64,1 \$	80,1 \$	(20,0) %	169,3 \$	230,3 \$	(26,5) %

Analyse du secteur CT REIT

	T3 2020	Cumul annuel
Produits tirés des immeubles	<p>▲ 1,5 million de dollars ou 1,2 %</p> <ul style="list-style-type: none"> La hausse de 1,5 million de dollars est principalement attribuable aux hausses contractuelles de loyer et aux loyers de base additionnels liés aux immeubles acquis et aux projets d'intensification achevés au cours de 2020 et de 2019. 	<p>▲ 10,2 millions de dollars ou 2,8 %</p> <ul style="list-style-type: none"> La hausse de 10,2 millions de dollars est principalement attribuable aux hausses contractuelles de loyer et aux loyers de base additionnels liés aux immeubles acquis et aux projets d'intensification achevés au cours de 2020 et de 2019.
Charges liées aux immeubles	<p>▲ 1,4 million de dollars ou 5,9 %</p> <ul style="list-style-type: none"> La hausse de 1,4 million de dollars des charges liées aux immeubles est principalement attribuable aux pertes de crédit comptabilisées au titre de certains locataires de la FPI, ainsi qu'à l'augmentation des charges d'exploitation liées aux acquisitions d'immeubles réalisées en 2020 et en 2019. 	<p>▲ 3,7 millions de dollars ou 4,7 %</p> <ul style="list-style-type: none"> La hausse de 3,7 millions de dollars des charges liées aux immeubles est principalement attribuable aux pertes de crédit comptabilisées au titre de certains locataires de la FPI, ainsi qu'à l'augmentation des charges d'exploitation liées aux acquisitions d'immeubles réalisées en 2020 et en 2019.
Frais de vente, généraux et administratifs	<p>▼ 0,2 million de dollars ou 3,4 %</p> <ul style="list-style-type: none"> Les frais de vente, généraux et administratifs sont demeurés essentiellement stables par rapport à l'exercice précédent. 	<p>▼ 1,7 million de dollars ou 14,7 %</p> <ul style="list-style-type: none"> La diminution des frais de vente, généraux et administratifs s'explique principalement par la diminution des charges liées au personnel et par la baisse des charges d'exploitation, partiellement contrebalancées par l'augmentation de la charge d'impôt.
Charges financières nettes	<p>▼ 1,1 million de dollars ou 4,3 %</p> <ul style="list-style-type: none"> La diminution est principalement attribuable à la baisse des intérêts sur les parts de société en commandite de catégorie C. 	<p>▼ 1,0 million de dollars ou 1,3 %</p> <ul style="list-style-type: none"> La diminution est principalement attribuable à l'utilisation réduite des facilités de crédit et à la baisse des intérêts sur les parts de société en commandite de catégorie C, partiellement contrebalancées par la hausse des charges d'intérêts sur les obligations locatives et par la diminution des charges d'intérêts inscrites à l'actif relativement à des projets d'aménagement en 2020.
Ajustement à la juste valeur des immeubles de placement	<p>▲ 17,4 millions de dollars ou 133,5 %</p> <ul style="list-style-type: none"> L'ajustement à la juste valeur des immeubles de placement représentait une perte principalement attribuable à l'incidence négative estimée de la pandémie de COVID-19 sur la valeur du portefeuille au cours du trimestre. Ce montant d'ajustement à la juste valeur est éliminé à la consolidation, de sorte qu'il n'est pas décrit à la section 3 du présent rapport de gestion. 	<p>▲ 70,2 millions de dollars ou 191,3 %</p> <ul style="list-style-type: none"> L'ajustement à la juste valeur des immeubles de placement représentait une perte principalement attribuable à l'incidence négative estimée de la pandémie de COVID-19 sur la valeur du portefeuille au cours de la période. Ce montant d'ajustement à la juste valeur est éliminé à la consolidation, de sorte qu'il n'est pas décrit à la section 3 du présent rapport de gestion.
Sommaire des résultats	<p>▼ 16,0 millions de dollars ou 20,0 %</p> <ul style="list-style-type: none"> La baisse du bénéfice est principalement attribuable à l'ajustement à la juste valeur des immeubles de placement et à la hausse des charges liées aux immeubles, partiellement compensés par la hausse des produits tirés des immeubles et par la baisse des charges financières nettes. 	<p>▼ 61,0 millions de dollars ou 26,5 %</p> <ul style="list-style-type: none"> La baisse du bénéfice est principalement attribuable à l'ajustement à la juste valeur des immeubles de placement et à la hausse des charges liées aux immeubles, partiellement compensés par la hausse des produits tirés des immeubles et la baisse des frais de vente, généraux et administratifs ainsi que par la baisse des charges financières nettes.

4.4.2 Mesures clés de performance opérationnelle du secteur CT REIT

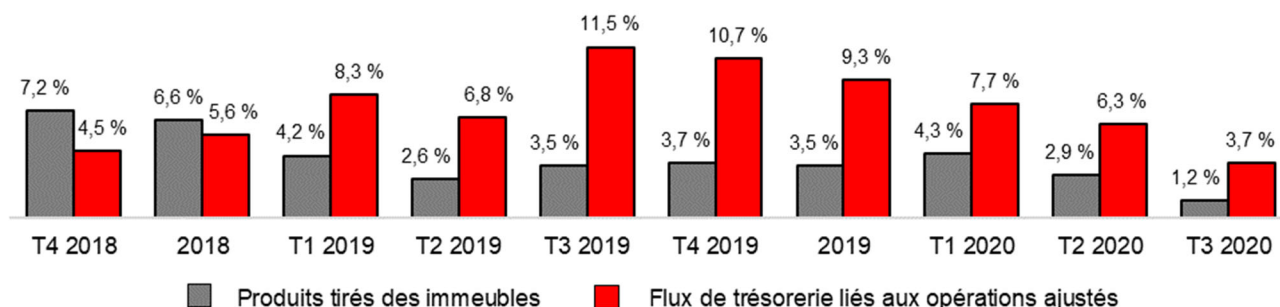
Les mesures clés de performance opérationnelle n'ont pas de signification normalisée en vertu des normes IFRS et, par conséquent, peuvent ne pas être comparables à d'autres termes similaires utilisés par d'autres sociétés. Se reporter à la section 8.3.1 du présent rapport de gestion pour consulter les définitions des termes et pour obtenir plus de renseignements sur les mesures de performance.

(en millions de dollars canadiens)	T3 2020	T3 2019	Variation	Cumul annuel T3 2020	Cumul annuel T3 2019	Variation
Bénéfice d'exploitation net ¹	95,2 \$	93,9 \$	1,2 %	284,7 \$	275,4 \$	3,4 %
Flux de trésorerie liés aux opérations ¹	68,6	67,3	1,7 %	202,5	195,1	3,9 %
Flux de trésorerie liés aux opérations ajustés ¹	60,1	57,9	3,7 %	176,6	166,9	5,8 %

1. Mesures non conformes aux PCGR, excluant tous les ajustements à la juste valeur. Se reporter à la section 8.3.2 du présent rapport de gestion pour plus d'information.

Le graphique suivant présente la performance des produits tirés des immeubles et des flux de trésorerie liés aux opérations ajustés d'un exercice à l'autre de CT REIT par trimestre pour les deux derniers exercices. La tendance trimestrielle pourrait subir l'incidence des éléments non liés à l'exploitation, comme les éléments mentionnés à la section 3 du présent rapport de gestion.

Produits tirés des immeubles et croissance des flux de trésorerie liés aux opérations ajustés d'un exercice à l'autre



Bénéfice d'exploitation net

Pour le trimestre, le bénéfice d'exploitation net a augmenté de 1,2 pour cent par rapport à l'exercice précédent, principalement en raison de l'acquisition d'immeubles productifs et d'immeubles en cours d'aménagement achevés en 2020 et en 2019. Le bénéfice d'exploitation net est une mesure non conforme aux PCGR. Se reporter à la section 8.3.2 pour plus d'information.

Flux de trésorerie liés aux opérations

Pour le trimestre, les flux de trésorerie liés aux opérations ont augmenté de 1,7 pour cent par rapport à l'exercice précédent, principalement en raison de l'incidence des variations du bénéfice d'exploitation net et de la baisse des charges d'intérêts. Les flux de trésorerie liés aux opérations sont une mesure non conforme aux PCGR. Se reporter à la section 8.3.2 pour plus d'information.

Flux de trésorerie liés aux opérations ajustés

Pour le trimestre, les flux de trésorerie liés aux opérations ajustés ont augmenté de 3,7 pour cent par rapport à l'exercice précédent, principalement en raison de l'incidence des variations du bénéfice d'exploitation net et de la baisse des charges d'intérêts. Les flux de trésorerie liés aux opérations ajustés sont une mesure non conforme aux PCGR. Se reporter à la section 8.3.2 pour plus d'information.

5. Analyse du bilan, liquidités et sources de financement

5.1 Principaux faits saillants du bilan

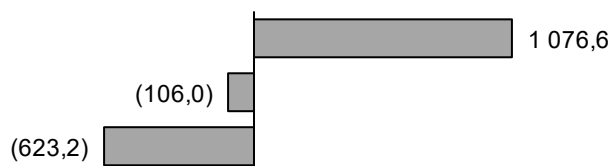
Certains postes de l'actif et du passif de la Société au 26 septembre 2020 et la variation d'un exercice à l'autre par rapport au 28 septembre 2019 sont présentés ci-dessous :

Total des variations	▲ 357,5 \$
-----------------------------	-------------------

Actifs	26 septembre 2020
--------	-------------------

Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 302,8
Stocks de marchandises	2 505,1
Créances sur prêts	4 975,0

Variation des actifs d'un exercice à l'autre



Total des variations	▲ 196,5 \$
-----------------------------	-------------------

Passifs	26 septembre 2020
---------	-------------------

Dette à long terme (tranche courante et à long terme)	4 265,3
Emprunts à court terme	563,9
Dépôts et dépôts à long terme	3 249,0

Variation des passifs d'un exercice à l'autre



Actifs

Trésorerie et équivalents de trésorerie	▲ 1 076,6 millions de dollars	Augmentation principalement attribuable aux flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation résultant surtout de la diminution des créances sur prêts liées au portefeuille de cartes de crédit, partiellement contrebalancée par l'augmentation des activités d'investissement stimulée par l'acquisition accrue de placements à court terme. Se reporter à la section 5.2 pour plus de détails.
Stocks de marchandises	▼ 106,0 millions de dollars	Diminution principalement attribuable à la baisse des niveaux de stocks chez SportChek et chez Mark's, qui s'explique surtout par la diminution des achats pendant le premier semestre de l'exercice, partiellement compensée par l'inclusion de Party City et par la hausse des stocks chez Canadian Tire en raison des stocks en transit.
Créances sur prêts	▼ 623,2 millions de dollars	Diminution principalement attribuable à la baisse des ventes liées aux cartes de crédit, aux paiements accrus des clients et à la diminution du nombre de comptes actifs.

Passifs

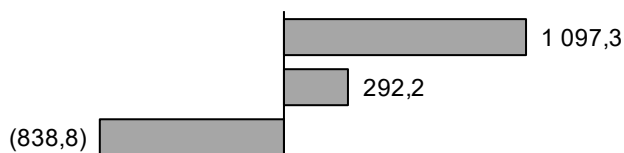
Dette à long terme (tranche courante et à long terme)	▼ 251,9 millions de dollars	Diminution principalement attribuable au remboursement de billets à moyen terme de 250 millions de dollars par la Société le 6 juillet 2020. Se reporter à la section 5.5 pour plus de détails sur les activités de financement pendant le trimestre.
Emprunts à court terme	▼ 345,7 millions de dollars	Diminution principalement attribuable à la baisse du montant de papier commercial en cours.
Dépôts et dépôts à long terme	▲ 752,7 millions de dollars	Augmentation principalement attribuable à la hausse des dépôts dans des comptes d'épargne à intérêt élevé et des certificats de placement garanti (« CPG ») au sein du secteur Services Financiers.

Certains postes de l'actif et du passif de la Société au 26 septembre 2020 et la variation d'un exercice à l'autre par rapport au 28 décembre 2019 sont présentés ci-dessous :

Total des variations ▲ **454,6 \$**

Actifs	26 septembre 2020
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 302,8
Stocks de marchandises	2 505,1
Créances sur prêts	4 975,0

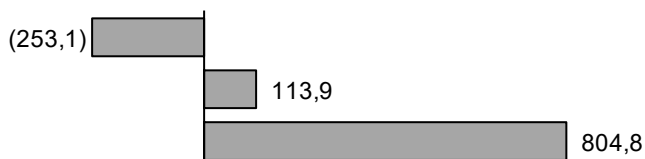
Variation de l'actif



Total des variations ▲ **502,9 \$**

Passifs	26 septembre 2020
Dette à long terme (tranche courante et à long terme)	4 265,3
Emprunts à court terme	563,9
Dépôts et dépôts à long terme	3 249,0

Variation du passif



Actifs		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	▲ 1 097,3 millions de dollars	Hausse principalement attribuable à la trésorerie provenant des activités d'exploitation résultant essentiellement de la diminution des créances sur prêts liées au portefeuille de cartes de crédit, partiellement contrebalancée par une augmentation des activités d'investissement favorisée par l'acquisition accrue de placements à court terme. Se reporter à la section 5.2 pour plus de détails.
Stocks de marchandises	▲ 292,2 millions de dollars	Hausse des stocks de marchandises principalement attribuable à la nature saisonnière des activités.
Créances sur prêts	▼ 838,8 millions de dollars	Diminution principalement attribuable à la baisse des ventes liées aux cartes de crédit, aux paiements accrus de clients et à la diminution du nombre de comptes actifs.
Passifs		
Dette à long terme (tranche courante et à long terme)	▼ 253,1 millions de dollars	Diminution principalement attribuable au remboursement de billets à moyen terme de 250 millions de dollars par la Société le 6 juillet 2020. Se reporter à la section 5.5 pour plus de détails sur les activités de financement pendant le trimestre.
Emprunts à court terme	▲ 113,9 millions de dollars	Augmentation des emprunts à court terme favorisée par la nature saisonnière des activités.
Dépôts et dépôts à long terme	▲ 804,8 millions de dollars	Augmentation principalement attribuable à la hausse des dépôts dans des comptes d'épargne à intérêt élevé et dans des CPG à long terme au sein du secteur Services Financiers.

5.2 Sommaire des flux de trésorerie

La position de trésorerie et d'équivalents de trésorerie de la Société, déduction faite de la dette bancaire, s'établissait à 1 296,0 millions de dollars au 26 septembre 2020. Le tableau suivant présente certains postes des tableaux consolidés intermédiaires résumés des flux de trésorerie de la Société pour les trimestres clos le 26 septembre 2020 et le 28 septembre 2019.

(en millions de dollars canadiens)	T3 2020	T3 2019	Variation
Flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités d'exploitation	488,2 \$	(97,1) \$	585,3 \$
Flux de trésorerie (affectés aux) activités d'investissement	(326,4)	(149,1)	(177,3)
Flux de trésorerie (affectés aux) activités de financement	(857,6)	(147,8)	(709,8)
Flux de trésorerie (utilisés) au cours de la période	(695,8) \$	(394,0) \$	(301,8) \$

(en millions de dollars canadiens)	Cumul annuel T3 2020	Cumul annuel T3 2019	Variation
Flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités d'exploitation	1 680,2 \$	(19,2) \$	1 699,4 \$
Flux de trésorerie (affectés aux) activités d'investissement	(515,5)	(404,7)	(110,8)
Flux de trésorerie (affectés aux) provenant des activités de financement	(63,8)	140,1	(203,9)
Flux de trésorerie générés (utilisés) au cours de la période	1 100,9 \$	(283,8) \$	1 384,7 \$

	T3 2020	Cumul annuel
Activités d'exploitation	<p>▲ Variation de 585,3 millions de dollars</p> <ul style="list-style-type: none"> En excluant l'incidence des variations des créances sur prêts, les activités d'exploitation ont généré des flux de trésorerie de 341,5 millions de dollars en raison de l'augmentation du bénéfice net, ainsi que des variations du fonds de roulement du secteur Détail. La variation des créances sur prêts a également donné lieu à une amélioration du solde de trésorerie de 243,8 millions de dollars, étant donné que moins de trésorerie a été utilisée pendant le trimestre. Le solde des créances sur prêts a diminué en raison de la diminution des activités des détenteurs de cartes de crédit et des paiements accrus reçus au titre des créances sur cartes de crédit. 	<p>▲ Variation de 1 699,4 millions de dollars</p> <ul style="list-style-type: none"> En excluant l'incidence des variations des créances sur prêts, les activités d'exploitation ont généré des flux de trésorerie de 675,5 millions de dollars, principalement en raison de variations du fonds de roulement du secteur Détail et de la baisse de l'impôt payé, étant donné que le paiement des acomptes provisionnels a été reporté dans le cadre des mesures fiscales d'urgence liées à la COVID-19, partiellement contrebalancées par la diminution du bénéfice net sur une base cumulée depuis le début de l'exercice. La variation des créances sur prêts a également donné lieu à une amélioration du solde de trésorerie de 1 023,9 millions de dollars, étant donné que moins de trésorerie a été utilisée pendant l'exercice. Le solde des créances sur prêts a diminué en raison de la diminution des activités des détenteurs de cartes de crédit et des paiements accrus reçus au titre des créances sur cartes de crédit.
Activités d'investissement	<p>▲ Variation de 177,3 millions de dollars</p> <ul style="list-style-type: none"> L'augmentation des flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement résulte principalement de l'acquisition accrue de placements à court terme en raison de l'amélioration de la position de liquidités de la Société, partiellement contrebalancée par la diminution des dépenses d'investissement. 	<p>▲ Variation de 110,8 millions de dollars</p> <ul style="list-style-type: none"> L'augmentation des flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement résulte principalement de l'acquisition accrue de placements à court terme en raison de l'amélioration de la position de liquidités de la Société, partiellement contrebalancée par la diminution des dépenses d'investissement.
Activités de financement	<p>▲ Variation de 709,8 millions de dollars</p> <ul style="list-style-type: none"> L'augmentation des flux de trésorerie affectés aux activités de financement résulte principalement du remboursement complet anticipé de billets à terme de série 2020-A échéant dans deux ans assortis d'une clause de remboursement anticipé d'un montant de 700 millions de dollars, émis par GCCT au deuxième trimestre de 2020, en plus du remboursement de billets à moyen terme de 250 millions de la Société, et du remboursement de billets à terme de premier rang d'un montant de 500 millions, partiellement contrebalancés par l'émission de billets à terme de 480 millions par GCCT pendant le trimestre. <p>Par ailleurs, à l'exercice précédent, des flux de trésorerie additionnels ont été générés en raison du produit net de la vente et l'émission de parts de CT REIT pour un montant de 228,9 millions de dollars.</p>	<p>▲ Variation de 203,9 millions de dollars</p> <ul style="list-style-type: none"> L'augmentation des flux de trésorerie affectés aux activités de financement depuis le début de l'exercice résulte des mêmes facteurs présentés à la section sur le trimestre, en plus de la diminution des emprunts à court terme du secteur Détail résultant de l'amélioration de la position de liquidités de la Société. Ces facteurs ont été compensés par une augmentation des dépôts à long terme attribuable au nombre important de CPG émis au deuxième trimestre de 2020 en raison de l'incertitude des marchés créée par la COVID-19.

5.3 Gestion du capital

Les objectifs en matière de gestion du capital de la Société consistent à assurer le maintien de liquidités suffisantes afin de remplir ses obligations financières et de mener à bien ses plans opérationnels et stratégiques; le maintien de réserves de liquidités saines et d'un bon accès au capital; la réduction du coût du capital après impôt tout en prenant en considération les risques et les conditions actuels et futurs sur les plans de l'industrie, du marché et de l'économie.

5.3.1 Contexte réglementaire de la Banque Canadian Tire

La BCT gère son capital conformément aux lignes directrices établies par le Bureau du surintendant des institutions financières Canada (le « BSIF »). Les lignes directrices concernant le capital réglementaire du BSIF sont fondées sur le document du Comité de Bâle sur le contrôle bancaire Basel III : A Global Regulatory Framework for More Resilient Banks and Banking Systems (« Bâle III »), qui est entré en vigueur au Canada le 1^{er} janvier 2013, et mesurent le capital par rapport au risque de crédit, au risque de marché et aux risques opérationnels. La Banque a mis en œuvre diverses politiques de gestion du capital, ainsi que des procédures et des contrôles concernant le capital, notamment le processus interne d'évaluation de la suffisance du capital, pour atteindre ses objectifs.

Les objectifs de la Banque sont les suivants :

- disposer d'un capital suffisant pour garder la confiance des investisseurs et des déposants;
- posséder une structure du capital appropriée, selon les évaluations effectuées à l'interne, au sens où l'entendent les organismes de réglementation et par rapport aux autres institutions financières.

Aux troisièmes trimestres de 2020 et de 2019, la BCT se conformait à toutes les lignes directrices concernant les fonds propres réglementaires du BSIF ainsi qu'aux cibles établies à l'interne dans le cadre du processus interne d'évaluation de la suffisance du capital et à toutes les clauses restrictives financières de sa convention de crédit bancaire.

5.4 Investissements

5.4.1 Dépenses d'investissement

Les dépenses d'investissement de la Société pour les périodes closes le 26 septembre 2020 et le 28 septembre 2019 se présentent comme suit :

(en millions de dollars canadiens)	T3 2020	T3 2019	Cumul annuel T3 2020	Cumul annuel T3 2019
Immobilier	15,1 \$	65,6 \$	64,2 \$	155,3 \$
Technologies de l'information	20,8	27,7	51,3	85,5
Autres dépenses d'exploitation	9,2	18,9	30,8	67,3
Programme d'efficacité opérationnelle	13,2	—	33,0	—
Dépenses d'investissement liées à l'exploitation	58,3	112,2	179,3	308,1
Acquisitions et aménagements de CT REIT, excluant les ventes internes conclues avec la Société	11,0	19,1	58,6	56,6
Capacité de distribution	11,9	—	29,0	—
Total des dépenses d'investissement¹	81,2 \$	131,3 \$	266,9 \$	364,7 \$

1. Les dépenses d'investissement sont établies selon la méthode de la comptabilité d'engagement et comprennent les acquisitions de logiciels, mais excluent les entrées d'actifs au titre de droits d'utilisation, les acquisitions liées à des regroupements d'entreprises, les actifs de propriété intellectuelle et les commissions de location reçues.

	T3 2020	Cumul annuel
Dépenses d'investissement totales	▼ 50,1 millions de dollars	▼ 97,8 millions de dollars
	<ul style="list-style-type: none"> • Au cours du trimestre et sur une base cumulée depuis le début de l'exercice, la Société a pris des mesures afin de s'assurer une situation de trésorerie solide et une souplesse financière. Compte tenu de ces mesures, les dépenses d'investissement discrétionnaires ont été considérablement réduites. 	

Compte tenu de l'incertitude quant à l'incidence future potentielle de la COVID-19 sur l'économie, la Société estime qu'il est prématuré d'annoncer une fourchette de dépenses d'investissement attendue pour 2021. Cependant, la Société s'engage à investir dans l'entreprise à long terme et continue d'affecter du capital à des initiatives stratégiques, comme le commerce électronique.

Engagements en capital

La Société avait des engagements d'environ 237,1 millions de dollars au 26 septembre 2020 (2019 – 235,3 millions) liés à l'acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles.

5.5 Liquidités et financement

Puisqu'elle peut accéder à du capital de multiples sources, la Société maintient une solide position de liquidités. Au 26 septembre 2020, la Société disposait de liquidités suffisantes pour s'acquitter de ses obligations financières.

Dans le contexte actuel sur les plans de l'économie, de l'exploitation et des marchés boursiers, on observe une importance accrue accordée aux liquidités et à la gestion du capital. La direction veille à maintenir un bilan solide et s'assure d'avoir accès à du capital.

Au cours du trimestre :

- La Société a remboursé des billets à moyen terme non garantis de série E d'un montant de 250,0 millions de dollars.
- GCCT a remboursé un montant de 700,0 millions de dollars sur la facilité d'achat de billets des Services Financiers auprès de la Banque Scotia.
- GCCT a remboursé des billets à terme d'un montant de 500,0 millions de dollars constitués de billets de premier rang d'un montant de 465,0 millions, ainsi que des billets subordonnés d'un montant de 35,0 millions.
- GCCT a émis des billets à terme pour un montant de 480,0 millions de dollars, dont la date de remboursement prévue est le 22 septembre 2025, constitués de billets de premier rang d'un montant de 448,8 millions et de billets subordonnés d'un montant de 31,2 millions.

Après la fin du trimestre, la Société comptait de la trésorerie et des titres négociables d'un montant de 1,7 milliard de dollars, et du crédit disponible de 2,5 milliards, de 2,3 milliards et de 294,0 millions au sein des secteurs Détail, Services Financiers et CT REIT, respectivement.

Sources de financement	
Marges de crédit bancaire engagées	<ul style="list-style-type: none"> • Consentie par un consortium de sept institutions financières canadiennes et trois institutions financières étrangères, une marge de crédit bancaire engagée de 1,975 milliard de dollars est mise à la disposition de la Société à des fins générales et viendra à échéance en août 2024. Aucun emprunt n'avait été prélevé en vertu de cette marge de crédit bancaire au 26 septembre 2020. <p>Au deuxième trimestre, la Société a obtenu une marge de crédit bancaire engagée de un an de 710,0 millions de dollars auprès de cinq institutions financières canadiennes, expirant le 30 mars 2021. Aucun emprunt n'avait été prélevé en vertu de cette marge de crédit bancaire au 26 septembre 2020.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Consentie par un consortium de sept institutions financières canadiennes, une marge de crédit bancaire engagée de 300,0 millions de dollars est mise à la disposition de CT REIT à des fins générales et viendra à échéance en décembre 2024. Aucun emprunt n'avait été prélevé en vertu de cette marge de crédit bancaire au 26 septembre 2020. • La Banque Scotia a consenti à la BCT une marge de crédit bancaire engagée non garantie de 250,0 millions de dollars arrivant à échéance en octobre 2022. Aucun emprunt n'avait été prélevé en vertu de cette marge de crédit bancaire au 26 septembre 2020. • Helly Hansen avait une marge de crédit bancaire renouvelable engagée garantie de 350,0 millions de couronnes norvégiennes (« NOK ») et une facilité d'affacturage de 350,0 millions NOK (toutes deux équivalant à 48,9 millions de dollars canadiens) qui ont été fournies par une banque norvégienne et qui arrivent à échéance en octobre 2022. Des emprunts équivalant à un total de 57,0 millions de dollars canadiens (227,6 millions NOK) étaient en cours en vertu de ces marges de crédit au 26 septembre 2020.
Programmes de papier commercial	<ul style="list-style-type: none"> • Au 26 septembre 2020, GCCT avait du papier commercial adossé à des actifs en cours pour un montant de 296,8 millions de dollars. • Au 26 septembre 2020, la Société avait du papier commercial libellé en dollars américains équivalant à 210,2 millions de dollars canadiens (157 millions de dollars américains).
Billets à moyen terme et débetures	<ul style="list-style-type: none"> • Au 26 septembre 2020, la Société avait des billets à moyen terme en cours pour un montant en capital total de 950,0 millions de dollars. • Au 26 septembre 2020, CT REIT avait des débetures de premier rang non garanties en cours d'un montant en capital total de 1,075 milliard de dollars. • La section 6.5 du rapport de gestion de 2019 de la Société présente des détails additionnels sur les sources de financement.
Billets de premier rang à terme et billets subordonnés de GCCT	<ul style="list-style-type: none"> • La Banque Scotia a consenti à la BCT des facilités d'achat de billets engagées de 2,0 milliards de dollars pour l'achat de billets de premier rang et de billets subordonnés émis par GCCT, lesquelles arrivent à échéance en octobre 2022. GCCT n'avait aucun montant dû sur le principal en vertu de ces facilités de crédit au 26 septembre 2020. • Au 26 septembre 2020, GCCT avait des billets à terme de premier rang et subordonnés en cours d'un montant en capital total de 2,184 milliards de dollars. • La section 6.5 du rapport de gestion de 2019 de la Société présente des détails additionnels sur les sources de financement.
Dépôts de CPG auprès de courtiers	<ul style="list-style-type: none"> • Les fonds continuent d'être facilement accessibles à la BCT par l'entremise des réseaux de courtiers. Au 26 septembre 2020, les dépôts de CPG de la BCT auprès de courtiers s'élevaient à 2 529,4 millions de dollars.
Dépôts de détail	<ul style="list-style-type: none"> • Les dépôts de détail se composent des dépôts dans les comptes d'épargne à intérêt élevé et dans les CPG de détail de la BCT, qui sont offerts dans le cadre des comptes d'épargne libre d'impôt (« CELI ») ou non. Au 26 septembre 2020, les dépôts de détail de la BCT s'élevaient à 719,6 millions de dollars.

Notations du crédit

Il n'y a eu aucune modification relativement aux notations du crédit de la Société présentées à la section 6.5 du rapport de gestion de 2019 de la Société et à la section 5.5 du rapport de gestion du deuxième trimestre de 2020.

5.5.1 Obligations contractuelles, garanties et engagements

Se reporter à la section 6.5.1 du rapport de gestion de 2019 de la Société pour une description des obligations contractuelles au 28 décembre 2019. Les obligations contractuelles en cours n'ont connu aucun changement important par rapport à celles relevées à la fin de l'exercice, à part celles dont il est question dans le présent document. Au 26 septembre 2020, la Société était d'avis qu'elle avait la capacité de s'acquitter de ses obligations contractuelles.

Pour une analyse des garanties et des engagements importants de la Société, se reporter à la note 34 des états financiers consolidés de 2019 de la Société. L'exposition maximale de la Société au risque de crédit relatif aux garanties et engagements mentionnés ci-dessus est présentée à la note 5 des états financiers consolidés de 2019 de la Société. Les garanties et engagements n'ont connu aucun changement important par rapport à ceux relevés à la fin de l'exercice, à part ceux dont il est question dans le présent document.

6. Capitaux propres

6.1 Actions en circulation

(en millions de dollars canadiens)	26 septembre 2020	28 septembre 2019	28 décembre 2019
Autorisées			
3 423 366 actions ordinaires			
100 000 000 d'actions de catégorie A sans droit de vote			
Émises			
3 423 366 actions ordinaires (28 septembre 2019 – 3 423 366; 28 décembre 2019 – 3 423 366)	0,2 \$	0,2 \$	0,2 \$
57 383 757 actions de catégorie A sans droit de vote (28 septembre 2019 – 58 177 090; 28 décembre 2019 – 58 096 958)	593,3	588,6	587,8
	593,5 \$	588,8 \$	588,0 \$

Les informations qui suivent sont des informations prospectives et les lecteurs sont prévenus que les résultats réels pourraient différer.

Le 7 novembre 2019, la Société a annoncé son intention de racheter des actions de catégorie A sans droit de vote pour un montant additionnel de 350 millions de dollars en plus du nombre d'actions requis à des fins d'antidilution, d'ici la fin de l'exercice 2020 (l'« intention de rachat d'actions de 2020 »). Chaque année, la Société effectue une offre publique de rachat dans le cours normal des activités à la Bourse de Toronto (la « TSX »), qui lui permet de racheter des actions de catégorie A sans droit de vote sur le marché libre. Le 14 février 2020, la TSX a accepté l'avis d'intention de la Société en vue d'effectuer une offre publique de rachat dans le cours normal des activités pour racheter un nombre maximal de 5,5 millions d'actions de catégorie A sans droit de vote entre le 2 mars 2020 et le 1^{er} mars 2021.

Les rachats d'actions de catégorie A sans droit de vote aux termes de l'intention de rachat d'actions de 2020 ont été interrompus après le 13 mars 2020 en raison de la pandémie de COVID-19 et, à l'heure actuelle, la Société ne prévoit pas effectuer d'autres rachats mis à part ceux requis aux fins d'antidilution.

Le tableau suivant résume les rachats effectués par la Société relativement à l'intention de rachat d'actions de 2020.

(en millions de dollars canadiens)

Intention de rachat d'actions annoncée le 7 novembre 2019	350,0 \$
Actions rachetées en 2019 en vertu de l'annonce du 7 novembre 2019	11,4
Actions rachetées en 2020 en vertu de l'annonce du 7 novembre 2019	96,4
Total d'actions rachetées en vertu de l'annonce du 7 novembre 2019	107,8 \$

6.2 Dividendes

Le ratio de distribution cible à long terme de la Société est d'environ 30 à 40 pour cent du bénéfice normalisé de l'exercice précédent, après avoir tenu compte de la situation de trésorerie et des besoins futurs en liquidités, des conditions des marchés boursiers et des occasions d'investissement à la fin de la période. Le ratio de distribution peut fluctuer pour un exercice donné en raison d'événements inhabituels ou non récurrents, comme c'est le cas pour l'exercice en cours en raison de l'incidence de la COVID-19 sur la Société.

Le 4 novembre 2020, la Société a approuvé une augmentation de son dividende annuel de 3,3 pour cent, le faisant ainsi passer de 4,55 \$ à 4,70 \$ par action, et elle a déclaré des dividendes payables aux détenteurs d'actions de catégorie A sans droit de vote et d'actions ordinaires au taux de 1,175 \$ par action, payables le 1^{er} mars 2021 aux actionnaires inscrits aux registres en date du 31 janvier 2021. Cela correspond à 11 années consécutives d'augmentations. Le dividende est considéré comme un « dividende déterminé » aux fins de l'impôt.

6.3 Contrats dérivés sur actions

La Société conclut des contrats dérivés sur actions pour compenser partiellement son exposition aux fluctuations des charges liées aux options sur actions et aux régimes d'octroi d'unités d'actions au rendement et d'unités d'actions différées. La Société utilise actuellement des contrats à livrer sur actions à taux variable.

Au cours du trimestre, les contrats livrés sur actions qui couvraient 250 000 options sur actions et unités d'actions au rendement ont été réglés et ont donné lieu à un paiement en trésorerie aux contreparties d'environ 3,9 millions de dollars. Durant le trimestre, la Société a également conclu des contrats à livrer sur 500 000 actions à taux variable à un prix d'achat moyen pondéré de 135,5 \$ afin de compenser son exposition aux options sur actions et aux unités d'actions au rendement.

7. Questions fiscales

Dans le cours normal des activités, la Société fait régulièrement l'objet de vérifications menées par l'administration fiscale. Bien que la Société ait établi que les déclarations fiscales qu'elle produit sont appropriées et justifiables, il arrive de temps à autre que certains éléments fassent l'objet d'une révision et soient contestés par l'administration fiscale.

Il n'y a eu aucune modification significative relativement à l'état des vérifications menées par l'administration fiscale, telles qu'elles sont présentées dans la section 8 du rapport de gestion de 2019 de la Société.

La Société examine périodiquement la possibilité de dénouements défavorables en matière de questions fiscales. La Société est d'avis que la décision finale relativement à ces questions fiscales n'aura pas d'incidence défavorable significative sur ses liquidités, sur sa situation financière consolidée ni sur son bénéfice net, car elle a déterminé qu'elle a constitué des provisions adéquates à l'égard de ces questions fiscales. Si le passif d'impôt définitif différait sensiblement des provisions établies, cela pourrait avoir des répercussions positives ou négatives sur le taux d'imposition effectif de la Société et sur son bénéfice dans la période au cours de laquelle les questions seront en fin de compte résolues. Pour une description des éventualités en matière fiscale de la Société, se reporter à la note 17 des états financiers consolidés intermédiaires de la Société pour le troisième trimestre de 2020.

Pour la période de 13 semaines close le 26 septembre 2020, l'impôt sur le résultat s'est établi à 116,0 millions de dollars, comparativement à 79,2 millions à l'exercice précédent. Le taux d'imposition effectif a augmenté pour s'établir à 26,2 pour cent pour la période de 13 semaines close le 26 septembre 2020 (2019 – 25,8 pour cent), principalement en raison de la hausse de la charge liée aux options sur actions non déductible pendant la période.

Pour la période de 39 semaines close le 26 septembre 2020, l'impôt sur le résultat a représenté une économie de 112,7 millions de dollars, comparativement à 162,7 millions à l'exercice précédent. Le taux d'imposition effectif a augmenté pour la période de 39 semaines close le 26 septembre 2020 pour s'établir à 24,9 pour cent (2019 – 23,5 pour cent), principalement en raison de la hausse de la charge liée aux options sur actions non déductible et de la diminution des ajustements favorables apportés aux règlements fiscaux d'exercices antérieurs, partiellement compensées par la hausse de la participation ne donnant pas le contrôle liée à CT REIT au cours de la période.

Compte tenu de l'incertitude quant à l'incidence future potentielle de la COVID-19 sur l'économie, la Société estime qu'il est prématuré d'annoncer un taux d'imposition effectif annuel attendu pour 2021.

8. Méthodes et estimations comptables et mesures non conformes aux PCGR

8.1 Estimations comptables critiques

La Société estime certains des montants reflétés dans ses états financiers consolidés intermédiaires résumés en se servant de modèles financiers détaillés qui sont fondés sur des résultats antérieurs, des tendances actuelles et d'autres hypothèses qui sont censées être raisonnables. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations. La direction est d'avis que les estimations et les méthodes comptables présentées en détail aux notes 2 et 3 des états financiers consolidés de 2019 de la Société n'exigent pas que la direction formule des hypothèses sur des questions comportant un degré élevé d'incertitude. Par conséquent, aucune de ces estimations n'est considérée comme une « estimation comptable critique » telle qu'elle est définie dans l'annexe 51-102A1, Rapport de gestion, publiée par les Autorités canadiennes en matière de valeurs mobilières, à l'exception de la correction de valeur pour perte de valeur des créances du secteur Services Financiers.

La note 2 des états financiers consolidés et notes annexes de 2019 de la Société décrit les méthodes comptables qui font l'objet de jugements et d'estimations et dont l'incidence sur les montants comptabilisés dans les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés pourrait être importante de l'avis de la Société, y compris la portée des répercussions de la pandémie de COVID-19 sur les jugements et les estimations.

8.2 Changements de méthodes comptables

Normes, modifications et interprétations publiées et adoptées

Réforme des taux d'intérêt de référence – phase 1 (modifications à IFRS 9, à IAS 39 et à IFRS 7)

Avec prise d'effet au premier trimestre de 2020, la Société a adopté la *Réforme des taux d'intérêt de référence : modifications à IFRS 9, à IAS 39 et à IFRS 7*, qui a été publiée en septembre 2019. Les modifications prévoient un allègement pendant la période d'incertitude découlant du retrait graduel des taux d'intérêt de référence (notamment les taux interbancaires offerts [« TIO »]).

La Société conclut des swaps de taux d'intérêt pour couvrir le risque de taux d'intérêt relatif aux paiements d'intérêts futurs lors d'émissions de titres d'emprunt et de dépôts. La Société conclut également des instruments financiers dérivés de type swaptions qui procurent l'option de conclure un swap de taux d'intérêt dans le cadre de la stratégie de la Société visant à gérer son exposition au risque de taux d'intérêt quant aux paiements d'intérêts futurs lors d'émissions de titres d'emprunt et de dépôts. Lorsque la comptabilité de couverture peut s'appliquer, la Société comptabilise ces dérivés à titre de couvertures de flux de trésorerie.

Les relations de couverture de la Société sont fortement exposées au Canadian Dollar Offered Rate (« CDOR »). Dans le cadre de la réforme des TIO, le taux CDOR pourrait être abandonné, faire l'objet de changements de méthodologie ou devenir indisponible. La Banque du Canada a constitué le groupe de travail sur le taux de référence complémentaire pour le marché canadien (« TARCOR ») pour définir et s'attacher à élaborer un nouveau taux de référence sans risque pour les opérations en dollars canadiens. Le taux des opérations de pension à un jour (« CORRA ») a été recommandé comme solution de rechange au taux CDOR. Déjà disponible dans le marché, le taux CORRA est en cours d'amélioration et de réforme par son administrateur, la Banque du Canada. Compte tenu de ces changements, il existe de l'incertitude quant au calendrier et aux méthodes de transition des instruments financiers touchés par ceux-ci, ainsi que pour déterminer si les relations de couverture couvrant la variabilité des flux de trésorerie résultant de changements aux TIO continuent de répondre aux critères d'applicabilité de la comptabilité de couverture. Ces modifications adoptées visent notamment les exigences relatives à la comptabilisation de couverture, en permettant à la Société de présumer que le taux d'intérêt de référence sur lequel sont fondés les flux de trésorerie couverts et les flux de trésorerie de l'instrument de couverture ne serait pas modifié à la suite de la réforme des TIO, autorisant ainsi le maintien de la comptabilité de couverture.

La direction surveille de près les relations de couverture concernées par les changements possibles au taux CDOR et son remplacement potentiel par un nouveau taux de référence sans risque pour les opérations en dollars canadiens. Si les taux sans risque nouveaux ou révisés diffèrent des taux de référence antérieurs, des stratégies de couvertures nouvelles ou révisées pourraient être nécessaires pour mieux harmoniser les dérivés désignés comme instruments de couverture et les éléments couverts. Toutefois, étant donné l'incertitude des marchés, l'évaluation de l'incidence sur les stratégies de couverture de la Société et ses plans d'atténuation ne fait que commencer.

L'application obligatoire des modifications cesse au moment où l'incertitude au sujet de l'échéance ou du montant des flux de trésorerie découlant de la réforme des taux d'intérêt de référence ne subsiste plus ou lorsqu'il est mis fin à la relation de couverture, selon la première occurrence.

Les méthodes comptables décrites à la note 3 des états financiers consolidés de 2019 de la Société continuent de s'appliquer pour les éléments de comptabilité de couverture qui ne sont pas visés par les modifications et pour les couvertures qui ne sont pas directement concernées par la réforme des TIO.

Normes, modifications et interprétations publiées mais non encore adoptées

Les nouvelles normes, modifications et interprétations suivantes ont été publiées, mais elles ne sont pas en vigueur pour l'exercice clos le 2 janvier 2021 et, par conséquent, n'ont pas été appliquées dans le cadre de la préparation des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Contrats d'assurance

En mai 2017, l'International Accounting Standards Board (« IASB ») a publié IFRS 17, *Contrats d'assurance* (« IFRS 17 »), qui remplace IFRS 4, *Contrats d'assurance*, et qui établit un nouveau modèle de comptabilisation des obligations au titre des contrats d'assurance, des produits tirés des primes et des charges liées aux réclamations. IFRS 17 est en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2021. En juin 2020, l'IASB a publié des modifications à IFRS 17 afin de répondre à des préoccupations et à des enjeux liés à la mise en œuvre cernés après la publication d'IFRS 17 en 2017. Ces modifications comprenaient également le report de deux ans de la date d'entrée en vigueur, au 1^{er} janvier 2023. L'adoption anticipée est permise. La Société évalue l'incidence potentielle de cette norme.

Classement des passifs en tant que passifs courants ou passifs non courants (modifications à IAS 1)

En janvier 2020, l'IASB a publié le *Classement des passifs en tant que passifs courants ou passifs non courants*, qui modifie IAS 1, *Présentation des états financiers*. Les modifications de portée limitée touchent uniquement la présentation des passifs dans l'état de la situation financière, et non les montants ou le moment de leur comptabilisation. Ces modifications clarifient que le classement des passifs en tant que passifs courants ou non courants est fondé sur les droits qui existent à la fin de la période de présentation de l'information financière et que le classement n'est pas touché par les attentes quant à l'exercice du droit de l'entité de différer le règlement d'un passif. Elles établissent également la définition de règlement pour préciser que, par règlement, on entend le transfert à l'autre partie d'éléments de trésorerie, d'instruments de capitaux propres, d'autres actifs ou de services. Ces modifications entrent en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2022. L'application anticipée est permise. La Société évalue l'incidence potentielle de ces modifications. En juillet 2020, en raison de la COVID-19, l'IASB a reporté la date d'entrée en vigueur de un an afin d'accorder plus de temps aux sociétés pour la mise en œuvre des changements de classement résultant des modifications.

Modifications à IFRS 16, Contrats de location – allègements de loyer liés à la COVID-19

En mai 2020, l'IASB a publié une modification à IFRS 16, *Contrats de location*, afin de faciliter la comptabilisation par les preneurs des allègements de loyer liés à la COVID-19 comme les congés de loyer et les réductions temporaires de loyer. Aux termes de cette modification, les preneurs n'ont pas à considérer les contrats de location individuellement pour déterminer si les allègements de loyer accordés en tant que conséquence directe de la pandémie de COVID-19 constituent une modification de contrat de location, et elle permet aux preneurs de comptabiliser ces allègements comme s'ils n'étaient pas des modifications de contrats de location. La modification s'applique aux allègements de loyer visant la réduction de paiements de loyers exigibles au plus tard le 30 juin 2021. Elle est en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} juin 2020 et l'application anticipée est permise. La Société évalue l'incidence potentielle de cette modification.

Améliorations annuelles 2018-2020 et modifications de portée limitée

En mai 2020, l'IASB a publié des modifications de portée limitée visant trois normes (IFRS 3, *Regroupements d'entreprises*, IAS 16, *Immobilisations corporelles*, et IAS 37, *Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels*), ainsi que les améliorations annuelles 2018-2020. Ces modifications visent à clarifier le libellé ou à corriger des conséquences mineures, des incohérences ou des erreurs entre les exigences contenues dans ces normes. La Société évalue l'incidence potentielle de ces modifications de portée limitée. Les modifications entreront en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2022.

Réforme des taux d'intérêt de référence – phase 2 (modifications à IFRS 9, à IAS 39, à IFRS 7, à IFRS 4 et à IFRS 16)

En août 2020, à l'achèvement des modifications aux normes IFRS relatives à la réforme des TIO, l'IASB a publié la *Réforme des taux d'intérêt de référence – phase 2, modifications à IFRS 9, à IAS 39, à IFRS 7, à IFRS 4 et à IFRS 16* (les « modifications de la phase 2 »). En ce qui concerne les changements aux instruments financiers qui sont directement requis par la réforme des TIO, les modifications de la phase 2 prévoient essentiellement : i) une mesure de simplification pour comptabiliser un changement dans la base permettant de déterminer les flux de trésorerie contractuels d'un actif financier ou d'un passif financier qui est requis aux termes de la réforme des TIO, sous forme de révision du taux d'intérêt effectif de l'actif financier ou du passif financier; ii) des exceptions aux dispositions relatives à la comptabilité de couverture prévoyant un allègement à la cessation de relations de couverture en raison de changements à la documentation requis aux termes de la réforme des TIO; et iii) certaines informations à fournir supplémentaires à propos de l'exposition de la Société à des risques découlant de la réforme des TIO et des activités de gestion des risques connexes.

IFRS 16 a également été modifiée pour prévoir une exception temporaire visant les situations où des contrats de location qui font mention d'un TIO particulier devront être modifiés en raison de la réforme des TIO. Les preneurs doivent réévaluer leurs obligations locatives comme pour tout autre changement d'estimation, plutôt que par l'entremise d'une modification du contrat de location. Le montant résultant de la réévaluation est comptabilisé à titre d'ajustement de l'actif au titre du droit d'utilisation.

Les modifications de la phase 2 sont en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2021, et l'adoption anticipée est permise. La Société évalue l'incidence potentielle de ces modifications.

8.3 Mesures clés de performance opérationnelle et mesures financières non conformes aux PCGR

La Société utilise certaines mesures clés de performance opérationnelle et mesures financières non conformes aux PCGR et elle estime que celles-ci fournissent des renseignements utiles à la direction et aux investisseurs pour évaluer la performance financière et la situation financière de la Société, pour les raisons suivantes.

8.3.1 Mesures clés de performance opérationnelle

Ventes au détail

Les ventes au détail font référence à la valeur au point de vente de tous les biens et services vendus aux clients de détail dans les magasins exploités par des marchands, les franchisés Mark's et SportChek, les détaillants de la Division pétrolière et dans les succursales de toutes les enseignes, et des services fournis dans le cadre de l'offre des Services résidentiels ainsi que des biens vendus par l'entremise des réseaux de vente en ligne de la Société. Le total de ces ventes au détail ne fait pas partie des états financiers consolidés intermédiaires résumés de la Société. Les ventes des enseignes du secteur Détail sont décrites dans les notes de bas de page du tableau figurant à la section 4.2.2 du présent rapport de gestion. Les ventes au détail excluent les ventes au détail d'Helly Hansen dans ses magasins de détail.

La direction est d'avis que les ventes au détail et les données de comparaison d'un exercice à l'autre fournissent des informations utiles aux investisseurs, qui s'attendent à obtenir ces informations et s'y réfèrent en vue d'évaluer la taille et la vitalité financière du réseau de magasins de détail de la Société. Ces mesures servent également d'indication de la solidité de la marque de la Société, ce qui a finalement une incidence sur sa performance financière consolidée.

Ventes comparables

Les ventes comparables sont une mesure utilisée par la direction et qui est également communément utilisée dans le secteur du commerce de détail pour déterminer la croissance des ventes générées par le réseau de magasins existants et éliminer l'incidence de l'ouverture et de la fermeture de magasins au cours de la période. Le calcul comprend les ventes dans tous les magasins ouverts depuis au moins un an et une semaine et les ventes de cybercommerce. La Société examine également les ventes comparables consolidées, qui comprennent les ventes comparables de Canadian Tire (incluant PartSource et PHL), de SportChek et de Mark's, mais excluent les ventes comparables de la Division pétrolière et d'Helly Hansen. Les ventes comparables et la croissance des ventes au détail de Canadian Tire, de Mark's et de SportChek sont décrites plus en détail à la section 4.2.2 du présent rapport de gestion.

Ventes par pied carré

La direction et les investisseurs ont recours à la comparaison des ventes par pied carré sur plusieurs périodes afin de déterminer si le lancement de nouveaux aménagements de magasins et de stratégies de commercialisation de la Société rend plus productive l'utilisation des actifs existants. Les ventes par pied carré de Canadian Tire, de Mark's et de SportChek sont décrites à la section 4.2.2 du présent rapport de gestion.

Rendement du capital investi dans les activités de détail

La Société estime que le rendement du capital investi dans les activités de détail est utile pour évaluer le rendement du capital investi dans ses actifs de détail. Le rendement du capital investi dans les activités de détail est calculé en divisant le bénéfice tiré des activités de détail sur 12 mois par le capital moyen investi. Le bénéfice tiré des activités de détail est défini comme étant le bénéfice après impôt du secteur Détail, excluant les charges d'intérêts, la dotation à l'amortissement liée aux contrats de location, le bénéfice intersectoriel, les participations ne donnant pas le contrôle et tout élément de normalisation. Le capital investi moyen est défini comme étant le total des actifs du secteur Détail (excluant les actifs au titre de droits d'utilisation liés à IFRS 16), incluant les contrats de location simple inscrits à l'actif en fonction d'un facteur de huit, moins les passifs courants (excluant les obligations locatives aux termes d'IFRS 16) et les soldes intersectoriels du secteur Détail pour l'exercice en cours et l'exercice précédent.

Rendement des créances

Le rendement des créances est utilisé par la direction pour évaluer la rentabilité de l'ensemble du portefeuille de créances des Services Financiers. Le rendement des créances est calculé au moyen de la division du bénéfice avant impôt et des profits/pertes à la cession d'immobilisations corporelles par le total du portefeuille géré moyen sur 12 mois.

8.3.2 Mesures financières non conformes aux PCGR

BAIIA normalisé consolidé ajusté pour tenir compte des charges locatives, BAIIA normalisé et BAIIA

Le tableau suivant présente un rapprochement du bénéfice consolidé avant impôt, charges financières nettes, amortissements et certains éléments de normalisation non récurrents normalisés, soit le BAIIA normalisé ajusté pour tenir compte des charges locatives et le BAIIA normalisé, respectivement, avec le bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Société Canadian Tire, qui est une mesure conforme aux PCGR présentée dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés pour les périodes closes le 26 septembre 2020 et le 28 septembre 2019. La direction utilise la normalisation pour exclure des éléments non liés à l'exploitation non récurrents, et elle a ajusté le BAIIA pour inclure une estimation des charges locatives, une charge d'exploitation importante des activités de commerce de détail. Le BAIIA normalisé ajusté pour tenir compte des charges locatives et le BAIIA normalisé, qui comprennent la marge brute normalisée et les frais de vente, généraux et administratifs normalisés et des ajustements pour tenir compte d'une estimation des charges locatives, servent de mesures supplémentaires pour évaluer la performance des activités courantes de la Société et sa capacité de générer des flux de trésorerie pour financer ses besoins de trésorerie, y compris ses dépenses d'investissement.

(en millions de dollars canadiens)	T3 2020	T3 2019	Cumul annuel T3 2020	Cumul annuel T3 2019
BAIIA normalisé ajusté pour tenir compte des charges locatives	588,1 \$	474,6 \$	911,6 \$	1 137,7 \$
Ajouter :				
Amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation	70,5	64,7	210,7	192,5
Charges financières nettes liées aux contrats de location	22,7	24,7	70,2	76,2
BAIIA normalisé	681,3 \$	564,0 \$	1 192,5 \$	1 406,4 \$
Moins les éléments de normalisation :				
Programme d'efficacité opérationnelle	7,6	19,8	21,4	27,9
Party City – frais connexes à l'acquisition	—	2,3	—	2,3
BAIIA	673,7 \$	541,9 \$	1 171,1 \$	1 376,2 \$
Moins :				
Amortissements, excluant les actifs au titre de droits d'utilisation ¹	100,8	98,8	309,2	291,3
Amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation	70,5	64,7	210,7	192,5
Charges financières nettes, autres que celles liées aux contrats de location	37,4	46,8	127,5	124,6
Charges financières nettes liées aux contrats de location	22,7	24,7	70,2	76,2
Bénéfice avant impôt	442,3 \$	306,9 \$	453,5 \$	691,6 \$
Charge (économie) d'impôt	116,0	79,2	112,7	162,7
Bénéfice net	326,3 \$	227,7 \$	340,8 \$	528,9 \$
Bénéfice net attribuable aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	30,0	30,5	77,8	84,6
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Société Canadian Tire normalisé	296,3 \$	197,2 \$	263,0 \$	444,3 \$

1. Les amortissements présentés dans les coûts des activités génératrices de produits pour les périodes de 13 et de 39 semaines closes le 26 septembre 2020 se sont chiffrés à 3,4 millions de dollars (2019 – 2,6 millions) et à 9,7 millions (2019 – 6,9 millions).

BAIIA normalisé consolidé ajusté pour tenir compte des charges locatives, BAIIA normalisé et BAIIA du secteur Détail

Le tableau suivant présente un rapprochement du bénéfice avant impôt, charges financières nettes, amortissements et certains éléments de normalisation non récurrents normalisés du secteur Détail, soit le BAIIA normalisé ajusté pour tenir compte des charges locatives et le BAIIA normalisé, respectivement, avec le bénéfice avant impôt, qui est une mesure supplémentaire conforme aux PCGR présentée dans les notes annexes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés pour les périodes closes le 26 septembre 2020 et le 28 septembre 2019. La direction utilise la normalisation pour exclure des éléments non liés à l'exploitation non récurrents, et elle a ajusté le BAIIA pour inclure une estimation des charges locatives, une charge d'exploitation importante des activités de commerce de détail. Le BAIIA normalisé ajusté pour tenir compte des charges locatives et le BAIIA normalisé, qui comprennent la marge brute normalisée et les frais de vente, généraux et administratifs normalisés et des ajustements pour tenir compte d'une estimation des charges locatives, servent de mesures supplémentaires pour évaluer la performance des activités courantes de la Société et sa capacité de générer des flux de trésorerie pour financer ses besoins de trésorerie, y compris ses dépenses d'investissement.

(en millions de dollars canadiens)	T3 2020	T3 2019	Cumul annuel T3 2020	Cumul annuel T3 2019
BAIIA normalisé ajusté pour tenir compte des charges locatives	412,6 \$	277,8 \$	438,5 \$	569,7 \$
Ajouter :				
Amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation	130,2	123,2	387,9	366,8
Charges financières nettes liées aux contrats de location	54,6	58,8	167,0	178,5
BAIIA normalisé	597,4 \$	459,8 \$	993,4 \$	1 115,0 \$
Moins les éléments de normalisation :				
Programme d'efficacité opérationnelle	7,6	19,8	21,4	27,9
Party City – frais connexes à l'acquisition	—	2,3	—	2,3
BAIIA	589,8 \$	437,7 \$	972,0 \$	1 084,8 \$
Moins :				
Amortissements, excluant les actifs au titre de droits d'utilisation ¹	82,3	80,3	254,1	239,5
Amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation	130,2	123,2	387,9	366,8
Charges financières nettes, autres que celles liées aux contrats de location	(3,5)	4,8	2,6	3,8
Charges financières nettes liées aux contrats de location	54,6	58,8	167,0	178,5
Bénéfice avant impôt	326,2 \$	170,6 \$	160,4 \$	296,2 \$

1. Les amortissements présentés dans les coûts des activités génératrices de produits pour les périodes de 13 et de 39 semaines closes le 26 septembre 2020 se sont chiffrés à 3,4 millions de dollars (2019 – 2,6 millions) et à 9,7 millions (2019 – 6,9 millions).

Frais de vente, généraux et administratifs normalisés ajustés pour tenir compte des charges locatives

Le tableau suivant présente un rapprochement des frais de vente, généraux et administratifs normalisés ajustés pour tenir compte des charges locatives, et les frais de vente, généraux et administratifs normalisés, avec les frais de vente, généraux et administratifs, qui est une mesure supplémentaire conforme aux PCGR présentée dans les notes annexes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés pour les périodes closes le 26 septembre 2020 et le 28 septembre 2019. La direction utilise la normalisation pour exclure des éléments non liés à l'exploitation non récurrents, et elle a ajusté les frais de vente, généraux et administratifs pour inclure une estimation des charges locatives, une charge d'exploitation importante des activités de commerce de détail. Les frais de vente, généraux et administratifs normalisés ajustés pour tenir compte des charges locatives et les frais de vente, généraux et administratifs normalisés servent de mesures supplémentaires pour évaluer la performance des activités courantes de la Société.

(en millions de dollars canadiens)	T3 2020	T3 2019	Cumul annuel T3 2020	Cumul annuel T3 2019
Frais de vente, généraux et administratifs normalisés ajustés pour tenir compte des charges locatives	756,5 \$	738,7 \$	2 295,0 \$	2 255,4 \$
Ajouter :				
Amortissements, excluant les actifs au titre de droits d'utilisation	97,4	96,2	299,5	284,4
Moins :				
Charges financières nettes liées aux contrats de location	22,7	24,7	70,2	76,2
Frais de vente, généraux et administratifs normalisés	831,2 \$	810,2 \$	2 524,3 \$	2 463,6 \$
Plus les éléments de normalisation :				
Programme d'efficacité opérationnelle	7,6	19,8	21,4	27,9
Party City – frais connexes à l'acquisition	—	2,3	—	2,3
Frais de vente, généraux et administratifs	838,8 \$	832,3 \$	2 545,7 \$	2 493,8 \$

Frais de vente, généraux et administratifs normalisés du secteur Détail ajustés pour tenir compte des charges locatives

Le tableau suivant présente un rapprochement des frais de vente, généraux et administratifs normalisés du secteur Détail ajustés pour tenir compte des charges locatives, et les frais de vente, généraux et administratifs normalisés du secteur Détail, avec les frais de vente, généraux et administratifs du secteur Détail, qui est une mesure supplémentaire conforme aux PCGR présentée dans les notes annexes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés pour les périodes closes le 26 septembre 2020 et le 28 septembre 2019. La direction utilise la normalisation pour exclure des éléments non liés à l'exploitation non récurrents, et elle a ajusté les frais de vente, généraux et administratifs pour inclure une estimation des charges locatives, une charge d'exploitation importante des activités de commerce de détail. Les frais de vente, généraux et administratifs normalisés ajustés pour tenir compte des charges locatives et les frais de vente, généraux et administratifs normalisés servent de mesures supplémentaires pour évaluer la performance des activités courantes de la Société.

(en millions de dollars canadiens)	T3 2020	T3 2019	Cumul annuel T3 2020	Cumul annuel T3 2019
Frais de vente, généraux et administratifs normalisés ajustés pour tenir compte des charges locatives	778,4 \$	761,1 \$	2 360,3 \$	2 319,3 \$
Ajouter :				
Amortissements, excluant les actifs au titre de droits d'utilisation	78,9	77,7	244,4	232,6
Moins :				
Charges financières nettes liées aux contrats de location	54,6	58,8	167,0	178,5
Frais de vente, généraux et administratifs normalisés	802,7 \$	780,0 \$	2 437,7 \$	2 373,4 \$
Plus les éléments de normalisation :				
Programme d'efficacité opérationnelle	7,6	19,8	21,4	27,9
Party City – frais connexes à l'acquisition	—	2,3	—	2,3
Frais de vente, généraux et administratifs	810,3 \$	802,1 \$	2 459,1 \$	2 403,6 \$

Bénéfice net normalisé

Le tableau suivant présente un rapprochement du bénéfice net normalisé et du bénéfice net, qui est une mesure conforme aux PCGR présentée dans les notes annexes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés pour les périodes closes le 26 septembre 2020 et le 28 septembre 2019. La direction est d'avis que le fait de normaliser le bénéfice net, une mesure conforme aux PCGR, est une méthode utile permettant d'évaluer la performance opérationnelle sous-jacente de la Société et aidant celle-ci à prendre des décisions en ce qui a trait à ses activités courantes.

(en millions de dollars canadiens)	T3 2020	T3 2019	Cumul annuel T3 2020	Cumul annuel T3 2019
Bénéfice net normalisé	331,9 \$	243,8 \$	356,5 \$	550,9 \$
Moins les éléments de normalisation :				
Programme d'efficacité opérationnelle	5,6	14,4	15,7	20,3
Party City – frais connexes à l'acquisition	—	1,7	—	1,7
Bénéfice net	326,3 \$	227,7 \$	340,8 \$	528,9 \$

Bénéfice net attribuable aux actionnaires normalisé et bénéfice par action normalisé

La direction est d'avis que le fait de normaliser le bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Société et le BPA de base, qui sont des mesures conformes aux PCGR, pour ces éléments non liés à l'exploitation est une méthode utile permettant d'évaluer la performance opérationnelle sous-jacente de la Société et aidant celle-ci à prendre des décisions en ce qui a trait à ses activités courantes.

Le tableau suivant présente un rapprochement du bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Société normalisé et du BPA de base et dilué normalisé avec les mesures conformes aux PCGR correspondantes.

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)	T3 2020		T3 2019		Cumul annuel T3 2020		Cumul annuel T3 2019	
	BPA	BPA	BPA	BPA	BPA	BPA	BPA	BPA
Bénéfice net/BPA de base	296,3 \$	4,87 \$	197,2 \$	3,20 \$	263,0 \$	4,32 \$	444,3 \$	7,18 \$
Ajout de l'incidence après impôt des éléments suivants, attribuables aux actionnaires de la Société :								
Programme d'efficacité opérationnelle	5,6	0,09	14,4	0,23	15,7	0,26	20,3	0,33
Party City – frais connexes à l'acquisition	—	—	1,7	0,03	—	—	1,7	0,03
Bénéfice net normalisé/BPA de base normalisé	301,9 \$	4,96 \$	213,3 \$	3,46 \$	278,7 \$	4,58 \$	466,3 \$	7,54 \$
Bénéfice net normalisé/BPA dilué normalisé	301,9 \$	4,93 \$	213,3 \$	3,46 \$	278,7 \$	4,56 \$	466,3 \$	7,53 \$

Dettes nettes ajustées

Les tableaux suivants présentent un rapprochement de la dette nette ajustée avec les mesures conformes aux PCGR. La Société est d'avis que la dette nette ajustée est pertinente pour évaluer le montant du levier financier utilisé.

Au 26 septembre 2020

(en millions de dollars canadiens)	Résultats consolidés	Détail	CT REIT	Services Financiers
Dettes nettes consolidées				
Dettes bancaires	6,8 \$	6,8 \$	— \$	— \$
Dépôts à court terme	966,6	—	—	966,6
Dépôts à long terme	2 282,4	—	—	2 282,4
Emprunts à court terme	563,9	267,1	—	296,8
Tranche courante de la dette à long terme	150,5	0,1	150,4	—
Dettes à long terme	4 114,8	950,5	987,2	2 177,1
Dettes	8 085,0	1 224,5	1 137,6	5 722,9
Actifs liquides ¹	(1 881,3)	(77,7)	(36,5)	(1 767,1)
Dettes (trésorerie) nettes	6 203,7	1 146,8	1 101,1	3 955,8
Dettes intersociétés	—	(1 526,3)	1 451,6	74,7
Dettes (trésorerie) nettes ajustées	6 203,7 \$	(379,5) \$	2 552,7 \$	4 030,5 \$

1. Les actifs liquides comprennent la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les placements à court terme et les placements à long terme.

Au 28 septembre 2019

(en millions de dollars canadiens)	Résultats consolidés	Détail	CT REIT	Services Financiers
Dettes nettes consolidées				
Dettes bancaires	39,6 \$	24,9 \$	— \$	14,7 \$
Dépôts à court terme	829,8	—	—	829,8
Dépôts à long terme	1 666,5	—	—	1 666,5
Emprunts à court terme	909,6	614,3	—	295,3
Tranche courante de la dette à long terme	538,4	0,7	37,7	500,0
Dettes à long terme	3 978,8	1 200,1	1 081,3	1 697,4
Dettes	7 962,7	1 840,0	1 119,0	5 003,7
Actifs liquides ¹	(575,5)	(133,7)	(47,7)	(394,1)
Dettes (trésorerie) nettes	7 387,2	1 706,3	1 071,3	4 609,6
Dettes intersociétés	—	(1 535,6)	1 451,6	84,0
Dettes (trésorerie) nettes ajustées	7 387,2 \$	170,7 \$	2 522,9 \$	4 693,6 \$

1. Les actifs liquides comprennent la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les placements à court terme et les placements à long terme.

Mesures financières de CT REIT non conformes aux PCGR

Bénéfice d'exploitation net

Le bénéfice d'exploitation net s'entend des produits locatifs ayant un effet de trésorerie tirés des immeubles de placement moins les charges d'exploitation liées aux immeubles. Le bénéfice d'exploitation net est utilisé comme un indicateur clé de la performance, puisqu'il s'agit d'une mesure des activités d'exploitation des biens immobiliers sur laquelle la direction exerce un contrôle.

CT REIT évalue sa performance en comparant le rendement du portefeuille, ajusté pour tenir compte de l'incidence des éléments non liés à l'exploitation et des acquisitions au cours de l'exercice en cours.

Le tableau suivant présente le lien entre le bénéfice d'exploitation net et les produits tirés des immeubles ainsi que les charges liées aux immeubles, calculés conformément aux PCGR, tels qu'ils sont présentés dans les états consolidés du résultat et du résultat global de CT REIT.

(en millions de dollars canadiens)	T3 2020	T3 2019	Cumul annuel T3 2020	Cumul annuel T3 2019
Produits tirés des immeubles	123,2 \$	121,7 \$	375,5 \$	365,3 \$
Moins :				
Charges liées aux immeubles	25,6	24,2	83,0	79,3
Produits locatifs comptabilisés de manière linéaire	2,4	3,6	7,8	10,6
Bénéfice d'exploitation net	95,2 \$	93,9 \$	284,7 \$	275,4 \$

Flux de trésorerie liés aux opérations et flux de trésorerie liés aux opérations ajustés

CT REIT calcule ses flux de trésorerie liés aux opérations et ses flux de trésorerie liés aux opérations ajustés conformément au livre blanc de l'Association des biens immobiliers du Canada sur les flux de trésorerie liés aux opérations et les flux de trésorerie liés aux opérations ajustés pour les normes IFRS, qui a été publié en février 2019. Les flux de trésorerie liés aux opérations et les flux de trésorerie liés aux opérations ajustés ne devraient pas être considérés comme des mesures de substitution au bénéfice net ou aux flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation calculés conformément aux normes IFRS.

La direction est d'avis que les flux de trésorerie liés aux opérations fournissent une mesure de la performance opérationnelle qui, dans le cadre d'une comparaison d'une période à l'autre, illustre l'incidence sur l'exploitation des tendances en matière de taux d'occupation, de taux de location, de charges d'exploitation et d'impôts fonciers, des activités d'acquisition et des charges d'intérêts, et offrent une perspective à l'égard de la performance financière que ne révèle pas nécessairement le bénéfice net établi conformément aux normes IFRS. Les flux de trésorerie liés aux opérations ajoutent des éléments au bénéfice net qui ne découlent pas des activités d'exploitation, comme les ajustements à la juste valeur. Cependant, les flux de trésorerie liés aux opérations comprennent les produits sans effet sur la trésorerie relatifs à la comptabilisation des produits locatifs calculés de manière linéaire et ne présentent aucune déduction au titre des dépenses d'investissement récurrentes nécessaires au maintien des flux de rentrées existants.

Les flux de trésorerie liés aux opérations ajustés sont une mesure supplémentaire du bénéfice économique récurrent utilisée dans le secteur immobilier pour évaluer la capacité de distribution d'une entité. CT REIT calcule les flux de trésorerie liés aux opérations ajustés en ajustant le bénéfice net en fonction de tous les ajustements utilisés pour calculer les flux de trésorerie liés aux opérations, ainsi que des ajustements pour tenir compte d'éléments des produits et des charges sans effet sur la trésorerie comme l'amortissement des produits locatifs comptabilisés de manière linéaire. Le bénéfice net est également ajusté au moyen d'une réserve servant à préserver la capacité de production nécessaire au maintien de l'infrastructure des immeubles et des produits tirés des immeubles, de même que des coûts de location directs. Les dépenses d'investissement liées aux immeubles ne sont pas engagées uniformément au cours de l'exercice ni d'un exercice à l'autre. Les réserves au titre des dépenses d'investissement dont on tient compte dans le calcul des flux de trésorerie liés aux opérations ajustés visent à refléter un niveau de dépenses annuelles moyen.

Le tableau suivant présente un rapprochement du bénéfice avant impôt, tel qu'il est présenté dans les notes annexes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés pour les périodes closes le 26 septembre 2020 et le 28 septembre 2019, et des flux de trésorerie liés aux opérations et des flux de trésorerie liés aux opérations ajustés.

(en millions de dollars canadiens)	T3 2020	T3 2019	Cumul annuel T3 2020	Cumul annuel T3 2019
Bénéfice avant impôt	64,1 \$	80,1 \$	169,3 \$	230,3 \$
Perte (profit) à la juste valeur	4,4	(13,0)	33,5	(36,7)
Impôt différé	(0,1)	(0,2)	0,5	0,1
Paiements sur le capital des contrats de location liés aux actifs au titre de droits d'utilisation	(0,2)	(0,1)	(0,6)	(0,3)
Juste valeur des attributions de titres de capitaux propres	0,2	0,3	(0,7)	1,4
Charges liées à la location interne	0,2	0,2	0,5	0,3
Flux de trésorerie liés aux opérations	68,6	67,3	202,5	195,1
Ajustement des produits locatifs tirés des immeubles comptabilisés de manière linéaire	(2,4)	(3,6)	(7,8)	(10,6)
Réserve au titre des dépenses d'investissement	(6,1)	(5,8)	(18,1)	(17,6)
Flux de trésorerie liés aux opérations ajustés	60,1 \$	57,9 \$	176,6 \$	166,9 \$

9. Principaux risques et gestion des risques

La Société est exposée à un certain nombre d'occasions et de risques dans le cours normal de ses activités. La gestion efficace des risques est une priorité clé pour la Société afin de soutenir la réalisation de ses stratégies et de ses objectifs d'affaires. La Société a par conséquent adopté un cadre de gestion des risques d'entreprise (le « cadre de GRE ») conçu afin de :

- protéger la Société et sa réputation;
- soutenir la réalisation des objectifs stratégiques de la Société;
- soutenir la planification et l'exploitation des activités en offrant un point de vue interfonctionnel de la gestion des risques, intégré dans les processus de planification stratégique et de présentation de l'information de toutes les sphères d'activités.

Se reporter à la section 10 du rapport de gestion de 2019 de la Société pour une description complète du cadre de GRE de la Société.

La Société œuvre en faveur d'une culture de gestion des risques solide en favorisant un ensemble commun de valeurs, de croyances, de connaissances et de compréhension des risques. Cette culture est essentielle au soutien du cadre de GRE dans l'ensemble de la Société.

Pour plus d'information sur les risques potentiels liés à la COVID-19, se reporter aux sections 3 et 12 du présent rapport de gestion et à la section 3 des rapports de gestion des premier et deuxième trimestres de 2020 de la Société.

10. Contrôles et procédures

Les renseignements détaillés sur les contrôles et les procédures de communication de l'information de la Société et de son contrôle interne à l'égard de l'information financière sont présentés à la section 11 du rapport de gestion de 2019 de la Société.

Changements au contrôle interne à l'égard de l'information financière

Au cours du trimestre clos le 26 septembre 2020, il n'y a eu aucun changement au contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société qui a eu ou dont on peut raisonnablement penser qu'il aura une incidence importante sur son contrôle interne à l'égard de l'information financière.

11. Responsabilité environnementale et sociale

11.1 Aperçu

La Société est fière d'être une marque canadienne de confiance et de faire partie intégrante des communautés canadiennes, s'engageant fermement à améliorer le contexte environnemental et social pour les Canadiens, nos communautés et notre planète. Notre stratégie en matière de responsabilité environnementale et sociale s'aligne sur les objectifs de développement durable des Nations unies et y contribue. Nos initiatives visent à produire des résultats améliorés dans les domaines de l'atténuation des risques liés au climat, des produits et des emballages, de l'approvisionnement et de l'inclusion. Nous identifions, évaluons et présentons les avantages environnementaux et sociaux résultant de ces initiatives.

Le rapport de la Société sur les avantages tirés des initiatives de développement durable et sur son empreinte environnementale annuelle est présenté à la section 12 du rapport de gestion de 2019 de la Société. Pour obtenir plus de renseignements, se reporter au site de la Société sur le développement durable de l'entreprise à l'adresse suivante : <https://corp.canadiantire.ca/French/durabilite/default.aspx>.

11.2 Responsabilité sociale : philanthropie d'entreprise

La Société soutient diverses causes sociales, mais la principale bénéficiaire est la Fondation Bon départ de Canadian Tire. Cette organisation caritative indépendante se consacre à aider financièrement les familles en difficulté financière dans les communautés du Canada par le financement des coûts associés à la participation des enfants à des sports organisés et à des activités physiques. Veuillez consulter le site de Bon départ pour plus d'information : <http://bondepart.canadiantire.ca/>.

11.3 Responsabilité sociale : soutien à la communauté

La Société a toujours eu à cœur d'aider les Canadiens à profiter de la vie au Canada. Les entreprises de la famille Canadian Tire sont fières de soutenir des initiatives locales au moyen d'un soutien communautaire et organisationnel, comme le sport amateur, les programmes de prévention des blessures et le secours en cas de catastrophe.

11.4 Responsabilité sociale : pratiques responsables en matière d'approvisionnement

La Société Canadian Tire est l'une des sociétés les plus dignes de confiance au Canada, et afin de maintenir et de renforcer cette confiance, nous exploitons des programmes d'approvisionnement responsable en vertu desquels nos employés, nos fournisseurs et les autres participants de notre chaîne d'approvisionnement doivent agir conformément à nos codes de conduite. Pour plus d'information sur les politiques et les activités de la Société en matière d'approvisionnement responsable, veuillez consulter le site de la Société à l'adresse suivante : <https://corp.canadiantire.ca/French/durabilite/responsabilite-sociale/default.aspx>.

12. Déclarations prospectives et autres communications aux investisseurs

Mise en garde relative aux déclarations prospectives

Le présent document contient des déclarations de nature prospective qui sont fondées sur les attentes actuelles de la direction quant à diverses questions, comme la performance financière et les résultats d'exploitation futurs de la Société. Les déclarations prospectives décrites ou intégrées par renvoi dans le présent document comprennent, sans s'y limiter, les affirmations concernant les éléments suivants :

- les répercussions de la COVID-19, y compris les déclarations de la Société concernant les activités des magasins et les comportements d'achat des consommateurs, à la section 3;
- le programme d'efficacité opérationnelle de la Société, y compris l'objectif en matière d'économies annualisées, à la section 3;
- l'intention de la Société quant au rachat de ses actions sans droit de vote de catégorie A, à la section 6.1.

Les déclarations prospectives fournissent de l'information sur les attentes et les projets actuels de la direction et de permettre aux investisseurs et aux autres lecteurs de mieux comprendre la situation financière, les résultats d'exploitation et le contexte opérationnel anticipés de la Société. Les lecteurs sont prévenus que ces renseignements pourraient ne pas convenir à d'autres fins. Certaines déclarations ne portant pas sur des faits historiques qui figurent dans le présent document, y compris, mais sans s'y limiter, les déclarations ayant trait aux attentes actuelles de la direction en ce qui concerne les résultats et les perspectives futurs possibles ou hypothétiques, les objectifs et priorités stratégiques de la Société, ses actions et leurs résultats, de même que les perspectives économiques et commerciales pour la Société, peuvent constituer des déclarations prospectives. Les déclarations prospectives sont souvent, mais pas toujours, signalées par des mots tels que « pouvoir », « supposer », « avoir l'intention de », « croire », « estimer », « planifier », « perspective », « prévision », « anticiper », « aspirer », « prévoir », « continuer », « en cours » ou la forme négative de ces mots ou par des variantes similaires. Les déclarations prospectives reposent sur des hypothèses posées, des analyses ou des estimations faites et des avis et des opinions donnés par la direction à la lumière de son expérience et selon sa perception des tendances, de la situation actuelle et des faits futurs prévus ainsi que d'autres facteurs qu'elle estime appropriés et raisonnables à la date à laquelle ces déclarations sont faites.

Par leur nature, les déclarations prospectives obligent la direction à poser des hypothèses et comportent des risques et des incertitudes intrinsèques, ce qui pourrait faire en sorte que les hypothèses, les analyses, les estimations, les avis et les opinions de la Société soient incorrects et que les attentes et les plans de la Société ne se réalisent pas. Les hypothèses importantes et les avis de la direction, qui pourraient s'avérer inexacts, comprennent, sans s'y limiter, l'ampleur, la durée et l'incidence de la COVID-19, y compris les mesures adoptées par les autorités gouvernementales ou publiques en réaction à la pandémie, l'efficacité de certaines mesures de performance, les conditions actuelles et futures en matière de concurrence et la position de la Société dans le contexte concurrentiel, les capacités fondamentales de la Société et les attentes quant à la capacité de la Société à disposer de liquidités suffisantes pour répondre à ses obligations contractuelles. Les attentes de la direction quant au programme d'efficacité opérationnelle sont fondées sur certaines hypothèses liées aux économies de coût et aux gains d'efficacité opérationnelle anticipés. Bien que la Société estime que l'information prospective présentée dans ce document repose sur des renseignements, des hypothèses et des avis qui sont actuels, raisonnables et complets, une telle information est nécessairement assujettie à un certain nombre de facteurs qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement des attentes et des plans de la direction qui y sont exprimés. Ces facteurs, dont plusieurs sont indépendants de la volonté de la Société et dont elle peut difficilement prédire les répercussions, comprennent : a) le risque de crédit, le risque de marché, le risque de change, les risques opérationnels, le risque de liquidité et le risque de financement, y compris les changements de la conjoncture et les variations des taux d'intérêt et des taux d'imposition; b) la capacité de la Société à attirer et à conserver des employés pour toutes ses entreprises, des marchands, des détaillants de la Division pétrolière de Canadian Tire, ainsi que des franchisés Mark's et SportChek de grande qualité, ainsi que les ententes financières de la Société avec eux; c) la croissance de certaines activités et de certains secteurs du marché et la volonté des clients d'effectuer leurs achats dans les magasins de la Société ou de se procurer des articles de ses marques grand public et ses produits et services financiers; d) les marges et les ventes de la Société et celles de ses concurrents; e) les préférences et les attentes changeantes des consommateurs envers le cybercommerce, la vente au détail en ligne et l'arrivée de nouvelles technologies; f) les effets possibles sur nos activités de conflits internationaux, des contextes politiques et d'autres faits nouveaux, notamment les changements concernant ou touchant les questions économiques et commerciales, ainsi que l'écllosion de contagions ou de pandémies; g) les risques et les incertitudes liés à la gestion de l'information, aux technologies, aux cybermenaces, à la gestion et à l'aménagement de biens, aux risques liés à l'environnement, à la gestion de la chaîne d'approvisionnement, à la sécurité des produits, aux modifications de nature législative et réglementaire, à la concurrence, à la saisonnalité, aux conditions météorologiques, aux changements climatiques, aux prix des marchandises et à l'interruption des activités, aux relations de la Société avec les fournisseurs, les fabricants, les partenaires et les autres tiers et au changement des prises de position faisant autorité en comptabilité actuelles, le risque d'atteinte à la réputation des marques dont la Société fait la promotion et le coût de l'expansion du réseau de magasins et des conversions; h) la structure du capital, la stratégie de financement, le programme de contrôle des coûts et le cours des actions de la Société; i) la capacité de la Société à obtenir toutes les approbations réglementaires requises; j) la capacité de la Société à conclure toute acquisition proposée; et k) la capacité de la Société à réaliser les avantages et les synergies attendus de ses acquisitions. En ce qui concerne les déclarations à l'égard du programme d'efficacité opérationnelle de la Société, ces facteurs comprennent aussi : a) la possibilité que la Société ne réalise pas les économies annualisées ciblées; b) la possibilité que le programme entraîne des répercussions inattendues sur la performance globale; c) la possibilité que les coûts non récurrents et les dépenses d'investissement liés au programme soient plus importants que prévu; et d) la possibilité que la Société ne réalise pas la récupération attendue dans le délai anticipé pour les indemnités de départ, les coûts liés à la fermeture de magasins et les autres charges connexes enregistrés. Les

risques additionnels et les incertitudes liés à la COVID-19 sont analysés à la section 3, Événements importants ayant eu une incidence sur la Société au cours du trimestre, du présent rapport de gestion, ainsi que dans les rapports de gestion des premier et deuxième trimestres. La direction signale que la liste de facteurs et d'hypothèses qui précède n'est pas exhaustive et que d'autres facteurs pourraient avoir une incidence défavorable sur les résultats de la Société. Les investisseurs et les autres lecteurs sont priés de tenir compte des risques, des incertitudes, des facteurs et des hypothèses susmentionnés au moment d'évaluer les déclarations prospectives et sont prévenus de ne pas se fier indûment à celles-ci.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur les risques, les incertitudes et les hypothèses qui pourraient faire en sorte que les résultats réels de la Société diffèrent considérablement des attentes actuelles, se reporter à la section 9, Risques importants et gestion des risques, ainsi qu'à toutes ses sous-sections, du présent rapport de gestion. Se reporter également à la section 2.8, Facteurs de risque, de la notice annuelle de 2019 de la Société, ainsi qu'aux autres documents publics déposés par la Société, disponibles en ligne sur le site de SEDAR (« Système électronique de données, d'analyse et de recherche »), à l'adresse www.sedar.com, et à l'adresse <https://investors.canadiantire.ca/French/investisseurs/default.aspx>.

L'information prospective présentée dans ce document reflète certains facteurs et hypothèses à la date des présentes. Elle ne tient pas compte de l'incidence des transactions, des éléments non récurrents, ni des autres éléments inhabituels annoncés ou survenus après la date de présentation de ces déclarations sur les activités de la Société. La Société ne s'engage pas à mettre à jour quelque énoncé prospectif que ce soit, verbal ou écrit, qu'elle peut formuler à l'occasion ou qui peut être fait en son nom, pour tenir compte de nouveaux renseignements ou d'événements futurs ou pour un autre motif, sauf si les lois sur les valeurs mobilières en vigueur l'exigent.

L'information disponible sur les sites Web mentionnés dans le présent rapport de gestion ou pouvant être obtenue par l'intermédiaire de ces sites ne fait pas partie de ce rapport de gestion et n'est pas intégrée par renvoi dans le présent rapport de gestion. Les références à des sites Web ne constituent pas des hyperliens et ne sont faites qu'à titre d'information, et à aucune autre fin.

Le présent document contient des noms commerciaux, des marques de commerce et des marques de service de la Société et d'autres organisations, qui sont toutes la propriété de leur propriétaire respectif. À des fins pratiques, les noms commerciaux, les marques de commerce et les marques de service mentionnés dans ce document ne portent pas les symboles ^{MD} ou ^{MC}.

Engagement en matière de présentation de l'information à fournir et de communication aux investisseurs

La Société s'efforce de respecter des normes élevées en matière de présentation de l'information à fournir et de communication aux investisseurs, et ses méthodes de publication de l'information financière ont été reconnues comme exemplaires. Reflet de l'engagement de la Société à fournir une information intégrale et transparente, la section Investisseurs du site Web de la Société, à l'adresse <https://investors.canadiantire.ca/French/investisseurs/default.aspx>, fournit toute l'information pertinente pour les investisseurs, notamment les documents suivants :

- le rapport aux actionnaires;
- la notice annuelle;
- la circulaire d'information de la direction;
- les rapports trimestriels;
- les fiches d'information trimestrielles et autres renseignements supplémentaires;
- les documents de référence sur les changements apportés à la présentation de l'information de la Société;
- les conférences téléphoniques diffusées sur le Web (archivées pendant un an).

Le rapport aux actionnaires, la notice annuelle, la circulaire d'information de la direction et les rapports trimestriels de la Société sont également disponibles à l'adresse www.sedar.com.

Pour communiquer avec le service des relations avec les investisseurs, veuillez envoyer un courriel à l'adresse investor.relations@cantire.com.

Le 4 novembre 2020

LA SOCIÉTÉ CANADIAN TIRE LIMITÉE
ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS
TROISIÈME TRIMESTRE DE 2020

Index des états financiers et notes annexes

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

Bilans consolidés intermédiaires résumés (non audité)	52
États consolidés intermédiaires résumés du résultat net (non audité)	53
États consolidés intermédiaires résumés du résultat global (non audité)	54
Tableaux consolidés intermédiaires résumés des flux de trésorerie (non audité).....	55
États consolidés intermédiaires résumés des variations des capitaux propres (non audité)	56

NOTES ANNEXES (NON AUDITÉ)

Note 1. La Société et ses activités	57
Note 2. Base d'établissement	57
Note 3. Gestion du capital	61
Note 4. Liquidités et financement.....	62
Note 5. Secteurs opérationnels.....	62
Note 6. Créances sur prêts	65
Note 7. Dette à long terme	67
Note 8. Capital social	68
Note 9. Paiements fondés sur des actions	69
Note 10. Produits.....	69
Note 11. Coûts des activités génératrices de produits.....	70
Note 12. Frais de vente, généraux et administratifs	71
Note 13. Charges financières nettes.....	71
Note 14. Impôt sur le résultat	72
Note 15. Notes aux tableaux consolidés intermédiaires résumés des flux de trésorerie	73
Note 16. Instruments financiers	73
Note 17. Éventualités	75

Bilans consolidés intermédiaires résumés

(en millions de dollars canadiens) (non audité)	Au 26 septembre 2020	Au 28 septembre 2019	Au 28 décembre 2019
ACTIF			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 15)	1 302,8 \$	226,2 \$	205,5 \$
Placements à court terme	402,2	233,3	201,7
Créances clients et autres débiteurs	917,7	1 004,9	938,3
Créances sur prêts (note 6)	4 975,0	5 598,2	5 813,8
Stocks de marchandises	2 505,1	2 611,1	2 212,9
Impôt sur le résultat à recouvrer	36,0	46,7	33,2
Charges payées d'avance et dépôts	179,7	165,3	139,3
Actifs classés comme détenus en vue de la vente	15,6	7,2	10,6
Total des actifs courants	10 334,1	9 892,9	9 555,3
Créances à long terme et autres actifs	683,1	825,6	807,8
Placements à long terme	176,3	116,0	138,9
Goodwill et immobilisations incorporelles	2 331,3	2 275,6	2 414,3
Immeubles de placement	391,1	374,8	389,1
Immobilisations corporelles	4 247,1	4 219,8	4 283,3
Actifs au titre de droits d'utilisation	1 512,4	1 562,9	1 610,4
Impôt différé	297,5	347,8	319,2
Total de l'actif	19 972,9 \$	19 615,4 \$	19 518,3 \$
PASSIF			
Dette bancaire (note 15)	6,8 \$	39,6 \$	10,4 \$
Dépôts	966,6	829,8	790,8
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	2 555,6	2 310,6	2 492,4
Provisions	169,3	164,8	190,2
Emprunts à court terme	563,9	909,6	450,0
Emprunts	552,4	659,3	621,5
Tranche courante des obligations locatives	355,7	316,2	335,3
Impôt à payer	100,2	66,5	72,6
Tranche courante de la dette à long terme	150,5	538,4	788,2
Total des passifs courants	5 421,0	5 834,8	5 751,4
Provisions à long terme	68,3	58,4	61,1
Dette à long terme	4 114,8	3 978,8	3 730,2
Dépôts à long terme	2 282,4	1 666,5	1 653,4
Obligations locatives à long terme	1 719,1	1 861,1	1 871,0
Impôt différé	121,3	140,7	136,4
Autres passifs à long terme	789,6	779,7	810,1
Total du passif	14 516,5	14 320,0	14 013,6
CAPITAUX PROPRES			
Capital social (note 8)	593,5	588,8	588,0
Surplus d'apport	2,9	2,9	2,9
Cumul des autres éléments de (perte) globale	(203,4)	(138,0)	(129,9)
Bénéfices non distribués	3 732,3	3 539,6	3 729,6
Capitaux propres attribuables aux actionnaires de la Société Canadian Tire	4 125,3	3 993,3	4 190,6
Détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	1 331,1	1 302,1	1 314,1
Total des capitaux propres	5 456,4	5 295,4	5 504,7
Total du passif et des capitaux propres	19 972,9 \$	19 615,4 \$	19 518,3 \$

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

États consolidés intermédiaires résumés du résultat net

(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions et les montants par action) (non audité)	Pour les périodes de 13 semaines closes		Pour les périodes de 39 semaines closes	
	le 26 septembre 2020	le 28 septembre 2019	le 26 septembre 2020	le 28 septembre 2019
Produits (note 10)	3 986,4 \$	3 636,7 \$	9 996,5 \$	10 217,7 \$
Coûts des activités génératrices de produits (note 11)	2 639,6	2 408,1	6 769,8	6 846,9
Marge brute	1 346,8	1 228,6	3 226,7	3 370,8
Autres charges (produits)	5,6	17,9	29,8	(15,4)
Frais de vente, généraux et administratifs (note 12)	838,8	832,3	2 545,7	2 493,8
Charges financières nettes (note 13)	60,1	71,5	197,7	200,8
Bénéfice avant impôt	442,3	306,9	453,5	691,6
Impôt sur le résultat	116,0	79,2	112,7	162,7
Bénéfice net	326,3 \$	227,7 \$	340,8 \$	528,9 \$
Bénéfice net attribuable aux :				
Actionnaires de la Société Canadian Tire	296,3 \$	197,2 \$	263,0 \$	444,3 \$
Détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	30,0	30,5	77,8	84,6
	326,3 \$	227,7 \$	340,8 \$	528,9 \$
Bénéfice par action de base	4,87 \$	3,20 \$	4,32 \$	7,18 \$
Bénéfice par action dilué	4,84 \$	3,20 \$	4,30 \$	7,17 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires et d'actions de catégorie A sans droit de vote en circulation :				
De base	60 808 021	61 619 653	60 928 842	61 861 892
Dilué	61 185 383	61 678 957	61 101 887	61 930 350

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

États consolidés intermédiaires résumés du résultat global

(en millions de dollars canadiens) (non audité)	Pour les périodes de 13 semaines closes		Pour les périodes de 39 semaines closes	
	le 26 septembre 2020	le 28 septembre 2019	le 26 septembre 2020	le 28 septembre 2019
Bénéfice net	326,3 \$	227,7 \$	340,8 \$	528,9 \$
Autres éléments de (perte) globale, déduction faite de l'impôt				
Éléments qui pourront ultérieurement être reclassés en résultat net :				
(Pertes nettes) profits nets lié(e)s à la juste valeur sur les instruments de couverture conclus pour les couvertures de flux de trésorerie ne faisant pas l'objet d'un ajustement de base	(1,5)	0,2	(33,2)	(22,3)
Coût différé de la couverture ne faisant pas l'objet d'un ajustement de base – variations de la juste valeur de la valeur temps d'une option relativement à des éléments couverts liés à un intervalle de temps	3,9	(1,7)	(3,6)	(10,3)
Reclassement de la perte en résultat	0,5	0,9	1,0	0,3
Écart de change	(10,1)	(51,4)	(61,8)	(80,6)
Éléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat net :				
(Pertes nettes) profits nets lié(e)s à la juste valeur sur les instruments de couverture conclus pour les couvertures de flux de trésorerie assujettis à l'ajustement de base	(25,8)	20,2	54,4	(36,7)
Autres éléments de (perte) globale	(33,0) \$	(31,8) \$	(43,2) \$	(149,6) \$
Autres éléments de (perte) bénéfique global(e) attribuables aux :				
Actionnaires de la Société Canadian Tire	(33,5) \$	(31,8) \$	(36,0) \$	(143,3) \$
Détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	0,5	—	(7,2)	(6,3)
	(33,0) \$	(31,8) \$	(43,2) \$	(149,6) \$
Bénéfice global	293,3 \$	195,9 \$	297,6 \$	379,3 \$
Bénéfice global attribuable aux :				
Actionnaires de la Société Canadian Tire	262,8 \$	165,4 \$	227,0 \$	301,0 \$
Détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	30,5	30,5	70,6	78,3
	293,3 \$	195,9 \$	297,6 \$	379,3 \$

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Tableaux consolidés intermédiaires résumés des flux de trésorerie

(en millions de dollars canadiens) (non audité)	Pour les périodes de 13 semaines closes		Pour les périodes de 39 semaines closes	
	le 26 septembre 2020	le 28 septembre 2019	le 26 septembre 2020	le 28 septembre 2019
Flux de trésorerie liés aux activités suivantes :				
Activités d'exploitation				
Bénéfice net	326,3 \$	227,7 \$	340,8 \$	528,9 \$
Ajustements pour tenir compte des éléments suivants :				
Amortissement des immobilisations corporelles, des immeubles de placement, d'actifs détenus en vue de la vente et d'actifs au titre de droits d'utilisation (notes 11 et 12)	144,4	136,0	435,1	402,9
Perte de valeur des immobilisations corporelles, des actifs au titre de droits d'utilisation et des immobilisations incorporelles (note 2)	—	—	27,9	0,6
Impôt sur le résultat	116,0	79,2	112,7	162,7
Charges financières nettes (note 13)	60,1	71,5	197,7	200,8
Amortissement des immobilisations incorporelles (note 12)	26,9	27,5	84,8	80,9
Perte (profit) à la cession d'immobilisations corporelles, d'immeubles de placement, d'actifs détenus en vue de la vente et d'actifs au titre de droits d'utilisation	2,9	2,4	(5,9)	(27,1)
Total, à l'exception des éléments suivants :	676,6	544,3	1 193,1	1 349,7
Intérêts versés	(72,7)	(87,8)	(217,3)	(250,7)
Intérêts reçus	4,0	13,1	12,4	22,1
Impôt sur le résultat payé	(64,3)	(29,0)	(69,8)	(276,2)
Variation des créances sur prêts	192,1	(51,7)	934,8	(89,1)
Variation du fonds de roulement d'exploitation et autres	(247,5)	(486,0)	(173,0)	(775,0)
Flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités d'exploitation	488,2	(97,1)	1 680,2	(19,2)
Activités d'investissement				
Entrées d'immobilisations corporelles et d'immeubles de placement	(54,8)	(105,2)	(189,0)	(261,8)
Entrées d'immobilisations incorporelles	(55,4)	(46,7)	(103,2)	(160,2)
Total des entrées	(110,2)	(151,9)	(292,2)	(422,0)
Acquisition de placements à court terme	(307,4)	(105,0)	(467,4)	(256,1)
Produit à l'échéance et à la cession de placements à court terme	106,7	113,2	296,8	252,9
Produit de la cession d'immobilisations corporelles, d'immeubles de placements et d'actifs détenus en vue de la vente	1,9	(0,6)	3,5	17,7
Paiements de loyers au titre de contrats de sous-location sous forme de contrats de location-financement (sur le capital)	4,2	5,2	12,6	12,8
Acquisition de placements à long terme et autres	(21,6)	(10,0)	(68,8)	(10,0)
Flux de trésorerie (affectés aux) activités d'investissement	(326,4)	(149,1)	(515,5)	(404,7)
Activités de financement				
Dividendes versés	(65,4)	(60,7)	(197,4)	(181,8)
Distributions payées à des détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	(24,2)	(19,9)	(65,5)	(58,9)
Total des dividendes et des distributions payés	(89,6)	(80,6)	(262,9)	(240,7)
Émission nette de titres d'emprunt à court terme	175,0	340,7	113,9	531,5
Émission de titres d'emprunt	13,6	76,4	164,7	226,8
Remboursement de titres d'emprunt	(73,5)	(82,4)	(233,7)	(222,1)
Émission de titres d'emprunt à long terme	480,0	—	1 198,6	570,9
Remboursement sur la dette à long terme	(1 450,1)	(500,1)	(1 450,7)	(500,7)
Paiement d'obligations locatives (sur le capital)	(84,5)	(62,0)	(254,6)	(231,5)
Paiement des coûts de transaction liés à la dette à long terme	(1,9)	(0,5)	(2,2)	(2,6)
Rachat d'actions	(3,7)	(11,5)	(107,9)	(207,2)
Produit de la cession partielle d'une participation dans CT REIT	—	142,6	—	142,6
Produit net de l'émission de parts de fiducie à des détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	—	86,3	—	86,3
Paiements liés aux instruments financiers	(15,6)	(5,4)	(30,4)	(35,3)
Variation des dépôts	192,7	(51,3)	801,4	22,1
Flux de trésorerie (affectés aux) provenant des activités de financement	(857,6)	(147,8)	(63,8)	140,1
Flux de trésorerie (utilisés) générés au cours de la période	(695,8)	(394,0)	1 100,9	(283,8)
Trésorerie et équivalents de trésorerie, déduction faite de la dette bancaire, au début	1 991,8	580,6	195,1	470,4
Trésorerie et équivalents de trésorerie, déduction faite de la dette bancaire, à la fin	1 296,0 \$	186,6 \$	1 296,0 \$	186,6 \$

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

États consolidés intermédiaires résumés des variations des capitaux propres

(en millions de dollars canadiens) (non audité)	Total du cumul des autres éléments de bénéfice (perte) global(e)					Bénéfices non distribués	Capitaux propres attribuables aux actionnaires de la Société Canadian Tire	Capitaux propres attribuables aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
	Capital social	Surplus d'apport	Couvertures des flux de trésorerie	Écart de change	Total du cumul des autres éléments de bénéfice (perte) global(e)				
Solde au 28 décembre 2019	588,0	2,9	(28,3)	(101,6)	(129,9)	3 729,6	4 190,6	1 314,1	5 504,7
Bénéfice net	—	—	—	—	—	263,0	263,0	77,8	340,8
Autres éléments de bénéfice (perte) global(e)	—	—	25,8	(61,8)	(36,0)	—	(36,0)	(7,2)	(43,2)
Total du bénéfice (de la perte) global(e)	—	—	25,8	(61,8)	(36,0)	263,0	227,0	70,6	297,6
Transferts des (profits) liés aux couvertures de flux de trésorerie dans les actifs non financiers	—	—	(37,5)	—	(37,5)	—	(37,5)	—	(37,5)
Apports des/distributions aux actionnaires de la Société Canadian Tire									
Émission d'actions de catégorie A sans droit de vote (note 8)	10,6	—	—	—	—	—	10,6	—	10,6
Rachat d'actions de catégorie A sans droit de vote (note 8)	(107,1)	—	—	—	—	—	(107,1)	—	(107,1)
Reprise de la charge à payer au titre de l'engagement relatif au programme de rachat d'actions automatique (note 8)	3,0	—	—	—	—	46,1	49,1	—	49,1
Excédent du prix de rachat sur le coût moyen (note 8)	99,0	—	—	—	—	(99,0)	—	—	—
Dividendes	—	—	—	—	—	(207,4)	(207,4)	—	(207,4)
Apports des/distributions aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle									
Émission de parts de fiducie à des détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle, déduction faite des coûts de transaction	—	—	—	—	—	—	—	12,1	12,1
Distributions et dividendes aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	—	—	—	—	—	—	—	(65,7)	(65,7)
Total des apports et des distributions	5,5	—	(37,5)	—	(37,5)	(260,3)	(292,3)	(53,6)	(345,9)
Solde au 26 septembre 2020	593,5 \$	2,9 \$	(40,0) \$	(163,4) \$	(203,4) \$	3 732,3 \$	4 125,3 \$	1 331,1 \$	5 456,4 \$

(en millions de dollars canadiens) (non audité)	Total du cumul des autres éléments de bénéfice (perte) global(e)					Bénéfices non distribués	Capitaux propres attribuables aux actionnaires de la Société Canadian Tire	Capitaux propres attribuables aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
	Capital social	Surplus d'apport	Couvertures des flux de trésorerie	Écart de change	Total du cumul des autres éléments de bénéfice (perte) global(e)				
Au 30 décembre 2018, tel qu'il a été présenté antérieurement	591,5 \$	2,9 \$	92,0 \$	(40,9) \$	51,1 \$	3 720,7 \$	4 366,2 \$	1 048,8 \$	5 415,0 \$
Ajustements transitoires – IFRS 16	—	—	—	—	—	(246,9)	(246,9)	(0,1)	(247,0)
Solde retraité au 30 décembre 2018	591,5	2,9	92,0	(40,9)	51,1	3 473,8	4 119,3	1 048,7	5 168,0
Bénéfice net	—	—	—	—	—	444,3	444,3	84,6	528,9
Autres éléments de (perte) globale	—	—	(62,7)	(80,6)	(143,3)	—	(143,3)	(6,3)	(149,6)
Total (de la perte) du bénéfice global(e)	—	—	(62,7)	(80,6)	(143,3)	444,3	301,0	78,3	379,3
Transferts des (profits) liés aux couvertures de flux de trésorerie dans les actifs non financiers	—	—	(45,8)	—	(45,8)	—	(45,8)	—	(45,8)
Apports des/distributions aux actionnaires de la Société Canadian Tire									
Émission d'actions de catégorie A sans droit de vote (note 8)	11,0	—	—	—	—	—	11,0	—	11,0
Rachat d'actions de catégorie A sans droit de vote (note 8)	(200,7)	—	—	—	—	—	(200,7)	—	(200,7)
Excédent du prix de rachat sur le coût moyen (note 8)	187,0	—	—	—	—	(187,0)	—	—	—
Dividendes	—	—	—	—	—	(191,5)	(191,5)	—	(191,5)
Apports des/distributions aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle									
Vente de titres de participation dans les activités de CT REIT, déduction faite des coûts de transaction	—	—	—	—	—	—	—	142,7	142,7
Émission de parts de fiducie à des détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle, déduction faite des coûts de transaction	—	—	—	—	—	—	—	92,7	92,7
Distributions et dividendes aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	—	—	—	—	—	—	—	(60,3)	(60,3)
Total des apports et des distributions	(2,7)	—	(45,8)	—	(45,8)	(378,5)	(427,0)	175,1	(251,9)
Solde au 28 septembre 2019	588,8 \$	2,9 \$	(16,5) \$	(121,5) \$	(138,0) \$	3 539,6 \$	3 993,3 \$	1 302,1 \$	5 295,4 \$

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

1. La Société et ses activités

La Société Canadian Tire Limitée est une société ouverte canadienne principalement présente au Canada. Son siège social est situé au 2180, rue Yonge, Toronto (Ontario) M4P 2V8, Canada. Les actions de la Société sont inscrites à la Bourse de Toronto (TSX : CTC, CTC.A). Dans les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés, La Société Canadian Tire Limitée et les entités qu'elle contrôle sont collectivement appelées la « Société » ou la « Société Canadian Tire ».

La Société est constituée de trois principaux secteurs d'activités commerciales, qui offrent un grand éventail de produits et de services de détail, y compris des articles d'usage courant, des vêtements, des articles de sport, de l'essence, des Services Financiers, dont une banque, et des activités immobilières. La note 5 donne le détail des trois secteurs opérationnels à présenter de la Société.

Le bénéfice net trimestriel et les produits sont touchés par la nature saisonnière des activités. Le quatrième trimestre génère habituellement l'apport le plus important aux produits et au bénéfice, et le premier trimestre, l'apport le moins important.

Le présent document contient des noms commerciaux, des marques de commerce et des marques de service de la Société et d'autres organisations, qui sont toutes la propriété de leur propriétaire respectif. À des fins pratiques, les noms commerciaux, les marques de commerce et les marques de service mentionnés dans ce document ne portent pas les symboles ^{MD} ou ^{MC}.

2. Base d'établissement

Déclaration de conformité

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés (les « états financiers intermédiaires ») pour les périodes de 13 et de 39 semaines closes le 26 septembre 2020 (et les résultats comparatifs pour les périodes de 13 et de 39 semaines closes le 28 septembre 2019) ont été préparés selon la Norme comptable internationale (« IAS ») 34, *Information financière intermédiaire*, et, par conséquent, ne contiennent pas toutes les informations à fournir exigées par les Normes internationales d'information financière (les « normes IFRS »). Les présents états financiers intermédiaires doivent être lus parallèlement aux états financiers consolidés et notes annexes de 2019 de la Société, et ils ont été préparés au moyen des mêmes méthodes comptables que celles décrites à la note 3 des états financiers consolidés et notes annexes de 2019 de la Société.

La publication des présents états financiers intermédiaires a été autorisée par le conseil d'administration de la Société le 4 novembre 2020.

Mode de présentation

Les états financiers intermédiaires ont été préparés selon la méthode du coût historique, sauf pour ce qui est des éléments suivants, qui ont été évalués à la juste valeur :

- les instruments financiers classés à la juste valeur par le biais du résultat net;
- les instruments financiers dérivés;
- les passifs au titre des régimes de paiements fondés sur des actions;
- la comptabilisation initiale des actifs acquis et des passifs repris dans le cadre d'un regroupement d'entreprises.

De plus, l'obligation au titre des prestations définies des avantages postérieurs à l'emploi est comptabilisée à sa valeur actualisée.

Monnaie fonctionnelle et monnaie de présentation

Ces états financiers consolidés intermédiaires sont présentés en dollars canadiens (« \$ CA »), soit la monnaie fonctionnelle de la Société. Chaque filiale étrangère de la Société détermine sa propre monnaie fonctionnelle, et les éléments de chaque filiale étrangère inclus dans les états financiers consolidés sont évalués selon cette monnaie fonctionnelle. Les actifs et les passifs des établissements à l'étranger dont la monnaie fonctionnelle n'est pas le dollar canadien sont convertis au taux de change en vigueur à la date de clôture, et les produits et les charges sont convertis au cours moyen de la période. Les profits et les pertes de change sont comptabilisés à titre de composante des capitaux propres. Au moment de la cession d'un établissement à l'étranger, ou de la perte du contrôle, la composante du cumul des autres éléments du résultat global liée à l'établissement à l'étranger est reclassée en résultat net.

Jugements et estimations

La préparation de ces états financiers intermédiaires en vertu d'IAS 34 exige que la direction formule des jugements et procède à des estimations qui influent sur les éléments suivants :

- l'application des méthodes comptables;
- les montants présentés de l'actif et du passif;
- la présentation des actifs et des passifs éventuels;
- les montants des produits et des charges comptabilisés pendant la période de présentation de l'information financière.

Les résultats réels peuvent différer des estimations présentées dans les états financiers intermédiaires.

Des jugements sont formulés lors de la sélection et de l'évaluation des méthodes comptables de la Société. Les estimations servent principalement à déterminer l'évaluation des transactions et des soldes constatés. Les estimations se fondent sur l'expérience antérieure et sur d'autres facteurs, y compris les attentes relatives aux événements futurs qui semblent raisonnables compte tenu des circonstances. Les jugements et les estimations sont souvent interreliés. Les jugements et les estimations de la Société sont réévalués de façon continue afin de déterminer s'ils demeurent pertinents. Les révisions des estimations comptables sont comptabilisées dans la période au cours de laquelle l'estimation est révisée et au cours des périodes ultérieures touchées par la révision.

Le 12 mars 2020, l'Organisation mondiale de la santé a déclaré que l'écllosion de coronavirus (« COVID-19 ») constituait une pandémie. Il existe une incertitude importante quant à la portée et à la durée de l'incidence de la pandémie de COVID-19 sur les activités de la Société. La portée de l'incidence de la pandémie de COVID-19 sur les jugements et les estimations décrits à la note 2 des états financiers consolidés et notes annexes de 2019 de la Société dépendra des développements futurs, qui sont grandement incertains et ne peuvent être anticipés.

Au deuxième trimestre de 2020, certaines enseignes de la Société présentaient des indicateurs de dépréciation en raison des changements défavorables dans la conjoncture économique résultant de la pandémie de COVID-19. Par conséquent, la direction a effectué des tests de dépréciation des immeubles de placement, des actifs au titre de droits d'utilisation, des immobilisations corporelles, du goodwill et des immobilisations incorporelles de la Société pour ces enseignes.

IAS 36, *Dépréciation d'actifs*, exige des sociétés qu'elles évaluent la valeur recouvrable des actifs, soit la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de sortie et la valeur d'utilité. Les hypothèses clés utilisées pour les tests de dépréciation de la Société comprennent le coût moyen pondéré du capital ou les taux d'actualisation, les taux de croissance, les taux de croissance finaux et les variations attendues des flux de trésorerie. Une perte de valeur a été comptabilisée lorsque la valeur recouvrable d'une unité génératrice de trésorerie (« UGT ») était inférieure à la valeur comptable.

À la suite de ces tests de dépréciation, la Société a comptabilisé au deuxième trimestre de 2020 une charge pour perte de valeur de 27,9 millions de dollars, ce qui reflète les défis économiques globaux découlant de la COVID-19 ayant une incidence sur le calendrier de certaines stratégies de croissance, sur les flux de trésorerie futurs et sur le taux d'actualisation lié à Musto, la marque d'articles pour la voile de la Société, et de certains magasins SportChek (actifs au titre de droits d'utilisation et aux immobilisations corporelles). La charge pour perte de valeur a été comptabilisée au poste Autres charges (produits) des comptes consolidés intermédiaires de résultat.

Aucune perte de valeur additionnelle n'a dû être comptabilisée au troisième trimestre de 2020. La direction continuera de surveiller pour chacune de ses enseignes les changements dans le contexte commercial qui pourraient avoir une incidence sur les valeurs recouvrables dans les périodes futures. Les valeurs recouvrables dépendent de la croissance continue des produits et des flux de trésorerie tirés des activités commerciales et pourraient être touchés par la capacité de la Société à réaliser ses objectifs de croissance au Canada et à l'international. Les événements et les circonstances qui pourraient entraîner des changements dans les hypothèses et les jugements clés sous-jacents utilisés dans les tests de dépréciation, et donc avoir une incidence sur les valeurs recouvrables, comprennent, sans s'y limiter, l'ampleur, la durée et l'incidence de la COVID-19 sur l'économie, y compris les mesures adoptées par les autorités gouvernementales ou publiques en réaction à la pandémie; les conditions macroéconomiques défavorables; la volatilité des marchés des titres de capitaux propres et de créance, ce qui pourrait entraîner la hausse des taux d'actualisation; les conditions actuelles et futures en matière de concurrence et la position de la Société dans l'environnement concurrentiel; les attentes quant à la capacité de la Société à disposer de liquidités suffisantes; ainsi que les changements de comportement des consommateurs. On s'attend à l'heure actuelle à ce que les valeurs recouvrables de chacune de nos enseignes soient supérieures aux valeurs comptables, tout comme elles l'ont été par le passé. Cependant, si les hypothèses ne se réalisent pas, il

est possible que des charges pour perte de valeur additionnelles doivent être comptabilisées dans l'avenir. Conformément à sa politique, la Société soumettra les immeubles de placement, les actifs au titre de droits d'utilisation, les immobilisations corporelles, le goodwill et les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée de toutes les UGT à un test de dépréciation annuel au quatrième trimestre de 2020.

La COVID-19 a également eu une incidence sur les données d'entrée utilisées pour déterminer la juste valeur de l'instrument financier rachetable et l'information prospective utilisée pour estimer les corrections de valeur pour créances sur prêts à l'égard des créances sur cartes de crédit. Les changements apportés aux hypothèses et aux données d'entrée n'ont pas eu d'incidence sur les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés, sauf en ce qui concerne les corrections de valeur à l'égard des créances sur cartes de crédit, comme il est expliqué à la note 6.

La direction continuera de surveiller et d'évaluer l'incidence de la pandémie sur ses jugements, ses estimations, ses méthodes comptables et les montants comptabilisés dans les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés, y compris, sans s'y limiter, la dépréciation des actifs et des instruments financiers, la juste valeur des instruments financiers rachetables et les créances sur prêts.

La note 2 des états financiers consolidés et notes annexes de 2019 de la Société décrit les méthodes comptables qui font l'objet de jugements et d'estimations et dont l'incidence sur les montants comptabilisés dans les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés pourrait être importante de l'avis de la Société.

Normes, modifications et interprétations publiées et adoptées

Réforme des taux d'intérêt de référence – phase 1 (modifications à IFRS 9, à IAS 39 et à IFRS 7)

Avec prise d'effet au premier trimestre de 2020, la Société a adopté la *Réforme des taux d'intérêt de référence : modifications à IFRS 9, à IAS 39 et à IFRS 7*, qui a été publiée en septembre 2019. Les modifications prévoient un allègement pendant la période d'incertitude découlant du retrait graduel des taux d'intérêt de référence (notamment les taux interbancaires offerts [« TIO »]).

La Société conclut des swaps de taux d'intérêt pour couvrir le risque de taux d'intérêt relatif aux paiements d'intérêts futurs lors d'émissions de titres d'emprunt et de dépôts. La Société conclut également des instruments financiers dérivés de type swaptions qui procurent l'option de conclure un swap de taux d'intérêt dans le cadre de la stratégie de la Société visant à gérer son exposition au risque de taux d'intérêt quant aux paiements d'intérêts futurs lors d'émissions de titres d'emprunt et de dépôts. Lorsque la comptabilité de couverture peut s'appliquer, la Société comptabilise ces dérivés à titre de couvertures de flux de trésorerie.

Les relations de couverture de la Société sont fortement exposées au Canadian Dollar Offered Rate (« CDOR »). Dans le cadre de la réforme des TIO, le taux CDOR pourrait être abandonné, faire l'objet de changements de méthodologie ou devenir indisponible. La Banque du Canada a constitué le groupe de travail sur le taux de référence complémentaire pour le marché canadien (« TARCOM ») pour définir et s'attacher à élaborer un nouveau taux de référence sans risque pour les opérations en dollars canadiens. Le taux des opérations de pension à un jour (« CORRA ») a été recommandé comme solution de rechange au taux CDOR. Déjà disponible dans le marché, le taux CORRA est en cours d'amélioration et de réforme par son administrateur, la Banque du Canada. Compte tenu de ces changements, il existe de l'incertitude quant au calendrier et aux méthodes de transition des instruments financiers touchés par ceux-ci, ainsi que pour déterminer si les relations de couverture couvrant la variabilité des flux de trésorerie résultant de changements aux TIO continuent de répondre aux critères d'applicabilité de la comptabilité de couverture. Ces modifications adoptées visent notamment les exigences relatives à la comptabilisation de couverture, en permettant à la Société de présumer que le taux d'intérêt de référence sur lequel sont fondés les flux de trésorerie couverts et les flux de trésorerie de l'instrument de couverture ne serait pas modifié à la suite de la réforme des TIO, autorisant ainsi le maintien de la comptabilité de couverture.

La direction surveille de près les relations de couverture concernées par les changements possibles au taux CDOR et son remplacement potentiel par un nouveau taux de référence sans risque pour les opérations en dollars canadiens. Si les taux sans risque nouveaux ou révisés diffèrent des taux de référence antérieurs, des stratégies de couvertures nouvelles ou révisées pourraient être nécessaires pour mieux harmoniser les dérivés désignés comme instruments de couverture et les éléments couverts. Toutefois, étant donné l'incertitude des marchés, l'évaluation de l'incidence sur les stratégies de couverture de la Société et ses plans d'atténuation ne fait que commencer.

L'application obligatoire des modifications cesse au moment où l'incertitude au sujet de l'échéance ou du montant des flux de trésorerie découlant de la réforme des taux d'intérêt de référence ne subsiste plus ou lorsqu'il est mis fin à la relation de couverture, selon la première occurrence.

Les méthodes comptables décrites à la note 3 des états financiers consolidés de 2019 de la Société continuent de s'appliquer pour les éléments de comptabilité de couverture qui ne sont pas visés par les modifications et pour les couvertures qui ne sont pas directement concernées par la réforme des TIO.

Normes, modifications et interprétations publiées mais non encore adoptées

Les nouvelles normes, modifications et interprétations suivantes ont été publiées, mais elles ne sont pas en vigueur pour l'exercice se clôturant le 2 janvier 2021 et, par conséquent, n'ont pas été appliquées dans le cadre de la préparation des présents états financiers intermédiaires.

Contrats d'assurance

En mai 2017, l'International Accounting Standards Board (« IASB ») a publié IFRS 17, *Contrats d'assurance* (« IFRS 17 »), qui remplace IFRS 4, *Contrats d'assurance*, et qui établit un nouveau modèle de comptabilisation des obligations au titre des contrats d'assurance, des produits tirés des primes et des charges liées aux réclamations. IFRS 17 est en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2021. En juin 2020, l'IASB a publié des modifications à IFRS 17 afin de répondre à des préoccupations et à des enjeux liés à la mise en œuvre cernés après la publication d'IFRS 17 en 2017. Ces modifications comprenaient également le report de deux ans de la date d'entrée en vigueur, au 1^{er} janvier 2023. L'adoption anticipée est permise. La Société évalue l'incidence potentielle de cette norme.

Classement des passifs en tant que passifs courants ou passifs non courants (modifications à IAS 1)

En janvier 2020, l'IASB a publié le *Classement des passifs en tant que passifs courants ou passifs non courants*, qui modifie IAS 1, *Présentation des états financiers*. Les modifications de portée limitée touchent uniquement la présentation des passifs dans l'état de la situation financière, et non les montants ou le moment de leur comptabilisation. Ces modifications clarifient que le classement des passifs en tant que passifs courants ou non courants est fondé sur les droits qui existent à la fin de la période de présentation de l'information financière et que le classement n'est pas touché par les attentes quant à l'exercice du droit de l'entité de différer le règlement d'un passif. Elles établissent également la définition de règlement pour préciser que, par règlement, on entend le transfert à l'autre partie d'éléments de trésorerie, d'instruments de capitaux propres, d'autres actifs ou de services. Ces modifications entrent en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2022. L'application anticipée est permise. La Société évalue l'incidence potentielle de ces modifications. En juillet 2020, en raison de la COVID-19, l'IASB a reporté la date d'entrée en vigueur de un an afin d'accorder plus de temps aux sociétés pour la mise en œuvre des changements de classement résultant des modifications.

Modifications à IFRS 16, Contrats de location – allègements de loyer liés à la COVID-19

En mai 2020, l'IASB a publié une modification à IFRS 16, *Contrats de location*, afin de faciliter la comptabilisation par les preneurs des allègements de loyer liés à la COVID-19 comme les congés de loyer et les réductions temporaires de loyer. Aux termes de cette modification, les preneurs n'ont pas à considérer les contrats de location individuellement pour déterminer si les allègements de loyer accordés en tant que conséquence directe de la pandémie de COVID-19 constituent une modification de contrat de location, et elle permet aux preneurs de comptabiliser ces allègements comme s'ils n'étaient pas des modifications de contrats de location. La modification s'applique aux allègements de loyer visant la réduction de paiements de loyers exigibles au plus tard le 30 juin 2021. Elle est en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} juin 2020, et l'application anticipée est permise. La Société évalue l'incidence potentielle de cette modification.

Améliorations annuelles 2018-2020 et modifications de portée limitée

En mai 2020, l'IASB a publié des modifications de portée limitée visant trois normes (IFRS 3, *Regroupements d'entreprises*, IAS 16, *Immobilisations corporelles*, et IAS 37, *Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels*), ainsi que les améliorations annuelles 2018-2020. Ces modifications visent à clarifier le libellé ou à corriger des conséquences mineures, des incohérences ou des erreurs entre les exigences contenues dans ces normes. La Société évalue l'incidence potentielle de ces modifications de portée limitée. Les modifications entreront en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2022.

Réforme des taux d'intérêt de référence – phase 2 (modifications à IFRS 9, à IAS 39, à IFRS 7, à IFRS 4 et à IFRS 16)

En août 2020, à l'achèvement des modifications aux normes IFRS relatives à la réforme des TIO, l'IASB a publié la *Réforme des taux d'intérêt de référence – phase 2, modifications à IFRS 9, à IAS 39, à IFRS 7, à IFRS 4 et à IFRS 16* (les « modifications de la phase 2 »). En ce qui concerne les changements aux instruments financiers qui sont directement requis par la réforme des TIO, les modifications de la phase 2 prévoient essentiellement : i) une mesure de simplification pour comptabiliser un changement dans la base permettant de déterminer les flux de trésorerie contractuels d'un actif financier ou d'un passif financier qui est requis aux termes de la réforme des TIO, sous forme de révision du taux d'intérêt effectif de l'actif financier ou du passif financier; ii) des exceptions aux dispositions relatives à la comptabilité de couverture prévoyant un allègement à la cessation de relations de couverture en raison de changements à la documentation requis aux termes de la réforme des TIO; et iii) certaines informations à fournir supplémentaires à propos de l'exposition de la Société à des risques découlant de la réforme des TIO et des activités de gestion des risques connexes.

IFRS 16 a également été modifiée pour prévoir une exception temporaire visant les situations où des contrats de location qui font mention d'un TIO particulier devront être modifiés en raison de la réforme des TIO. Les preneurs doivent réévaluer leurs obligations locatives comme pour tout autre changement d'estimation, plutôt que par l'entremise d'une modification du contrat de location. Le montant résultant de la réévaluation est comptabilisé à titre d'ajustement de l'actif au titre du droit d'utilisation.

Les modifications de la phase 2 sont en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2021, et l'adoption anticipée est permise. La Société évalue l'incidence potentielle de ces modifications.

3. Gestion du capital

Les objectifs de la Société en matière de gestion du capital sont les suivants :

- le maintien de liquidités suffisantes afin de remplir ses obligations financières et de mener à bien ses plans stratégiques et opérationnels;
- le maintien de réserves de liquidités saines et d'un bon accès au capital;
- la réduction du coût du capital après impôt tout en prenant en considération les risques et les conditions actuels et futurs sur les plans de l'industrie, du marché et de l'économie.

La Société gère sa structure du capital à long terme de manière à optimiser l'équilibre entre l'efficacité du capital, la souplesse financière et l'atténuation des risques. La direction calcule ses mesures du crédit afin de simuler les méthodes employées par les agences de notation de crédit et d'autres intervenants du marché, sur une base courante et prospective. Pour évaluer l'efficacité avec laquelle elle gère son capital, la direction surveille ces mesures en fonction de la fourchette cible pour la notation.

Dans le contexte actuel sur les plans de l'économie, de l'exploitation et des marchés boursiers, on observe une importance accrue accordée aux liquidités et à la gestion du capital. La direction veille à s'assurer d'avoir des liquidités suffisantes, tant par le maintien d'un bilan solide que par l'accès au capital.

Au 26 septembre 2020, la Société était en conformité avec toutes les clauses restrictives financières liées à ses ententes d'emprunt existantes. La Société estime qu'elle dispose d'une souplesse suffisante dans le contexte actuel de la COVID-19 pour soutenir la croissance de ses activités, tout en continuant à respecter les clauses restrictives financières.

Helly Hansen est tenue de se conformer aux clauses restrictives établies en vertu de ses conventions de crédit bancaire, et elle respectait toutes les clauses restrictives financières aux termes de ces conventions au 26 septembre 2020.

CT Real Estate Investment Trust (la Fiducie de placement immobilier CT, « CT REIT ») est tenue de se conformer aux clauses restrictives établies en vertu de l'acte de fiducie, de la convention de crédit bancaire et de la déclaration de fiducie et elle respectait toutes les clauses restrictives financières aux termes de celles-ci au 26 septembre 2020.

En outre, la Société est tenue de se conformer aux exigences réglementaires en matière de capital se rapportant aux activités de la Banque Canadian Tire (la « BCT » ou la « Banque »), sa banque à charte fédérale, à d'autres exigences réglementaires qui ont une incidence sur ses activités commerciales et à certaines clauses restrictives établies en vertu de sa convention de crédit bancaire. Au 26 septembre 2020, la BCT respectait toutes les lignes directrices concernant le capital réglementaire établies par le Bureau du surintendant des institutions financières Canada (le « BSIF ») et toutes les clauses restrictives financières aux termes de sa convention de crédit bancaire.

4. Liquidités et financement

Au deuxième trimestre de 2020, la Société a obtenu une facilité de crédit bancaire engagée de un an de 710 millions de dollars auprès de cinq institutions financières canadiennes. La nouvelle facilité arrive à échéance le 30 mars 2021.

Au 26 septembre 2020, la Société (excluant Helly Hansen) n'avait prélevé aucun montant sur ses marges bancaires engagées et avait du papier commercial libellé en dollars américains équivalant à 210,2 millions de dollars canadiens (157 millions de dollars américains). Helly Hansen avait des emprunts impayés équivalant à un total de 57,0 millions de dollars canadiens en vertu de sa marge de crédit bancaire engagée (180 millions de couronnes norvégiennes [« NOK »]) et de sa facilité d'affacturage (227,6 millions NOK). CT REIT n'avait aucun emprunt en cours en vertu de sa marge de crédit bancaire engagée.

Au 26 septembre 2020, Glacier Credit Card Trust (« GCCT ») avait du papier commercial adossé à des actifs en cours pour un montant de 296,8 millions de dollars, et aucun billet en cours en vertu des facilités d'achat de billets engagées des Services Financiers. La BCT n'avait aucun emprunt impayé en vertu de sa marge de crédit bancaire engagée.

5. Secteurs opérationnels

La Société possède trois secteurs opérationnels à présenter : les secteurs Détail, CT REIT et Services Financiers. Les secteurs opérationnels à présenter sont des unités commerciales stratégiques qui offrent différents produits et services. Ils sont gérés séparément en raison de leur nature distincte. Les activités de chacun des secteurs à présenter de la Société sont détaillées comme suit :

- Les activités de détail sont menées sous de nombreuses enseignes, notamment Canadian Tire, les postes d'essence Canadian Tire (la « Division pétrolière »), Mark's, PartSource, Helly Hansen, Party City au Canada et diverses enseignes SportChek. Les activités de détail comprennent également le programme de prêts aux marchands (la partie [le silo] de Franchise Trust qui octroie des prêts aux marchands). Les activités liées à l'immobilier ne concernant pas CT REIT sont incluses dans le secteur Détail.
- CT REIT est un fonds de placement immobilier à capital fixe non constitué en personne morale. CT REIT détient un portefeuille d'immeubles répartis géographiquement principalement constitué de magasins sous l'enseigne Canadian Tire, d'immeubles de commerce de détail dont Canadian Tire est le locataire clé, d'un immeuble commercial à usage mixte et de centres de distribution.
- Les Services Financiers émettent les cartes de crédit de la marque Triangle de Canadian Tire, soit les cartes de crédit Mastercard Triangle, World Mastercard Triangle et World Elite Mastercard Triangle. Les Services Financiers offrent également les produits Mastercard Avantage Remise et Mastercard Avantage Essence, des produits d'assurance et de garantie, et fournissent des services de règlement aux entreprises liées de la Société. Les Services Financiers comprennent la BCT, une institution financière réglementée en vertu des lois fédérales qui gère et finance les portefeuilles de cartes Mastercard et de cartes personnelles des clients de la Société, de même qu'un ensemble existant de prêts au titre de marges de crédit de marque Canadian Tire. La BCT offre également des comptes d'épargne à taux d'intérêt élevé, des comptes d'épargne libre d'impôt (« CELI ») et des dépôts de certificats de placement garanti (« CPG »), directement et par l'entremise de courtiers indépendants. Les Services Financiers comprennent GCCT, une entité structurée établie dans le but d'acheter des participations en copropriété dans les créances sur cartes de crédit de la Société. GCCT émet des titres d'emprunt au profit d'investisseurs indépendants pour financer ses acquisitions.

Le rendement est évalué selon le résultat avant impôt du secteur, tel qu'il figure dans les rapports internes de la direction. La direction a déterminé que cette mesure est la plus pertinente pour évaluer les résultats des secteurs et pour affecter les ressources. Le tableau suivant détaille les informations concernant les résultats de chaque secteur opérationnel à présenter.

(en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de 13 semaines closes									
	le 26 septembre 2020					le 28 septembre 2019				
	Détail	CT REIT	Services Financiers	Éliminations et ajustements	Total	Détail	CT REIT	Services Financiers	Éliminations et ajustements	Total
Produits externes	3 684,2	\$ 12,6	\$ 291,4	\$ (1,8)	\$ 3 986,4	\$ 3 295,5	\$ 13,2	\$ 332,1	\$ (4,1)	\$ 3 636,7
Produits intersociétés	0,6	110,6	9,9	(121,1)	—	0,8	108,5	10,9	(120,2)	—
Total des produits	3 684,8	123,2	301,3	(122,9)	3 986,4	3 296,3	121,7	343,0	(124,3)	3 636,7
Coûts des activités génératrices de produits	2 523,4	—	133,7	(17,5)	2 639,6	2 273,3	—	154,3	(19,5)	2 408,1
Marge brute	1 161,4	123,2	167,6	(105,4)	1 346,8	1 023,0	121,7	188,7	(104,8)	1 228,6
Autres (produits) charges	(26,2)	—	0,2	31,6	5,6	(13,3)	—	0,9	30,3	17,9
Frais de vente, généraux et administratifs	810,3	28,4	77,5	(77,4)	838,8	802,1	27,2	79,1	(76,1)	832,3
Charges financières nettes (produits financiers nets)	51,1	26,3	(0,6)	(16,7)	60,1	63,6	27,4	(0,2)	(19,3)	71,5
Perte (profit) lié(e) à la juste valeur sur les immeubles de placement	—	4,4	—	(4,4)	—	—	(13,0)	—	13,0	—
Bénéfice avant impôt	326,2	\$ 64,1	\$ 90,5	\$ (38,5)	\$ 442,3	\$ 170,6	\$ 80,1	\$ 108,9	\$ (52,7)	\$ 306,9
Éléments inclus ci-dessus :										
Amortissements	212,5	\$ —	\$ 3,3	\$ (44,5)	\$ 171,3	\$ 203,5	\$ —	\$ 3,3	\$ (43,3)	\$ 163,5
Produits d'intérêts	20,6	—	255,4	(16,1)	259,9	24,6	0,1	286,1	(17,1)	293,7
Charges d'intérêts	69,1	26,3	38,1	(49,3)	84,2	83,0	27,5	36,4	(52,5)	94,4

(en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de 39 semaines closes									
	le 26 septembre 2020					le 28 septembre 2019				
	Détail	CT REIT	Services Financiers	Éliminations et ajustements	Total	Détail	CT REIT	Services Financiers	Éliminations et ajustements	Total
Produits externes	9 036,0	\$ 39,8	\$ 927,4	\$ (6,7)	\$ 9 996,5	\$ 9 216,8	\$ 38,2	\$ 972,1	\$ (9,4)	\$ 10 217,7
Produits intersociétés	1,8	335,7	25,7	(363,2)	—	3,8	327,1	29,0	(359,9)	—
Total des produits	9 037,8	375,5	953,1	(369,9)	9 996,5	9 220,6	365,3	1 001,1	(369,3)	10 217,7
Coûts des activités génératrices de produits	6 309,4	—	514,0	(53,6)	6 769,8	6 449,0	—	450,4	(52,5)	6 846,9
Marge brute	2 728,4	375,5	439,1	(316,3)	3 226,7	2 771,6	365,3	550,7	(316,8)	3 370,8
Autres (produits) charges	(60,7)	—	0,8	89,7	29,8	(110,5)	—	1,4	93,7	(15,4)
Frais de vente, généraux et administratifs	2 459,1	92,0	227,7	(233,1)	2 545,7	2 403,6	90,0	233,2	(233,0)	2 493,8
Charges financières nettes (produits financiers nets)	169,6	80,7	(1,1)	(51,5)	197,7	182,3	81,7	(0,7)	(62,5)	200,8
Perte (profit) lié(e) à la juste valeur sur les immeubles de placement	—	33,5	—	(33,5)	—	—	(36,7)	—	36,7	—
Bénéfice avant impôt	160,4	\$ 169,3	\$ 211,7	\$ (87,9)	\$ 453,5	\$ 296,2	\$ 230,3	\$ 316,8	\$ (151,7)	\$ 691,6
Éléments inclus ci-dessus :										
Amortissements	642,0	\$ —	\$ 10,0	\$ (132,1)	\$ 519,9	\$ 606,3	\$ —	\$ 9,6	\$ (132,1)	\$ 483,8
Produits d'intérêts	67,7	0,1	806,3	(50,9)	823,2	79,7	0,2	829,6	(51,4)	858,1
Charges d'intérêts	226,4	80,8	109,3	(151,7)	264,8	246,3	81,9	103,0	(157,5)	273,7

Les éliminations et les ajustements comprennent les éléments suivants :

- le reclassement de certains produits et de certaines charges des Services Financiers dans les (produits financiers nets) charges financières nettes;
- le passage de la méthode d'évaluation à la juste valeur des immeubles de placement de CT REIT au modèle du coût de la Société, notamment la comptabilisation de l'amortissement;
- les éliminations et les ajustements intersectoriels, incluant les loyers intersociétés, les frais de gestion immobilière, les frais de traitement des transactions par carte de crédit et la variation de la juste valeur de l'instrument financier rachetable.

Bien qu'elle exerce principalement ses activités au Canada, la Société exerce également ses activités à l'étranger par l'entremise d'Helly Hansen. Les produits gagnés à l'étranger par Helly Hansen se sont établis à 142,6 millions de dollars (2019 – 145,9 millions) et à 321,8 millions (2019 – 352,0 millions), respectivement, pour les périodes de 13 et de 39 semaines closes le 26 septembre 2020. Les immobilisations corporelles et incorporelles (marque et goodwill) et les actifs au titre de droits d'utilisation situés à l'extérieur du Canada se chiffraient à 906,5 millions de dollars au 26 septembre 2020 (2019 – 1,0 milliard).

Le tableau suivant détaille les dépenses d'investissement par secteur opérationnel à présenter.

(en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de 13 semaines closes							
	le 26 septembre 2020				le 28 septembre 2019			
	Services		Services		Services		Services	
	Détail	CT REIT	Financiers	Total	Détail	CT REIT	Financiers	Total
Dépenses d'investissement ¹	69,3 \$	11,0 \$	0,9 \$	81,2 \$	110,7 \$	19,1 \$	1,5 \$	131,3 \$

1. Les dépenses d'investissement sont établies selon la méthode de la comptabilité d'engagement et comprennent les acquisitions de logiciels, mais excluent les entrées d'actifs au titre de droits d'utilisation, les acquisitions liées à des regroupements d'entreprises, les entrées d'actifs de propriété intellectuelle et les commissions de location reçues.

(en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de 39 semaines closes							
	le 26 septembre 2020				le 28 septembre 2019			
	Services		Services		Services		Services	
	Détail	CT REIT	Financiers	Total	Détail	CT REIT	Financiers	Total
Dépenses d'investissement ¹	205,8 \$	58,6 \$	2,5 \$	266,9 \$	300,5 \$	56,6 \$	7,6 \$	364,7 \$

1. Les dépenses d'investissement sont établies selon la méthode de la comptabilité d'engagement et comprennent les acquisitions de logiciels, mais excluent les entrées d'actifs au titre de droits d'utilisation, les acquisitions liées à des regroupements d'entreprises, les entrées d'actifs de propriété intellectuelle et les commissions de location reçues.

Le tableau suivant détaille les entrées d'actifs au titre de droits d'utilisation par secteur opérationnel à présenter.

(en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de 13 semaines closes							
	le 26 septembre 2020				le 28 septembre 2019			
	Services		Services		Services		Services	
	Détail	CT REIT	Financiers	Total	Détail	CT REIT	Financiers	Total
Entrées d'actifs au titre de droits d'utilisation	58,8 \$	— \$	— \$	58,8 \$	20,4 \$	— \$	— \$	20,4 \$

(en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de 39 semaines closes							
	le 26 septembre 2020				le 28 septembre 2019			
	Services		Services		Services		Services	
	Détail	CT REIT	Financiers	Total	Détail	CT REIT	Financiers	Total
Entrées d'actifs au titre de droits d'utilisation	135,9 \$	3,0 \$	1,8 \$	140,7 \$	176,9 \$	— \$	— \$	176,9 \$

Le tableau suivant détaille le total de l'actif par secteur opérationnel à présenter.

(en millions de dollars canadiens)	Au 26 septembre 2020	Au 28 septembre 2019	Au 28 décembre 2019
Détail	15 589,5 \$	16 157,9 \$	15 995,4 \$
CT REIT	6 139,6	6 001,9	6 024,5
Services Financiers	7 034,7	6 370,3	6 606,4
Éliminations et ajustements	(8 790,9)	(8 914,7)	(9 108,0)
Total de l'actif ¹	19 972,9 \$	19 615,4 \$	19 518,3 \$

1. La Société utilise un modèle de services partagés pour plusieurs fonctions administratives, notamment les finances, les technologies de l'information, les ressources humaines et les services juridiques. Par conséquent, les charges liées à ces fonctions sont affectées de manière systématique et rationnelle aux secteurs opérationnels à présenter. Les actifs et les passifs connexes ne sont pas affectés entre les secteurs dans les mesures présentées des actifs et des passifs sectoriels.

Le tableau suivant détaille le total du passif par secteur opérationnel à présenter.

(en millions de dollars canadiens)	Au 26 septembre 2020	Au 28 septembre 2019	Au 28 décembre 2019
Détail	9 569,6 \$	10 199,5 \$	9 870,2 \$
CT REIT	2 755,3	2 715,3	2 690,4
Services Financiers	6 016,4	5 381,6	5 589,9
Éliminations et ajustements	(3 824,8)	(3 976,4)	(4 136,9)
Total du passif¹	14 516,5 \$	14 320,0 \$	14 013,6 \$

1. La Société utilise un modèle de services partagés pour plusieurs fonctions administratives, notamment les finances, les technologies de l'information, les ressources humaines et les services juridiques. Par conséquent, les charges liées à ces fonctions sont affectées de manière systématique et rationnelle aux secteurs opérationnels à présenter. Les actifs et les passifs connexes ne sont pas affectés entre les secteurs dans les mesures présentées des actifs et des passifs sectoriels.

Les éliminations et les ajustements comprennent les éléments suivants :

- le passage de la méthode d'évaluation à la juste valeur des immeubles de placement de CT REIT au modèle du coût de la Société, notamment la comptabilisation de l'amortissement;
- les éliminations intersectorielles.

6. Créances sur prêts

Le tableau suivant présente des renseignements quantitatifs sur le portefeuille de créances sur prêts de la Société.

(en millions de dollars canadiens)	Capital total des créances ¹		
	Au 26 septembre 2020	Au 28 septembre 2019	Au 28 décembre 2019
Créances sur cartes de crédit ²	4 928,3 \$	5 574,2 \$	5 794,1 \$
Prêts aux marchands ³	553,5	661,1	622,5
Total des créances sur prêts	5 481,8	6 235,3	6 416,6
Moins : tranche à long terme ⁴	506,8	637,1	602,8
Tranche courante des créances sur prêts	4 975,0 \$	5 598,2 \$	5 813,8 \$

1. Les montants sont présentés déduction faite des corrections de valeur des créances sur prêts.

2. Comprend les prêts au titre de marges de crédit.

3. Les prêts aux marchands sont principalement constitués de prêts émis par Franchise Trust.

4. La tranche à long terme des créances sur prêts est comprise dans les créances à long terme et autres actifs et inclut les prêts aux marchands d'un montant de 505,7 millions de dollars (28 septembre 2019 – 635,2 millions et 28 décembre 2019 – 601,6 millions).

Les corrections de valeur des créances sur prêts de la Société ont augmenté de 94,5 millions de dollars par rapport au 28 décembre 2019, principalement en raison de l'incertitude économique résultant de la COVID-19. Cette augmentation des corrections de valeur, qui ont eu lieu aux premier et deuxième trimestres, découle de l'ajout d'une couche supplémentaire d'hypothèses économiques au modèle fondé sur les pertes de crédit attendues en raison des changements apportés aux hypothèses de la direction quant aux indicateurs économiques de nature prospective, ainsi que de la probabilité accrue de défaillance et de défaut de paiement des détenteurs de cartes.

La continuité des corrections de valeur des créances sur prêts de la Société se présente comme suit :

	2020			
(en millions de dollars canadiens)	Pertes de crédit attendues sur 12 mois (phase 1)	Pertes de crédit attendues pour la durée de vie – actifs non dépréciés (phase 2)	Pertes de crédit attendues pour la durée de vie – actifs dépréciés (phase 3)	Total
Solde au 28 décembre 2019	300,5 \$	192,1 \$	304,2 \$	796,8 \$
Augmentation (diminution) au cours de la période				
Radiations	(7,8)	(27,3)	(313,5)	(348,6)
Recouvrements	—	—	61,6	61,6
Nouveaux prêts émis	7,7	—	—	7,7
Transferts				
à la phase 1	106,2	(66,3)	(39,9)	—
à la phase 2	(14,4)	19,3	(4,9)	—
à la phase 3	(24,8)	(42,6)	67,4	—
Réévaluations nettes	60,1	95,2	218,5	373,8
Solde au 26 septembre 2020	427,5 \$	170,4 \$	293,4 \$	891,3 \$
				2019
(en millions de dollars canadiens)	Pertes de crédit attendues sur 12 mois (phase 1)	Pertes de crédit attendues pour la durée de vie – actifs non dépréciés (phase 2)	Pertes de crédit attendues pour la durée de vie – actifs dépréciés (phase 3)	Total
Solde au 29 décembre 2018	253,0 \$	186,1 \$	325,5 \$	764,6 \$
Augmentation (diminution) au cours de la période				
Radiations	(9,1)	(22,8)	(322,2)	(354,1)
Recouvrements	—	—	62,0	62,0
Nouveaux prêts émis	15,4	—	—	15,4
Transferts				
à la phase 1	136,6	(94,7)	(41,9)	—
à la phase 2	(26,3)	34,5	(8,2)	—
à la phase 3	(20,3)	(29,1)	49,4	—
Réévaluations nettes	(47,8)	124,7	231,9	308,8
Solde au 28 septembre 2019	301,5 \$	198,7 \$	296,5 \$	796,7 \$

Les créances sur cartes de crédit sont considérées comme étant dépréciées lorsqu'un paiement est en souffrance depuis plus de 90 jours ou lorsqu'il existe un doute suffisant quant à la recouvrabilité du solde impayé. Aucune garantie n'est détenue à l'égard de ces créances sur prêts, sauf en ce qui concerne les prêts aux marchands. La Banque continue de chercher à recouvrer les montants qui ont été radiés au cours de la période, à moins qu'elle n'ait plus le droit de recouvrement, que la créance ait été vendue à un tiers, ou que toutes les mesures raisonnables de recouvrement aient été épuisées.

Les tableaux suivants présentent l'information relative à l'exposition au risque de crédit des créances sur prêts.

(en millions de dollars canadiens)	26 septembre 2020			
	Phase 1	Phase 2	Phase 3	Total
Risque faible	2 272,4 \$	57,0 \$	— \$	2 329,4 \$
Risque modéré	1 827,0	103,2	—	1 930,2
Risque élevé	733,5	184,8	641,7	1 560,0
Total de la valeur comptable brute	4 832,9	345,0	641,7	5 819,6
Correction de valeur pour pertes de crédit attendues	427,5	170,4	293,4	891,3
Valeur comptable nette	4 405,4 \$	174,6 \$	348,3 \$	4 928,3 \$

(en millions de dollars canadiens)	28 septembre 2019			
	Phase 1	Phase 2	Phase 3	Total
Risque faible	2 401,5 \$	67,8 \$	— \$	2 469,3 \$
Risque modéré	1 929,7	138,2	—	2 067,9
Risque élevé	897,2	332,2	604,3	1 833,7
Total de la valeur comptable brute	5 228,4	538,2	604,3	6 370,9
Correction de valeur pour pertes de crédit attendues	301,5	198,7	296,5	796,7
Valeur comptable nette	4 926,9 \$	339,5 \$	307,8 \$	5 574,2 \$

(en millions de dollars canadiens)	28 décembre 2019			
	Phase 1	Phase 2	Phase 3	Total
Risque faible	2 536,5 \$	67,0 \$	— \$	2 603,5 \$
Risque modéré	1 982,5	137,0	—	2 119,5
Risque élevé	923,9	325,7	618,3	1 867,9
Total de la valeur comptable brute	5 442,9	529,7	618,3	6 590,9
Correction de valeur pour pertes de crédit attendues	300,5	192,1	304,2	796,8
Valeur comptable nette	5 142,4 \$	337,6 \$	314,1 \$	5 794,1 \$

Au cours des périodes de 13 et de 39 semaines closes le 26 septembre 2020, la trésorerie reçue découlant des intérêts sur cartes de crédit et sur prêts s'est élevée à 244,0 millions de dollars (2019 – 261,1 millions) et à 773,9 millions (2019 – 764,4 millions), respectivement.

7. Dette à long terme

Au deuxième trimestre de 2020, la BCT a mobilisé de façon préventive un financement de 700 millions de dollars par l'entremise d'un prélèvement sur sa facilité d'achat de billets. Dans le cadre de cette transaction, GCCT a émis des billets à terme de série 2020-A échéant dans deux ans assortis d'une clause de remboursement anticipé d'un montant total de 700 millions de dollars à la Banque Scotia, lesquels ont été entièrement remboursés par anticipation pendant le trimestre considéré.

Le 6 juillet 2020, la Société a remboursé un montant de 250 millions de dollars au titre des billets à moyen terme qui portent intérêt à un taux de 2,646 pour cent par année.

Le 20 septembre 2020, GCCT a remboursé les billets à terme d'un montant de 500 millions de dollars constitués de billets à terme de premier rang d'un montant de 465 millions, qui portaient intérêt à un taux de 2,237 pour cent par année, ainsi que des billets à terme subordonnés d'un montant de 35 millions, qui portaient intérêt à un taux de 3,237 pour cent par année.

Le 25 septembre 2020, GCCT a émis des billets à terme pour un montant de 480 millions de dollars, dont la date de remboursement prévue est le 22 septembre 2025, constitués de billets de premier rang d'un montant en capital de 448,8 millions portant intérêt à 1,388 pour cent par année et de billets subordonnés d'un montant de 31,2 millions portant intérêt à 2,438 pour cent par année.

8. Capital social

Le capital social comprend les éléments suivants :

(en millions de dollars canadiens)	Au 26 septembre 2020	Au 28 septembre 2019	Au 28 décembre 2019
Autorisées			
3 423 366 actions ordinaires			
100 000 000 d'actions de catégorie A sans droit de vote			
Émises			
3 423 366 actions ordinaires (28 septembre 2019 – 3 423 366; 28 décembre 2019 – 3 423 366)	0,2 \$	0,2 \$	0,2 \$
57 383 757 actions de catégorie A sans droit de vote (28 septembre 2019 – 58 177 090; 28 décembre 2019 – 58 096 958)	593,3	588,6	587,8
	593,5 \$	588,8 \$	588,0 \$

Toutes les actions émises sont entièrement libérées. La Société ne détient aucune action ordinaire ou action de catégorie A sans droit de vote. Ni les actions ordinaires ni les actions de catégorie A sans droit de vote n'ont de valeur nominale.

Au cours de 2020 et de 2019, la Société a émis et racheté des actions de catégorie A sans droit de vote. Les rachats d'actions de la Société ont été effectués aux termes de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités. Les rachats d'actions sont imputés au capital social au coût moyen par action en circulation. L'excédent du prix de rachat sur le coût moyen est d'abord imputé au surplus d'apport, et le montant résiduel est imputé aux bénéfices non distribués.

Au cours du quatrième trimestre de 2019, la Société a mis en place un programme de rachat d'actions automatique (« PRAA ») visant le rachat d'actions de catégorie A sans droit de vote à des fins d'annulation aux termes de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités pendant la période d'interdiction d'opération de la Société. Au 28 décembre 2019, une obligation au titre du rachat d'actions de 49,1 millions de dollars a été comptabilisée dans les dettes fournisseurs et autres créditeurs en vertu du PRAA. Au premier trimestre de 2020, à la conclusion des rachats effectués conformément à l'avis émis au quatrième trimestre de 2019 en vertu du PRAA, la Société a repris la charge à payer précédemment comptabilisée. Au cours du troisième trimestre de 2020, la Société n'a pas donné d'avis à son courtier en vertu de son PRAA visant le rachat d'actions de catégorie A sans droit de vote à des fins d'annulation aux termes de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités pendant la période d'interdiction d'opération de la Société.

Les transactions suivantes à l'égard des actions de catégorie A sans droit de vote ont été conclues.

(en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de 13 semaines closes				Pour les périodes de 39 semaines closes			
	le 26 septembre 2020		le 28 septembre 2019		le 26 septembre 2020		le 28 septembre 2019	
	Nombre	\$	Nombre	\$	Nombre	\$	Nombre	\$
Actions en circulation au début	57 383 758	589,9 \$	58 212 090	586,0 \$	58 096 958	587,8 \$	59 478 460	591,3 \$
Émises dans le cadre du régime de réinvestissement des dividendes et du régime d'options sur actions	27 214	3,7	24 227	3,2	82 917	10,6	79 032	11,0
Rachetées ¹	(27 215)	(3,7)	(59 227)	(8,0)	(796 118)	(107,1)	(1 380 402)	(200,7)
Reprise de la charge à payer au titre de l'engagement relatif au PRAA	—	—	—	—	—	3,0	—	—
Excédent du prix de rachat sur le coût moyen	—	3,4	—	7,4	—	99,0	—	187,0
Actions en circulation à la fin	57 383 757	593,3 \$	58 177 090	588,6 \$	57 383 757	593,3 \$	58 177 090	588,6 \$

1. Les actions rachetées aux termes de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités ont retrouvé le statut d'actions autorisées et non émises. La Société comptabilise les actions rachetées à la date de transaction.

Au 26 septembre 2020, la Société avait des dividendes déclarés et payables aux détenteurs d'actions de catégorie A sans droit de vote et d'actions ordinaires d'un montant de 69,2 millions de dollars (2019 – 63,9 millions) au taux de 1,1375 \$ par action (2019 – 1,0375 \$ par action).

Le 4 novembre 2020, le conseil d'administration de la Société a déclaré des dividendes payables le 1^{er} mars 2021 aux actionnaires inscrits aux registres en date du 31 janvier 2021 à un taux de 1,175 \$.

9. Paiements fondés sur des actions

Au cours de la période de 39 semaines close le 26 septembre 2020, la Société a émis les droits à un paiement fondé sur des actions suivants :

Options sur actions

La Société a attribué 1 021 688 (2019 – 439 492) options sur actions à certains employés. Les droits sur ces options sur actions sont généralement acquis graduellement sur une période de trois ans, et les options peuvent être exercées sur une période de sept ans, à un prix d'exercice de 80,49 \$ (2019 – 144,35 \$ et 134,16 \$).

10. Produits

Le tableau suivant détaille les produits par secteur opérationnel à présenter.

(en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de 13 semaines closes									
	le 26 septembre 2020					le 28 septembre 2019				
	Détail	CT REIT	Services Financiers	Ajustements	Total	Détail	CT REIT	Services Financiers	Ajustements	Total
Vente de biens	3 532,0	\$ —	\$ —	\$ —	3 532,0	3 170,9	\$ —	\$ —	\$ —	3 170,9
Produits d'intérêts sur les créances sur prêts	2,6	—	254,6	(1,0)	256,2	5,2	—	285,7	(3,4)	287,5
Redevances et droits de licence	15,7	—	—	—	15,7	15,4	—	—	—	15,4
Services rendus	5,8	—	36,8	(0,8)	41,8	3,6	—	46,4	—	50,0
Produits locatifs	128,1	12,6	—	—	140,7	100,4	13,2	—	(0,7)	112,9
	3 684,2	\$ 12,6	\$ 291,4	\$ (1,8)	\$ 3 986,4	3 295,5	\$ 13,2	\$ 332,1	\$ (4,1)	\$ 3 636,7

(en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de 39 semaines closes									
	le 26 septembre 2020					le 28 septembre 2019				
	Détail	CT REIT	Services Financiers	Ajustements	Total	Détail	CT REIT	Services Financiers	Ajustements	Total
Vente de biens	8 645,8	\$ —	\$ —	\$ —	8 645,8	8 849,1	\$ —	\$ —	\$ —	8 849,1
Produits d'intérêts sur les créances sur prêts	10,9	—	804,5	(4,1)	811,3	15,6	—	828,4	(8,7)	835,3
Redevances et droits de licence	34,6	—	—	—	34,6	40,6	—	—	—	40,6
Services rendus	14,7	—	122,9	(2,6)	135,0	11,7	—	143,7	—	155,4
Produits locatifs	330,0	39,8	—	—	369,8	299,8	38,2	—	(0,7)	337,3
	9 036,0	\$ 39,8	\$ 927,4	\$ (6,7)	\$ 9 996,5	9 216,8	\$ 38,2	\$ 972,1	\$ (9,4)	\$ 10 217,7

Le tableau suivant ventile les produits du secteur Détail.

(en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de 13 semaines closes		Pour les périodes de 39 semaines closes	
	le 26 septembre 2020	le 28 septembre 2019	le 26 septembre 2020	le 28 septembre 2019
Canadian Tire	2 322,7 \$	1 813,2 \$	5 775,5 \$	5 184,3 \$
SportChek	533,2	543,3	1 210,0	1 416,9
Mark's	286,3	266,6	679,8	798,0
Helly Hansen ¹	155,4	159,5	345,8	378,2
Division pétrolière	374,6	504,5	1 003,8	1 426,1
Autres et éliminations intersectorielles ¹	12,0	8,4	21,1	13,3
	3 684,2 \$	3 295,5 \$	9 036,0 \$	9 216,8 \$

1. Les produits d'Helly Hansen représentent des produits externes seulement. Les chiffres de la période précédente ont été retraités afin de refléter la présentation de l'exercice en cours.

Principaux clients

La Société ne dépend pas d'un client en particulier.

11. Coûts des activités génératrices de produits

(en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de 13 semaines closes		Pour les périodes de 39 semaines closes	
	le 26 septembre 2020	le 28 septembre 2019	le 26 septembre 2020	le 28 septembre 2019
Coût des ventes de stocks ¹	2 518,8 \$	2 268,4 \$	6 300,5 \$	6 444,8 \$
Perte de valeur nette relative aux créances sur prêts	83,3	105,6	367,8	309,4
Charges financières	20,4	16,7	55,2	50,2
Autres	17,1	17,4	46,3	42,5
	2 639,6 \$	2 408,1 \$	6 769,8 \$	6 846,9 \$

1. Le coût des ventes de stocks comprend l'amortissement pour les périodes de 13 et de 39 semaines closes le 26 septembre 2020 de 3,4 millions de dollars (2019 – 2,6 millions) et de 9,7 millions (2019 – 6,9 millions), respectivement.

Les réductions de valeur des stocks comptabilisées au cours des périodes de 13 et de 39 semaines closes le 26 septembre 2020, en raison du fait que la valeur nette de réalisation est inférieure au coût, s'élevaient à 13,6 millions de dollars (2019 – 19,0 millions) et à 53,4 millions (2019 – 39,2 millions), respectivement.

Les réductions de valeur des stocks comptabilisées au cours des périodes correspondantes et reprises au cours des périodes de 13 et de 39 semaines closes le 26 septembre 2020 s'élevaient à 2,3 millions de dollars (2019 – 1,5 million) et à 5,2 millions (2019 – 4,5 millions), respectivement. Les réductions de valeur ont été reprises parce que les pertes réelles sont inférieures aux estimations.

Les réductions de valeur et les reprises sont incluses dans le coût des ventes de stocks.

12. Frais de vente, généraux et administratifs

(en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de 13 semaines closes		Pour les périodes de 39 semaines closes	
	le 26 septembre 2020	le 28 septembre 2019	le 26 septembre 2020	le 28 septembre 2019
Charges liées au personnel	334,1 \$	335,7 \$	1 006,0 \$	981,7 \$
Occupation	104,0	97,9	320,9	313,7
Marketing et publicité	62,8	64,6	184,5	210,2
Amortissement des immobilisations corporelles et des immeubles de placement ¹	70,5	68,7	214,7	203,5
Amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation	70,5	64,7	210,7	192,5
Amortissement des immobilisations incorporelles	26,9	27,5	84,8	80,9
Systèmes informatiques	55,0	46,9	156,7	139,2
Autres	115,0	126,3	367,4	372,1
	838,8 \$	832,3 \$	2 545,7 \$	2 493,8 \$

1. Se reporter à la note 11 pour l'amortissement compris dans les coûts des activités génératrices de produits.

13. Charges financières nettes

(en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de 13 semaines closes		Pour les périodes de 39 semaines closes	
	le 26 septembre 2020	le 28 septembre 2019	le 26 septembre 2020	le 28 septembre 2019
(Produits) financiers	(2,2) \$	(4,6) \$	(7,5) \$	(18,1) \$
(Produits) financiers sur les créances locatives ¹	(1,5)	(1,6)	(4,4)	(4,6)
Charges financières	39,6	51,4	135,0	142,7
Charges financières nettes sur les obligations locatives	24,2	26,3	74,6	80,8
	60,1 \$	71,5 \$	197,7 \$	200,8 \$

1. Lié aux immeubles pour lesquels la Société est un bailleur intermédiaire en vertu d'un contrat de sous-location classé comme contrat de sous-location en tant que contrat de location-financement aux termes d'IFRS 16.

14. Impôt sur le résultat

Les (économies) charges d'impôt comptabilisées dans les autres éléments du résultat global se présentent comme suit :

(en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de 13 semaines closes		Pour les périodes de 39 semaines closes	
	le 26 septembre 2020	le 28 septembre 2019	le 26 septembre 2020	le 28 septembre 2019
(Pertes nettes) profits nets lié(e)s à la juste valeur sur les instruments de couverture conclus pour les couvertures de flux de trésorerie ne faisant pas l'objet d'un ajustement de base	(0,6) \$	0,3 \$	(12,0) \$	(7,8) \$
Coût différé de la couverture ne faisant pas l'objet d'un ajustement de base – variations de la juste valeur de la valeur temps d'une option relativement à des éléments couverts liés à un intervalle de temps	1,4	(0,6)	(1,3)	(3,7)
Reclassement de la perte (du profit) en résultat	0,1	0,1	0,3	(0,1)
(Pertes nettes) profits nets lié(e)s à la juste valeur sur les instruments de couverture conclus pour les couvertures de flux de trésorerie assujettis à l'ajustement de base	(9,3)	7,3	19,6	(13,5)
	(8,4) \$	7,1 \$	6,6 \$	(25,1) \$

Dans le cours normal des activités, la Société fait régulièrement l'objet de vérifications menées par l'administration fiscale. Bien que la Société ait établi que les déclarations fiscales qu'elle produit sont appropriées et justifiables, il existe toutefois la possibilité que certains éléments fassent l'objet d'une révision et soient contestés par l'administration fiscale.

Il n'y a eu aucune modification significative relativement aux vérifications menées par l'administration fiscale, telles qu'elles sont présentées à la note 16 des états financiers consolidés et notes annexes de 2019.

La Société examine périodiquement la possibilité de dénouements défavorables en matière de questions fiscales. La Société est d'avis que la décision finale relativement à ces questions fiscales n'aura pas d'incidence défavorable significative sur ses liquidités, sur sa situation financière consolidée ni sur son bénéfice net, car elle a déterminé qu'elle a constitué des provisions adéquates à l'égard de ces questions fiscales. Si le passif d'impôt définitif différait sensiblement des provisions établies, cela pourrait avoir des répercussions positives ou négatives sur le taux d'imposition effectif de la Société et sur son bénéfice dans la période au cours de laquelle les questions seront en fin de compte résolues.

15. Notes aux tableaux consolidés intermédiaires résumés des flux de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie, déduction faite de la dette bancaire, se composent des éléments suivants :

(en millions de dollars canadiens)	Au 26 septembre 2020	Au 28 septembre 2019	Au 28 décembre 2019
Trésorerie	511,7 \$	117,8 \$	117,9 \$
Équivalents de trésorerie	779,7	97,9	69,4
Trésorerie et équivalents de trésorerie soumis à restrictions ¹	11,4	10,5	18,2
Total de la trésorerie et des équivalents de trésorerie ²	1 302,8	226,2	205,5
Dette bancaire	(6,8)	(39,6)	(10,4)
Trésorerie et équivalents de trésorerie, déduction faite de la dette bancaire	1 296,0 \$	186,6 \$	195,1 \$

1. La trésorerie et les équivalents de trésorerie soumis à restrictions ont trait à GCCT et sont soumis à restrictions en vue des remboursements aux porteurs de billets et du paiement de frais de financement additionnels de 5,8 millions de dollars (28 septembre 2019 – 5,6 millions et 28 décembre 2019 – 12,8 millions) et d'autres éléments liés à l'exploitation de 5,6 millions (28 septembre 2019 – 4,9 millions et 28 décembre 2019 – 5,4 millions).

2. Sont inclus dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les montants détenus en réserve en vue de soutenir les liquidités et les exigences réglementaires des Services Financiers.

Pour les périodes de 13 et de 39 semaines closes le 26 septembre 2020, le total des sorties de trésorerie relatives aux contrats de location s'est élevé à 108,3 millions de dollars (2019 – 73,2 millions) et à 327,9 millions (2019 – 311,1 millions), respectivement.

Engagements en capital

Au 26 septembre 2020, la Société avait des engagements en capital visant l'acquisition d'immobilisations corporelles, d'immeubles de placement et d'immobilisations incorporelles pour un coût total d'environ 237,1 millions de dollars (2019 – 235,3 millions).

16. Instruments financiers

16.1 Juste valeur des instruments financiers

Les justes valeurs ont été déterminées aux fins d'évaluation et de présentation d'informations à fournir selon les méthodes énumérées ci-dessous :

La valeur comptable de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des créances clients et autres débiteurs, des créances sur prêts, de la dette bancaire, des dettes fournisseurs et autres créditeurs, des titres d'emprunt à court terme et des emprunts de la Société se rapproche de leur juste valeur, en raison de leur nature à court terme ou parce que ce sont des dérivés, qui sont comptabilisés à la juste valeur.

La valeur comptable des créances à long terme et autres actifs se rapproche de leur juste valeur, parce que les taux d'intérêt utilisés pour évaluer la valeur comptable se rapprochent des taux d'intérêt actuels du marché ou parce que ce sont des dérivés, qui sont comptabilisés à la juste valeur.

La juste valeur des instruments financiers reflète le risque de crédit de la Société et des contreparties, le cas échéant.

Placements dans les titres d'emprunt

La juste valeur des actifs financiers qui sont négociés sur des marchés actifs est déterminée par référence à leur cours acheteur de clôture ou au cours du courtier à la date de clôture. Pour les placements qui ne sont pas négociés sur des marchés actifs, la Société détermine les justes valeurs à l'aide d'une combinaison de modèles fondés sur les flux de trésorerie actualisés, de la comparaison avec des instruments similaires pour lesquels des prix de marché observables existent et d'autres modèles d'évaluation.

Dérivés

La juste valeur d'un contrat de change à terme est évaluée en actualisant la différence entre le prix à terme contractuel et le prix à terme en cours pour la durée à courir jusqu'à l'expiration du contrat en utilisant un taux d'intérêt sans risque (fondé sur les obligations d'État).

La juste valeur des swaps de taux d'intérêt et des swaptions reflète les montants estimatifs que la Société devrait recevoir ou payer si elle mettait fin aux contrats à la date d'évaluation, et elle est déterminée par un fournisseur de service externe au moyen de techniques d'évaluation fondées sur des données observables sur le marché.

La juste valeur des dérivés sur actions est déterminée par référence aux fluctuations du cours des actions, ajusté pour tenir compte des intérêts, selon les taux d'intérêt du marché propres aux modalités des contrats dérivés sous-jacents.

Instrument financier rachetable

La juste valeur de l'instrument financier rachetable est calculée au moyen d'un modèle des flux de trésorerie actualisés fondé sur les bénéfices normalisés attribuables aux activités des Services Financiers, ajustés pour tenir compte des bénéfices non distribués et de la quote-part de la Banque Scotia dans les activités des Services Financiers. Cette évaluation à la juste valeur récurrente est classée dans le niveau 3 de la hiérarchie des justes valeurs. Se reporter à la note 3 ainsi qu'à la note 33 des états financiers consolidés et notes annexes de 2019 de la Société pour plus d'information sur cet instrument financier.

16.2 Juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers classés selon la hiérarchie des justes valeurs

La Société utilise la hiérarchie des justes valeurs afin de catégoriser les données utilisées pour évaluer la juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers.

Le tableau suivant présente les instruments financiers évalués à la juste valeur et classés selon la hiérarchie des justes valeurs.

(en millions de dollars canadiens)		Au 26 septembre 2020		Au 28 septembre 2019		Au 28 décembre 2019	
Poste du bilan	Catégorie	Niveau		Niveau		Niveau	
Créances clients et autres débiteurs	Juste valeur par le biais du résultat net ¹	2	30,1 \$	2	16,3 \$	2	12,1 \$
Créances clients et autres débiteurs	Instruments de couverture efficaces	2	21,4	2	20,0	2	9,1
Créances à long terme et autres actifs	Juste valeur par le biais du résultat net ¹	2	16,0	2	—	2	—
Créances à long terme et autres actifs	Instruments de couverture efficaces	2	28,9	2	23,3	2	42,9
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	Juste valeur par le biais du résultat net ¹	2	8,2	2	9,4	2	9,2
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	Instruments de couverture efficaces	2	18,3	2	13,3	2	19,1
Instrument financier rachetable	Juste valeur par le biais du résultat net	3	567,0	3	567,0	3	567,0
Autres passifs à long terme	Juste valeur par le biais du résultat net ¹	2	0,7	2	—	2	0,4
Autres passifs à long terme	Instruments de couverture efficaces	2	2,3	2	4,0	2	5,2

1. Lié aux dérivés qui ne sont pas désignés comme instruments de couverture.

Aucun transfert n'a été effectué entre les catégories au cours des périodes de 13 et de 39 semaines closes le 26 septembre 2020 et le 28 septembre 2019.

16.3 Évaluation à la juste valeur des placements, de la dette et des dépôts

L'évaluation à la juste valeur des placements, de la dette et des dépôts est classée dans le niveau 2 de la hiérarchie des justes valeurs décrite à la note 33.2 des états financiers consolidés et notes annexes de 2019 de la Société. Le tableau suivant présente la juste valeur des placements, de la dette et des dépôts de la Société par rapport à leur valeur comptable.

(en millions de dollars canadiens)	Au 26 septembre 2020		Au 28 septembre 2019		Au 28 décembre 2019	
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
Placements à court terme	402,2 \$	401,6 \$	233,3 \$	233,5 \$	201,7 \$	201,7 \$
Placements à long terme	176,3	176,3	116,0	116,4	138,9	139,5
Dette	4 265,3	4 539,1	4 517,2	4 757,9	4 518,4	4 711,7
Dépôts	3 249,0	3 337,1	2 496,3	2 515,7	2 444,2	2 459,0

L'écart entre la juste valeur et la valeur comptable (excluant les coûts de transaction, qui sont inclus dans la valeur comptable de la dette) est attribuable à la variation des taux d'intérêt du marché pour des instruments semblables. La juste valeur est établie en actualisant les flux de trésorerie futurs connexes au moyen des taux d'intérêt actuels du marché pour des éléments présentant un risque semblable.

17. Éventualités

Questions juridiques

La Société est partie à des poursuites de nature judiciaire et réglementaire. La Société a déterminé que toute poursuite représente une question courante inhérente à ses activités et que la résolution ultime de ces poursuites n'aura pas d'incidence significative sur son bénéfice net consolidé, sur ses flux de trésorerie consolidés ni sur sa situation financière consolidée.

Les avis de cotisation relatifs aux taxes à la consommation de la Banque pour les exercices allant de 2011 à 2015 ont fait l'objet d'un appel devant la Cour canadienne de l'impôt. Les exercices 2016 et 2017 ont également fait l'objet d'une nouvelle cotisation. La direction s'est opposée aux nouvelles cotisations, et elle attend la réponse de l'Agence du revenu du Canada. Lorsqu'elle recevra une réponse, la direction prendra les mesures requises pour intégrer les nouvelles cotisations à l'appel. La Banque estime que certains services fournis par les réseaux de cartes de crédit constituent des services financiers exonérés aux termes de la *Loi sur la taxe d'accise* (Canada). Même si la Cour a rendu une décision dans une affaire non liée à la Banque établissant que des services semblables étaient assujettis aux taxes de vente fédérale et du Québec, cette décision fait actuellement l'objet d'un appel devant la Cour d'appel fédérale. La Banque est d'avis qu'il est plus probable qu'improbable que sa position sera acceptée par les tribunaux et que les services seront considérés comme étant des services financiers exonérés. Par conséquent, aucune provision n'a été constituée en prévision des montants à payer, dans l'éventualité d'une décision défavorable. Si la Cour rend une décision défavorable à la Banque, le risque global ne serait pas important au troisième trimestre de 2020.